



## DECISION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE SEANCE DU JEUDI 7 DECEMBRE 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE SEPT DECEMBRE A 18H00

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE S'EST REUNI EN SEANCE PUBLIQUE ET EN VISIOCONFERENCE SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN DIONIS DU SEJOUR, DANS LES LOCAUX DE LA MAIRIE D'AGEN A AGEN, EN SALLE DES ILLUSTRES

Membres du Bureau en exercice	Membres du Bureau présents	Membres du Bureau en visioconférence	Membres du Bureau absents, excusés	Suffrages exprimés (dont pouvoirs)	Ne prennent pas part aux votes
45	31	1	13	35	2

+ le Président qui ne vote qu'en circonstance de partage de voix,

+ rappel du quorum : il est atteint avec 23 membres présents,

+ les Membres du Bureau qui assistent à la séance en visioconférence ne prennent pas part aux votes mais émettent un avis.

PRESIDENT DE SEANCE : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR

PRESENTS : M. HENRI TANDONNET, M. FRANCIS GARCIA, M. OLIVIER GRIMA, M. PATRICK BUISSON, M. PASCAL DE SERMET, MME MARIE-FRANCE SALLES, MME LAURENCE LAMY, M. CHRISTIAN DELBREL, M. JEAN-MARC GILLY, M. PIERRE DELOUVRIE, M. PAUL BONNET, M. YOHAN VERDIE, MME DOMINIQUE MILANI, MME NADINE LABOURNERIE, MME MARIE-THERESE COULONGES, M. JOËL PONSOLLE, M. CLAUDE LE BOT, M. JOEL GUATTA, M. SERGE BERTHOUMIEUX, M. JEAN-PIERRE BENAZET, M. BERNARD DURRUTY, MME CECILE GENOVESIO, M. JEAN PROUZET, M. JEAN-CLAUDE MALCAYRAN, M. JEAN-MARIE ROBERT, M. PHILIPPE SOFYS, M. RICHARD DOUMERGUE, M. MAX LABORIE, M. JEAN DREUIL ET M. THIERRY DELPECH.

EN VISIOCONFERENCE : MME PASCALE LUGUET

ABSENTS, EXCUSES + REPRESENTATION PAR UN MEMBRE A VOIX CONSULTATIVE (CHAPITRE 3 « BUREAU » – ARTICLE 3.1 « COMPOSITION » DES STATUTS DE L'AGGLOMERATION D'AGEN APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022) : M. BRUNO DUBOS (REPRESENTE PAR MME NADEGE MAIRAL), MME CLEMENCE BRANDOLIN-ROBERT, M. REMI CONSTANS, M. ERIC BACQUA, M. THIERRY VALETTE, M. JEAN-MARC CAUSSE (REPRESENTE PAR MME ISABELLE FILLOL), M. PATRICK ROUX, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE, M. JEAN-JACQUES LAMBROT, M. PHILIPPE DEGRYSE, M. PATRICE FOURNIER (REPRESENTE PAR M. JEAN-LOUIS CHAUVAN), M. MATHIEU TOVO ET M. DAVID SANCHEZ

NE PRENNENT PAS PART AUX VOTES : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR (PRESIDE LA SEANCE), MME PASCALE LUGUET (ASSISTE AU BUREAU EN VISIOCONFERENCE)

POUVOIRS : M. BRUNO DUBOS A M. JEAN DINOIS DU SEJOUR, M. JEAN-MARC CAUSSE A M. HENRI TANDONNET, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE A M. CLAUDE LE BOT, M. JEAN-JACQUES LAMBROT A MME MARIE-FRANCE SALLES, M. DAVID SANCHEZ A M. JEAN-MARIE ROBERT

Le Bureau communautaire délibère à l'unanimité  
(avec avis favorables des Membres du Bureau en visioconférence)

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*

DECISION DU BUREAU N° 2023 – 122

OBJET : SCHEMA COMMUNAUTAIRE DES SITES MAJEURS – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA COMMUNE DE LAPLUME

## Exposé des motifs

Dans le cadre de sa compétence en matière de tourisme, l'Agglomération d'Agen porte en direct des projets d'aménagement touristique et confie à l'Office de Tourisme Destination Agen le soin d'assurer l'accueil, l'information, la promotion touristique du territoire ainsi que la création et la commercialisation de produits touristiques.

Le 05 mai 2022, le Bureau Communautaire a acté le principe d'un appel à projets annuel Sites Majeurs, ayant pour finalités de :

- Poursuivre le Schéma Communautaire des Sites Emblématiques et Majeurs initié lors du précédent mandat
- Définir une programmation d'interventions sur un certain nombre de sites touristiques pour la période 2022-2026
- Se donner les moyens d'assurer la pérennité de ces sites, qui sont la force et l'identité touristique de la destination
- Constituer une base de lieux hautement symboliques, touristiques et qualitatifs pour le développement d'une offre touristique commercialisable.

Après validation des critères de sélection, un appel à projets a été lancé auprès de l'ensemble des communes de l'Agglomération d'Agen. C'est dans ce contexte que la commune de Laplume a présenté un projet de consolidation et de restauration de l'Eglise de Saint Pierre de Cazaux.

Pour soutenir la réalisation de ce projet, dont le coût total est estimé à 460 000,00 € HT, il est proposé d'attribuer à la commune de Laplume une subvention de 124 200,00 €.

Cette subvention, sera versée comme suit :

- Un acompte de 50%, soit 62 100,00 €, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par la Trésorerie, représentant au minimum 50% du coût HT du projet.
- Le solde, soit 62 100,00 € HT maximum à l'achèvement des travaux sur présentation de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux accompagné d'un état récapitulatif de la totalité des dépenses du projet visé par la Trésorerie.

Il convient de préciser qu'en cas de dépassement du budget prévisionnel, la participation de l'Agglomération ne sera pas revenue à la hausse. En revanche, si les dépenses s'avèrent moins importantes, la participation sera revue à la baisse, le taux de financement ne pouvant excéder 40% du total HT du projet ou 124 200,00 €, et la participation minimale du maître d'ouvrage devant représenter 30% du coût total HT du projet.

## Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1611-4 et L. 5211-10,

Vu la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, et notamment son article 6 IV,

Vu la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, notamment son article 10 IV,

Vu l'article 1.1.4 ; Chapitre 1, Titre III des statuts de l'Agglomération d'Agen applicables au 1er janvier 2022, relatif à la compétence Tourisme,

Vu la délibération n°DCA\_002/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, actant de la mise en œuvre de la visio-conférence et du vote électronique lors des instances communautaires,

Vu l'article 1.1 de la délibération n°DCA\_007/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Bureau pour prendre toute décision concernant l'attribution et le règlement des subventions, participations, conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen d'un montant supérieur à 10 000 € TTC,

Vu l'avis favorable de la Commission Tourisme, en date du 24 octobre 2023.

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré,  
DECIDE  
suivant les votes susvisés**

**1°/ DE RETENIR** le projet de « consolidation et restauration de l'Eglise de Saint Pierre de Cazaux » au titre du programme sites majeurs 2024,

**2°/ DE VALIDER** le projet de convention de partenariat avec la commune de Laplume pour la mise en valeur des sites majeurs de l'Agglomération d'Agen,

**3°/ D'ATTRIBUER** à la commune de LAPLUME une subvention de 124 200 € au titre des Sites Majeurs 2024,

**4°/ DE DIRE** que cette subvention sera versée comme suit :

- Un acompte de 50%, soit 62 100,00 €, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par la Trésorerie, représentant au minimum 50% du coût HT du projet.
- Le solde, soit 62 100,00 € HT maximum à l'achèvement des travaux sur présentation de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux accompagné d'un état récapitulatif de la totalité des dépenses du projet visé par la Trésorerie.

**5°/ D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention de partenariat, ainsi que tous les actes et documents y afférents,

**6°/ DE DIRE** que les crédits seront à prévoir au budget de l'exercice 2024.

<p>Le Président</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte</li><li>▪ informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture</li></ul> <p>Convocation le ...../...../ 2023</p> <p>Télétransmission le ...../...../ 2023</p> <p>Publication le ...../...../ 2023</p>
--

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme  
Le Président,

**Jean DIONIS du SEJOUR**

**SCHEMA COMMUNAUTAIRE DES SITES MAJEURS  
CONVENTION DE PARTENARIAT  
Pour la mise en valeur des sites majeurs de l'Agglomération d'Agen**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

**L'AGGLOMERATION D'AGEN**, désignée ci-après par l'appellation « L'AGGLOMERATION D'AGEN », dont le siège est situé 8 rue André Chénier 47000 Agen, représentée par son Président, Monsieur Jean DIONIS du SEJOUR, dûment autorisé par une décision de bureau n°2023-... en date du ....2023,

De première part,

ET

**LA COMMUNE DE LAPLUME**, désignée ci-après par l'appellation « LA COMMUNE », dont le siège est situé [ADRESSE], représentée par son Maire, Madame Séverine COUDERT, autorisée à cet effet par délibération n°... en date du xx/xx/2023,

De deuxième part.

**- EXPOSÉ -**

Dans le cadre de sa compétence en matière de « promotion du tourisme (...) », l'Agglomération d'Agen porte en direct des projets d'aménagement touristique et confie à l'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen le soin d'assurer l'accueil, l'information, la promotion touristique du territoire ainsi que la création et la commercialisation de produits touristiques.

Le 05 mai 2022, le Bureau Communautaire a débattu les orientations de l'appel à projets annuel Sites Majeurs « Acte II », ayant pour finalités de :

- Poursuivre le Schéma Communautaire des Sites Emblématiques et Majeurs initié lors du précédent mandat
- Définir une programmation d'interventions sur un certain nombre de sites touristiques pour la période 2022-2026
- Se donner les moyens d'assurer la pérennité de ces sites, qui sont la force et l'identité touristique de la destination
- Constituer une base de lieux hautement symboliques, touristiques et qualitatifs pour le développement d'une offre touristique commercialisable.

Un appel à projets a été lancé auprès de l'ensemble des communes de l'Agglomération d'Agen. C'est dans ce contexte que la commune de Laplume sollicite, une subvention, dans le cadre de son projet de consolidation et restauration de l'Eglise de Saint Pierre de Cazaux.

Vu le Code Général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.1611-4 et L.5211-10,

Vu l'article 1.1.4 « promotion du tourisme dont la création d'un office de tourisme », du Chapitre 1, Titre III des statuts de l'Agglomération d'Agen applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2022,

Vu les orientations du Bureau communautaire en date du 5 mai et du 17 novembre 2022,

**CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties dans le cadre de la mise en œuvre du schéma communautaire des sites majeurs, Acte II.

**ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE LA COMMUNE**

**2.1 : nature du projet**

La Commune de Laplume s'engage à réaliser le projet « Consolidation et Restauration de l'Eglise de Saint Pierre de Cazaux » retenu dans la liste des sites majeurs de l'Agglomération d'Agen, et à l'achever dans un délai de 2 ans à compter de la signature de la présente convention.

**2.2 Coût et plan de financement**

Le coût total de l'opération s'élève à 460 000 € HT soit 552 000 € TTC, objet de la demande de financement.

**Le plan de financement de l'opération est le suivant :**

**ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'AGGLOMERATION D'AGEN**

L'Agglomération d'Agen s'engage à participer au financement du projet par le versement à la commune d'une subvention plafonnée à 124 200 €. Les sommes versées au titre du FST donneront lieu à un arrêté d'attribution distinct.

COUT TRAVAUX HT		FINANCEMENT		
Travaux	394 000 €	DRAC/ Région	11%	50 600 €
Honoraires	39 400 €	FACIL/ Département	32%	147 200 €
Coordinateur SPS	6 500 €	Sites Majeurs/ Agglo	27%	124 200 €
Hausses/ Aléas	20 100 €	Commune	30%	138 000 €
<b>TOTAL opération</b>	<b>460 000 € HT</b>	<b>TOTAL financement</b>		<b>460 000 € HT</b>

La subvention de l'Agglomération d'Agen sera versée selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte de 50 %, soit 62 100 € sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par la Trésorerie, représentant au minimum 50% du coût HT du projet.
- Le solde, soit 62 100 € maximum à l'achèvement des travaux sur présentation :
  - de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux
  - d'un état récapitulatif de la totalité des dépenses du projet, visé par la Trésorerie

Il est rappelé à la commune qu'en cas de dépense plus importantes que prévu, la participation de l'Agglomération d'Agen ne sera pas revue à la hausse.

En revanche, si les dépenses s'avèrent moins importantes, la participation sera revue à la baisse. Dans tous les cas, le taux de financement n'excédera pas 40% du montant HT des travaux ou 125 000 € (le premier de ces deux plafonds atteints) et la participation minimale du maître d'ouvrage demeure fixée à 30% du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Le délai de mandatement des sommes dues est fixé à 30 jours à compter de la réception de demande de fonds.

Le règlement sera effectué par mandat administratif sur le compte de commune qui aura pris soin de joindre un RIB à l'appui de sa demande.

#### **ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du jour de sa signature par les parties et trouvera fin au jour du versement du solde de sa participation financière par l'Agglomération d'Agen, dans un délai de 2 ans à compter de la date de la signature. Elle n'est pas renouvelable.

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini à l'article 2 et aux engagements qui résultent de la présente convention. Toute contribution non utilisée ou non conforme à l'objet ou aux engagements issus des présentes devra être remboursée.

Suivant les dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est interdit au bénéficiaire d'une subvention d'en employer tout ou partie en subvention à d'autres associations, œuvres ou entreprises, excepté si cela est expressément prévu par la présente convention.

#### **ARTICLE 6 : COMMUNICATION**

La commune s'engage à mentionner le soutien apporté par l'Agglomération d'Agen, notamment en apposant son logo sur les documents destinés au public, ainsi que lors de toute manifestation publique ou opération médiatique qui serait organisée.

Elle s'engage également à ce que les relations qu'elle développera avec des partenaires publics ou privés ne puissent, en aucune manière, porter atteinte à l'image de l'Agglomération d'Agen ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, qu'elle apporte sa caution ou son soutien à ce partenariat.

## **ARTICLE 7 : SUIVI, CONTROLE ET EVALUATION**

La commune s'engage à fournir à l'Agglomération d'Agen tous les documents, bilans, rapports et justificatifs, notamment comptables, nécessaires au suivi et au contrôle de la bonne utilisation des deniers publics alloués pour la réalisation des engagements prévus à l'article 2.

Elle s'engage en outre à faciliter toutes les démarches de contrôle et vérification, et à tenir à disposition de l'Agglomération d'Agen tout document permettant de retracer de manière fiable l'emploi des fonds alloués.

L'Agglomération d'Agen se réserve le droit de procéder à toute vérification liée à l'exécution de la présente convention. Elle pourra notamment vérifier que sa contribution n'excède pas le coût de la mise en œuvre des prestations et se réserve le droit de réclamer le remboursement de toute somme indue.

## **ARTICLE 8 : ABANDON, MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

Dans le cas d'abandon du projet provenant du fait de la commune, celle-ci fera son affaire du règlement des honoraires et frais d'études qu'elle aura engagé.

Le cas échéant, elle remboursera l'Agglomération d'Agen des acomptes déjà perçus.

Chacune des parties pourra proposer de modifier la présente convention, sous réserve de l'accord de l'autre partie. Cette modification s'effectuera par voie d'avenants qui feront ainsi partie intégrante de la présente convention.

Les parties ont la faculté de résilier la présente convention pour tout motif. Le cas échéant, la résiliation devra se faire en Lettre recommandée avec Accusé de Réception dans le respect d'un préavis de deux mois avant la date du terme souhaité.

En cas de résiliation à l'initiative de la commune, cette dernière remboursera l'Agglomération d'Agen des acomptes déjà perçus.

## **ARTICLE 9 : LITIGES**

Les parties déclarent que les litiges qui pourraient survenir dans l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Bordeaux (situé 9 rue Tastet 33000 BORDEAUX), en cas d'échec d'une tentative de règlement amiable préalable.

Fait en deux originaux à Agen, le

Pour « LA COMMUNE DE LAPLUME »  
Le Maire  
Madame Séverine COUDERT

Pour « L'AGGLOMERATION D'AGEN »  
Le Président  
Monsieur Jean Dionis du Séjour



## DECISION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE SEANCE DU JEUDI 7 DECEMBRE 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE SEPT DECEMBRE A 18H00

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE S'EST REUNI EN SEANCE PUBLIQUE ET EN VISIOCONFERENCE SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN DIONIS DU SEJOUR, DANS LES LOCAUX DE LA MAIRIE D'AGEN A AGEN, EN SALLE DES ILLUSTRES

Membres du Bureau en exercice	Membres du Bureau présents	Membres du Bureau en visioconférence	Membres du Bureau absents, excusés	Suffrages exprimés (dont pouvoirs)	Ne prennent pas part aux votes
45	31	1	13	35	2

+ le Président qui ne vote qu'en circonstance de partage de voix,

+ rappel du quorum : il est atteint avec 23 membres présents,

+ les Membres du Bureau qui assistent à la séance en visioconférence ne prennent pas part aux votes mais émettent un avis.

PRESIDENT DE SEANCE : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR

PRESENTS : M. HENRI TANDONNET, M. FRANCIS GARCIA, M. OLIVIER GRIMA, M. PATRICK BUISSON, M. PASCAL DE SERMET, MME MARIE-FRANCE SALLES, MME LAURENCE LAMY, M. CHRISTIAN DELBREL, M. JEAN-MARC GILLY, M. PIERRE DELOUVRIE, M. PAUL BONNET, M. YOHAN VERDIE, MME DOMINIQUE MILANI, MME NADINE LABOURNERIE, MME MARIE-THERESE COULONGES, M. JOËL PONSOLLE, M. CLAUDE LE BOT, M. JOEL GUATTA, M. SERGE BERTHOUMIEUX, M. JEAN-PIERRE BENAZET, M. BERNARD DURRUTY, MME CECILE GENOVESIO, M. JEAN PROUZET, M. JEAN-CLAUDE MALCAYRAN, M. JEAN-MARIE ROBERT, M. PHILIPPE SOFYS, M. RICHARD DOUMERGUE, M. MAX LABORIE, M. JEAN DREUIL ET M. THIERRY DELPECH.

EN VISIOCONFERENCE : MME PASCALE LUGUET

ABSENTS, EXCUSES + REPRESENTATION PAR UN MEMBRE A VOIX CONSULTATIVE (CHAPITRE 3 « BUREAU » – ARTICLE 3.1 « COMPOSITION » DES STATUTS DE L'AGGLOMERATION D'AGEN APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022) : M. BRUNO DUBOS (REPRESENTE PAR MME NADEGE MAIRAL), MME CLEMENCE BRANDOLIN-ROBERT, M. REMI CONSTANS, M. ERIC BACQUA, M. THIERRY VALETTE, M. JEAN-MARC CAUSSE (REPRESENTE PAR MME ISABELLE FILLOL), M. PATRICK ROUX, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE, M. JEAN-JACQUES LAMBROT, M. PHILIPPE DEGRYSE, M. PATRICE FOURNIER (REPRESENTE PAR M. JEAN-LOUIS CHAUVAN), M. MATHIEU TOVO ET M. DAVID SANCHEZ

NE PRENNENT PAS PART AUX VOTES : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR (PRESIDE LA SEANCE), MME PASCALE LUGUET (ASSISTE AU BUREAU EN VISIOCONFERENCE)

POUVOIRS : M. BRUNO DUBOS A M. JEAN DINOIS DU SEJOUR, M. JEAN-MARC CAUSSE A M. HENRI TANDONNET, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE A M. CLAUDE LE BOT, M. JEAN-JACQUES LAMBROT A MME MARIE-FRANCE SALLES, M. DAVID SANCHEZ A M. JEAN-MARIE ROBERT

Le Bureau communautaire délibère à l'unanimité  
(avec avis favorables des Membres du Bureau en visioconférence)

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*

DECISION DU BUREAU N° 2023 – 123

OBJET : CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DESTINATION AGEN

## Exposé des motifs

Conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-3 du code du tourisme portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme, l'Agglomération d'Agen, par délibération du 19 décembre 2013, a délégué à l'Office de Tourisme Destination Agen, les missions de service public d'accueil et d'information, de promotion et de valorisation touristique, de conception et de commercialisation de produits touristiques et de gestion de ressources touristiques.

L'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen reconnaît, conformément aux statuts, œuvrer pour exercer ces missions générales. L'OTDA est administré par un Comité de Direction dont la composition est définie par l'Agglomération d'Agen avec 11 membres titulaires dont 6 représentants de l'Agglomération d'Agen et 5 représentants des professionnels et des organismes intéressés au tourisme du territoire.

Considérant les différentes missions déléguées, il convient de mettre en place la présente convention d'objectif, afin de définir :

- Le cadre des missions fondamentales et spécifiques de l'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen ;
- Les enjeux et les orientations stratégiques de l'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen ;
- Les financements et les moyens mis à disposition de l'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen.

Pour rappel, les missions fondamentales déléguée par l'Agglomération d'Agen à l'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen sont les suivantes :

### I. PROMOTION ET VALORISATION DU TERRITOIRE

### II. CONCEPTION ET COMMERCIALISATION DE PRODUITS TOURISTIQUES

### III. GESTION DES RESSOURCES TOURISTIQUES

Les objectifs spécifiques liés à ces missions sont les suivants :

- Déployer un système d'accueil et d'information adapté
- Développer les moyens de Promotion et Communication
- Renforcer l'accompagnement des acteurs touristiques et les actions de soutien au développement de l'offre
- Conception et commercialisation de produits touristiques
- Observatoire touristique et économique du territoire
- Systématiser le travail en partenariat avec les instances locales, départementale et régionales
- Déployer le rôle d'appui technique auprès de l'Agglomération d'Agen en lien étroit avec le service Direction de l'économie et de l'aménagement du territoire

Pour la mise en œuvre de ces missions, L'Agglomération d'Agen attribue annuellement à l'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen une subvention d'équilibre nécessaire à son fonctionnement et à la mise en œuvre des missions de service public qui lui ont été déléguées.

Cette subvention couvre les charges de fonctionnement. Cette subvention d'équilibre est de 400 000 €, son versement plein ou partiel dépend de la réalisation du budget de l'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen. Elle est versée en 6 fois, sur présentation d'un titre de recette émis par l'Office de Tourisme. Le Solde (6<sup>ème</sup> versement) est versé au regard de l'atterrissage budgétaire de fin d'année.

Le produit de la taxe de séjour est également reversé à l'Office de Tourisme Intercommunal Destination Agen, il fluctue annuellement au regard de la fréquentation touristique.

Les objectifs fixés au sein de cette convention sont entendus pour trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 soit jusqu'au 31 décembre 2026.

### Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1611-4, L.2231-9 à L.2231-14, L.5211-10 et R.133-1 à R.133-2,

Vu le Code du Tourisme, notamment les articles L.133-1 et suivants,

Vu la loi n°64-698 du 10 juillet 1964 relative à la création d'Offices de Tourisme dans les stations classées,

Vu la loi n°92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme, et notamment son article 10,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret n°66-211 du 5 avril 1966 relatif à l'application de la loi n°64-698 du 10 juillet 1964 relative à la création d'offices de tourisme dans les stations classées,

Vu l'article 1.1.4 « Promotion du tourisme dont la création d'un office de tourisme » du Chapitre 1, Titre III des statuts de l'Agglomération d'Agen applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022,

Vu la délibération n°DCA\_002/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, actant de la mise en œuvre de la visio-conférence et du vote électronique lors des instances communautaires,

Vu l'article 1.1 de la délibération n°DCA\_007/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Bureau pour prendre toute décision concernant l'attribution et le règlement des subventions, participations, conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen d'un montant supérieur à 10 000 € TTC,

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré,  
DECIDE  
suivant les votes susvisés**

**1°/ DE VALIDER** les termes de la convention d'objectifs et de moyens entre l'Agglomération d'Agen et l'Office de Tourisme Destination Agen ci-après annexée ;

**2°/ D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les actes et documents y afférents,

**3°/ ET DE DIRE** que les crédits seront à prévoir au budget des exercices 2024 et suivants,

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Convocation le ...../...../ 2023

Télétransmission le ...../...../ 2023

Publication le ...../...../ 2023

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme  
Le Président,

**Jean DIONIS du SEJOUR**



## **CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DESTINATION AGEN**

### **ENTRE**

L'Agglomération d'Agen, située 8 rue André Chénier - 47000 AGEN, représentée par M. Jean DIONIS DU SEJOUR en sa qualité de Président, dûment autorisé aux fins des présentes par la décision de Bureau n° ... en date du 7 décembre 2023 ;

D'une part ;

### **ET**

L'EPIC Office de Tourisme Destination Agen, situé 38 rue Garonne – 47000 AGEN, représenté par sa Présidente Mme Nadine LABOURNERIE, dûment autorisée aux fins des présentes par la délibération du comité de direction en date du 15 février 2022

Ci-après désigné « l'OTDA »

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

### **PRÉAMBULE - CADRE GÉNÉRAL ET RÉGLEMENTAIRE :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1611-4, L.2231-9 à L.2231-14, L.5211-10 et R.133-1 à R.133-2,

Vu le Code du Tourisme, notamment les articles L.133-1 et suivants,

Vu la loi n°64-698 du 10 juillet 1964 relative à la création d'Offices de Tourisme dans les stations classées,

Vu la loi n°92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme, et notamment son article 10,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret n°66-211 du 5 avril 1966 relatif à l'application de la loi n°64-698 du 10 juillet 1964 relative à la création d'offices de tourisme dans les stations classées,

Vu l'article 1.1.4 « Promotion du tourisme dont la création d'un office de tourisme » du Chapitre 1 du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2013 relative à la mise en place de l'Office de Tourisme Intercommunal,

Vu la délibération n°DCA\_024/2023 du Conseil de l'Agglomération d'Agen en date du 30 mars 2023 relative à la modification des représentants de l'Agglomération d'Agen à l'Office de Tourisme Intercommunal « Destination Agen »,

Considérant que conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-3 du code du tourisme portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme, l'Agglomération d'Agen, par délibération du 19 décembre 2013, a délégué à l'Office de Tourisme Destination Agen, les missions de service public d'accueil et d'information, de promotion et de valorisation touristique, de conception et de commercialisation de produits touristiques et de gestion de ressources touristiques.

\* \* \*

L'OTDA reconnaît, conformément aux statuts, œuvrer pour exercer ces missions générales. L'OTDA est administré par un Comité de Direction dont la composition est définie par l'Agglomération d'Agen avec 11 membres titulaires dont 6 conseillers communautaires désignés par le Conseil d'Agglomération et 5 représentants des professionnels et des organismes intéressés au tourisme du territoire.

#### **Article 1 - Objet de la convention**

Considérant les différentes missions déléguées, il convient de mettre en place la présente convention d'objectif, afin de définir :

- Le cadre des missions fondamentales et spécifiques de l'OTDA ;
- Les enjeux et les orientations stratégiques de l'OTDA ;
- Les financements et les moyens mis à disposition de l'OTDA.

#### **Article 2 - Les missions fondamentales et spécifiques de l'OTDA**

L'OTDA a pour objet de mettre en œuvre des actions visant à accroître l'attractivité et les retombées touristiques du territoire de l'Agglomération d'Agen. Ces actions s'inscrivent dans un enjeu majeur de développement économique du territoire.

Ces principales missions définies dans les statuts sont :

##### **I. PROMOTION — VALORISATION**

- Accueil et information des touristes sur le territoire communautaire, en lien avec les antennes locales ;
- Promotion touristique du territoire communautaire sur une cible prioritaire grand public, en cohérence avec l'action d'Agen Agora, l'Agence de Développement et de Réservation Touristique de Lot-et-Garonne, et celle du Comité Régional du Tourisme de Nouvelle Aquitaine ;

##### **II. CONCEPTION - COMMERCIALISATION DE PRODUITS TOURISTIQUES**

- Montage, production et promotion de produits touristiques dans les conditions prévues par la loi n°2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques et ses décrets d'application (n°2009-1650 et 2009-1652), la commercialisation de ces produits pouvant être confiée à un tiers par voie de convention ;
- Conception et mise en œuvre d'événementiels communautaires ;
- Commercialisation de prestations de services pour le compte de tiers,

### III. GESTION DES RESSOURCES TOURISTIQUES

- Coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local ;
- Mise en œuvre de la politique touristique communautaire et des programmes communautaires de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, et des études ;
- Observation de l'économie touristique communautaire, pour son propre compte comme pour celui de ceux qui en feront la demande (Agglomération d'Agen, Agen Agora, ...) ;
- Gestion et collecte de la taxe de séjour ;
- Gestion et exploitation des équipements touristiques communautaires suivants, conformément à l'article L 133-3 du Code du Tourisme :
  - Equipements nautiques : Port de plaisance d'Agen, Halte nautique de Boé, Halte nautique de Sérignac-sur-Garonne, cale de mise à l'eau à Sainte-Colombe-en- Bruilhois, cale de mise à l'eau de Bon-Encontre ;
  - Maison du tourisme de Sérignac-sur-Garonne ;
  - Aires de services pour camping-cars issues du Schéma communautaire de l'Agglomération d'Agen ;

#### **Article 3 - Le cadre spécifique des missions**

Ces missions générales se concrétisent par des actions ou objectifs spécifiques.

##### **1/ Déployer un système d'accueil et d'information adapté**

Recevoir, accueillir, informer les visiteurs, c'est le cœur du métier.

Pour l'organisation et la gestion des accueils touristiques sur le territoire communautaire, l'OTDA dispose :

- D'un accueil permanent à Agen situé au 38 rue Garonne, également siège social ouvert au public 7 jours sur 7 en haute saison (juillet et août) ; Accueil facile d'accès et situé à proximité immédiate des flux touristiques.
- De deux accueil saisonniers ouverts au public de mai à octobre aux haltes nautiques de Boé et de Sérignac-sur-Garonne ;
- D'un bureau back office à Astaffort situé 3 rue du vert ;
- D'un accueil hors les murs estival par tous moyens envisageables.

L'OTDA s'engage à :

- Maintenir ouvert, de façon permanente ou saisonnière, les 3 accueils touristiques ;
- Rendre accessible les 3 accueils touristiques à tous les publics, dont les personnes à mobilité réduite ;
- Favoriser l'accessibilité de l'information aux touristes 24h/24 grâce aux outils numériques ;
- Garder l'humain au cœur de la stratégie d'accueil ;
- Intégrer les habitants dans la stratégie accueil ;
- Développer des expériences authentiques pour le visiteur et mettre en place des scénographies, des dispositifs de médiation qui offrent une découverte sensorielle de la destination ;
- Développer de nouveaux outils et services en appui sur les nouvelles techniques d'information digitales comme la conciergerie touristique ;
- Développer les dispositifs d'accueil pour aller vers plus de mobilité et d'innovation ;
- Effectuer les démarches nécessaires afin d'obtenir, le classement de l'OTDA à minima en catégorie II.

## **2 /Développer les moyens de Promotion et Communication**

L'OTDA met en œuvre une politique de promotion et de communication assurant la notoriété et renforçant l'attractivité de la destination.

L'OTDA s'engage à :

- Créer et ancrer une nouvelle marque touristique du territoire ainsi qu'une nouvelle charte graphique ;
- Etablir un plan de communication prenant en compte le déploiement numérique (nouveau site internet, réseaux sociaux...);
- Créer et diffuser des contenus innovants et originaux ;
- Développer une flotte de supports traduisant le positionnement de la destination : éditions, web...
- Mobiliser les médias utiles à la conquête de nouvelles cibles et marchés : presse, influenceurs...

## **3/ Renforcer l'accompagnement des acteurs touristiques et les actions de soutien au développement de l'offre**

L'OTDA est un outil de conseil et de soutien au développement des acteurs touristiques locaux.

L'OTDA s'engage à :

- Devenir un référent incontournable pour soutenir les acteurs touristiques dans leur développement ;
- Accompagner les porteurs de projets touristiques et les orienter les cas échéant vers les services compétents des collectivités locales, départementales et/ou régionales ;
- Appeler les acteurs touristiques à entrer dans une logique de coopération et de coordination. Développer une culture de co-construction et une envie partagée du "travail ensemble" ;
- Fédérer les acteurs touristiques autour de valeurs communes ;
- Favoriser l'émergence de projets et actions nouvelles avec une dimension de « laboratoire » ;
- Multiplier les temps de sensibilisation, d'échanges et d'information en organisant des rendez-vous professionnels (éducteurs, petits déjeuners du tourisme, ateliers, club hôtelier et club hébergeurs ...) ;
- Inciter les prestataires à mettre en œuvre des démarches de qualité ou identitaires à l'échelle du territoire, notamment en termes de développement durable.

## **4 /Conception et commercialisation de produits touristiques**

L'OTDA intervient dans le respect des conditions prévues par la loi n°92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relative à l'organisation et à la vente de voyages et séjours. L'OTDA est donc autorisé administrativement auprès d'Atout France à organiser et à vendre des produits touristiques, des prestations et des séjours à destination d'une clientèle individuelle et d'une clientèle de groupes.

L'OTDA développe une gamme d'offres pour les groupes loisirs et affaires, et propose des visites estivales pour le grand public. Ses services font l'objet d'une commercialisation auprès des acteurs touristiques (présence dans les éditions et sur le site web...).

L'OTDA s'engage à :

- Développer l'attractivité du territoire hors saison estivale pour aller vers un lissage sur l'année de l'activité touristique ;
- Poursuivre la démarche de commercialisation de visites guidées (groupes et grand public) et animations en valorisant les prestataires locaux et les atouts touristiques du territoire ;
- Développer le réseau de partenaires de l'OTDA : amélioration du taux de pénétration ;
- Faire des boutiques (Echoppe du 38 à Agen et celle de Boé) des vitrines du territoire et des produits locaux ou durables ;
- Développer les offres de service comme les billetteries (Fêtes d'Agen, spectacles et parcs de loisirs) ;

- Faire d'Agen une destination de Tourisme d'Affaires qui compte.

## **5/ Observatoire touristique et économique du territoire**

L'OTDA assure l'évaluation de son action et évalue l'impact économique du tourisme sur son territoire. Il s'agit d'appliquer les principes d'une gestion analytique de l'activité et de la fréquentation à partir d'outils d'observation et de pilotage.

L'OTDA s'engage à :

- Tenir à jour un tableau de bord mensuel de sa fréquentation avec des indicateurs de performance ;
- Soutenir la collecte des données des prestataires touristiques de sa zone géographique (lieux de visites, activités, hébergement...);
- Assurer une veille constante dans les domaines suivants : le marché du tourisme en général, les clientèles, les produits touristiques innovants, les nouvelles technologies de l'information... ;
- Rédiger chaque année un rapport d'activités et des bilans de saison couvrant la période d'avril à octobre.

## **6/ Systématiser le travail en partenariat avec les instances locales, départementale et régionales**

L'OTDA agit en partenariat avec les acteurs du tourisme local, publics et privés. Il formalise des partenariats et conventionne avec les territoires et structures voisines... L'OTDA agit et travaille avec les acteurs institutionnels (Agglomération d'Agen, Conseil Départemental et Régional, ADRT47, MONA, Offices de Tourisme du 47...). L'OTDA répond aux appels à projets touristiques.

L'OTDA s'engage à :

- Assurer le pilotage général du projet ACTT à l'échelle du territoire ;
- Participer aux rencontres touristiques organisées par les acteurs institutionnels ;
- Participer à l'élaboration d'un plan d'action partagé avec les OT du 47 et l'ADRT47.

## **7 /Déployer le rôle d'appui technique auprès de l'Agglomération d'Agen en lien étroit avec le service Direction de l'économie et de l'aménagement du territoire**

L'OTDA inscrit ses actions en cohérence avec la politique touristique définie par l'Agglomération d'Agen.

L'OTDA pilote la conception et la réalisation des projets touristiques communautaires : signalétique, schéma communautaire des sites majeurs, schéma communautaire aires de camping-cars, port d'Agen, E-détours... L'OTDA soutient également les communes de l'Agglomération d'Agen dans le déploiement des parcours Terra Aventura.

L'OTDA gère et exploite des équipements touristiques dont l'Agglomération d'Agen est propriétaire : les équipements nautiques (Port de plaisance d'Agen, Halte nautique de Boé, Halte nautique de Sérignac-sur-Garonne, cale de mise à l'eau à Sainte-Colombe-en-Bruilhois, cale de mise à l'eau de Bon-Encontre) et les aires de services pour camping-cars.

L'OTDA gère et collecte de la taxe de séjour pour le compte de l'Agglomération d'Agen. Il en assure le suivi de recouvrement. L'OTDA assure cette mission en accompagnant les hébergeurs touristiques au travers le déploiement d'une solution logicielle (télédéclaration et paiement en ligne, suivi et rappels automatiques, statistiques). L'OTDA assure également l'information des hébergeurs sur la taxe de séjour et exerce une veille réglementaire.

## L'OTDA s'engage à :

- Définir, élaborer et mettre en œuvre les projets touristiques portés par l'Agglomération d'Agen ;
- Accompagner les communes dans les différents projets transversaux communautaires ;
- Poursuivre la sensibilisation à la télédéclaration de l'ensemble des hébergeurs touristiques du territoire et à tout mettre en œuvre pour augmenter les recettes de la taxe de séjour.

### **Article 4 - Enjeux stratégiques**

Au regard du poids économique du secteur et des initiatives publiques et privées visant le renforcement de l'attractivité du territoire, l'OTDA a souhaité se doter d'une véritable stratégie, construite et partagée avec les professionnels du secteur. La présente convention fixe le cadre stratégique au sein duquel l'OTDA sera libre de définir les actions à mener, sous la gouvernance de son propre Comité de Direction et en cohérence avec les orientations stratégiques définies par l'Agglomération d'Agen. Chaque action engagée devra répondre à minima à l'un des 4 enjeux stratégiques identifiés :

1. SOUTENIR LA COMPETITIVITE DE L'ECOSYSTEME DESTINATION AGEN
2. PROPULSER L'ATTRACTIVITE ET LA NOTORIETE DE DESTINATION AGEN
3. CONSTRUIRE UNE GOUVERNANCE INNOVANTE
4. ATTEINDRE UN POSITIONNEMENT AMBITIEUX ET COHERENT AVEC LES VALEURS DE DESTINATION AGEN

#### **1. SOUTENIR LA COMPETITIVITE DE L'ECOSYSTEME DESTINATION AGEN**

Il s'agit d'affirmer le positionnement de l'OTDA comme acteur majeur du développement économique du territoire, à même de jouer un rôle dans la compétitivité des entreprises qui l'entourent, touristiques certes mais pas que. L'OTDA et son collectif ont une forte vocation fédératrice et souhaitent la mettre à profit du tissu économique local, pour créer des liens, des rencontres, des échanges inattendus, du transfert de compétences et participer ainsi activement à l'attractivité du territoire.

#### **2. PROPULSER L'ATTRACTIVITE ET LA NOTORIETE DE DESTINATION AGEN**

Si la destination a gagné en notoriété dans les années précédentes, le chemin est encore long à parcourir pour s'imposer dans les esprits comme un territoire innovant et attractif. C'est l'ambition que l'OTDA se fixe via cet objectif en impulsant des événements innovants, en posant une marque incontournable et en se faisant fort de ne jamais perdre d'énergie à mettre en œuvre des actions qui existent déjà, mais de toujours chercher l'inédit dans chacun de ses pas.

#### **3. CONSTRUIRE UNE GOUVERNANCE INNOVANTE**

L'OTDA et son collectif souhaitent se donner les moyens d'innover, de créer, de bousculer les codes et poursuit pour cela l'ambition d'aller vers une gouvernance inédite et de trouver des modes de financement des actions complémentaires et moins dépendants des seuls moyens publics.

#### **4. ATTEINDRE UN POSITIONNEMENT AMBITIEUX ET COHERENT AVEC NOS VALEURS**

L'OTDA est un Office de Tourisme assez récent (2014) qui a très vite travaillé sur l'opérationnel à l'intuition, sans jamais réellement poser sur le papier les valeurs qui l'animent et qui en font un territoire singulier. L'OTDA souhaite prendre le temps de ce travail déterminant dans la suite de ses actions, puisque chacune d'elles sera passé au filtre de ces valeurs dans une logique d'efficacité et de cohérence, nécessaires à leur lisibilité.

### **Article 5 - Les Financements**

L'Agglomération d'Agen attribue annuellement à l'Office de tourisme intercommunal « Destination Agen » une subvention d'équilibre nécessaire à son fonctionnement et à la mise en œuvre des missions de service public qui lui ont été déléguées. Cette subvention couvre les charges de fonctionnement. Le produit de la taxe de séjour est intégralement reversé à l'OTDA. Elle fluctue donc chaque année selon la fréquentation des hébergements touristiques marchands.

La participation de l'Agglomération d'Agen est fixée chaque année par délibération du Conseil Communautaire, et ce en regard du bilan d'activité de l'année précédente, du compte administratif et du budget prévisionnel. Cette subvention d'équilibre est estimée à 400 000 €/an.

#### **Article 6 – Modalités de versement de la subvention**

L'Agglomération d'Agen s'engage à verser cette subvention d'équilibre en 6 fois, sur présentation d'un titre de recette émis par l'Office de Tourisme Destination Agen.

Le 6<sup>ème</sup> versement (solde) est versé au regard de l'atterrissage budgétaire de fin d'année, pour faire l'équilibre.

#### **Article 7 - Engagements de l'Office de Tourisme**

L'OTDA veillera à garantir :

- L'exécution de l'ensemble de ses missions telles que définies aux articles 2 et 3 ;
- La gestion des moyens humains nécessaires dans la limite des postes et crédits ouverts par délibérations du Comité de direction ;
- Un cadre budgétaire conforme aux règles et à la nomenclature de la comptabilité publique M4.

L'OTDA s'engage à trouver des revenus supplémentaires aux crédits de fonctionnement alloués chaque année par l'Agglomération d'Agen à travers :

- Des offres de partenariat aux prestataires touristiques locaux ;
- Des recettes commerciales issues de la vente boutique et prestations touristiques ;
- Une optimisation des recettes de la Taxe de séjour.

#### **Article 8 - Mise à disposition de personnels**

L'Agglomération d'Agen met à disposition de l'EPIC deux salariés (la directrice et la comptable) après conclusion d'une convention spécifique de mise à disposition.

#### **Article 9 - Gestion des tâches administratives**

Dans le but d'une bonne organisation du service public et afin de réaliser des économies d'échelle, l'Agglomération d'Agen met à la disposition de l'OTDA :

- Des accès au réseau informatique communautaire
- Des lignes téléphoniques
- Les services ressources dont dispose l'Agglomération d'Agen et notamment : Ressources Finances, Marchés publics, informatique, ménages, entretiens des bâtiments, juridique...

#### **Article 10 - Compte rendu et contrôle de l'activité**

Chaque année, l'Office de Tourisme s'engage à présenter à l'Agglomération d'Agen :

- Un rapport d'activité au sein duquel figure un compte rendu financier de l'année écoulée.
- Un projet de budget

### **Article 9 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une période allant du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2026.

### **Article 10 - Modification**

La présente convention est susceptible d'être modifiée en cours d'exécution. Le cas échéant, les modifications apportées seront formalisées par voie d'avenant.

### **Article 11 - Résiliation**

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une ou l'autre des parties, la présente convention est susceptible d'être résiliée de plein droit, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse au terme d'un délai de trois mois.

Les parties pourront également solliciter la résiliation de la présente convention pour tout motif. Le cas échéant, la demande de résiliation devra être sollicitée par lettre recommandée avec avis de réception et respecter un préavis de trois mois.

### **Article 12 - Litiges**

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal Administratif de Bordeaux (situé 9, rue Tastet 33000 BORDEAUX).

Fait en deux exemplaires à Agen, le .....

#### **Office de Tourisme Destination Agen**

Représenté par sa Présidente  
Mme Nadine LABOURNERIE

#### **Agglomération d'Agen**

Représentée par son Président  
M. Jean DIONIS DU SEJOUR



## DECISION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE SEANCE DU JEUDI 7 DECEMBRE 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE SEPT DECEMBRE A 18H00

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE S'EST REUNI EN SEANCE PUBLIQUE ET EN VISIOCONFERENCE SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN DIONIS DU SEJOUR, DANS LES LOCAUX DE LA MAIRIE D'AGEN A AGEN, EN SALLE DES ILLUSTRES

Membres du Bureau en exercice	Membres du Bureau présents	Membres du Bureau en visioconférence	Membres du Bureau absents, excusés	Suffrages exprimés (dont pouvoirs)	Ne prennent pas part aux votes
45	31	1	13	35	2

+ le Président qui ne vote qu'en circonstance de partage de voix,

+ rappel du quorum : il est atteint avec 23 membres présents,

+ les Membres du Bureau qui assistent à la séance en visioconférence ne prennent pas part aux votes mais émettent un avis.

PRESIDENT DE SEANCE : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR

PRESENTS : M. HENRI TANDONNET, M. FRANCIS GARCIA, M. OLIVIER GRIMA, M. PATRICK BUISSON, M. PASCAL DE SERMET, MME MARIE-FRANCE SALLES, MME LAURENCE LAMY, M. CHRISTIAN DELBREL, M. JEAN-MARC GILLY, M. PIERRE DELOUVRIE, M. PAUL BONNET, M. YOHAN VERDIE, MME DOMINIQUE MILANI, MME NADINE LABOURNERIE, MME MARIE-THERESE COULONGES, M. JOËL PONSOLLE, M. CLAUDE LE BOT, M. JOËL GUATTA, M. SERGE BERTHOUMIEUX, M. JEAN-PIERRE BENAZET, M. BERNARD DURRUTY, MME CECILE GENOVESIO, M. JEAN PROUZET, M. JEAN-CLAUDE MALCAYRAN, M. JEAN-MARIE ROBERT, M. PHILIPPE SOFY, M. RICHARD DOUMERGUE, M. MAX LABORIE, M. JEAN DREUIL ET M. THIERRY DELPECH.

EN VISIOCONFERENCE : MME PASCALE LUGUET

ABSENTS, EXCUSES + REPRESENTATION PAR UN MEMBRE A VOIX CONSULTATIVE (CHAPITRE 3 « BUREAU » – ARTICLE 3.1 « COMPOSITION » DES STATUTS DE L'AGGLOMERATION D'AGEN APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022) : M. BRUNO DUBOS (REPRESENTE PAR MME NADEGE MAIRAL), MME CLEMENCE BRANDOLIN-ROBERT, M. REMI CONSTANS, M. ERIC BACQUA, M. THIERRY VALETTE, M. JEAN-MARC CAUSSE (REPRESENTE PAR MME ISABELLE FILLLOL), M. PATRICK ROUX, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE, M. JEAN-JACQUES LAMBROT, M. PHILIPPE DEGRYSE, M. PATRICE FOURNIER (REPRESENTE PAR M. JEAN-LOUIS CHAUVAN), M. MATHIEU TOVO ET M. DAVID SANCHEZ

NE PRENNENT PAS PART AUX VOTES : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR (PRESIDE LA SEANCE), MME PASCALE LUGUET (ASSISTE AU BUREAU EN VISIOCONFERENCE)

POUVOIRS : M. BRUNO DUBOS A M. JEAN DINOIS DU SEJOUR, M. JEAN-MARC CAUSSE A M. HENRI TANDONNET, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE A M. CLAUDE LE BOT, M. JEAN-JACQUES LAMBROT A MME MARIE-FRANCE SALLES, M. DAVID SANCHEZ A M. JEAN-MARIE ROBERT

Le Bureau communautaire délibère à l'unanimité  
(avec avis favorables des Membres du Bureau en visioconférence)

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*

DECISION DU BUREAU N° 2023 – 124

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN, LA COMMUNE DE SAINT PIERRE DE CLAIRAC ET L'ASSOCIATION « LES PETITES COCCINELLES » POUR LA GESTION DE LA MICRO CRECHE « LES PETITES COCCINELLES » AVENANT N°2 RELATIF AU MONTANT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2023

## Exposé des motifs

A l'occasion de la réforme statutaire de l'Agglomération d'Agen intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la micro crèche associative « les Petites Coccinelles », de Saint-Pierre de Clairac d'une capacité d'accueil de 10 places, a été déclarée d'intérêt communautaire.

Dans ce cadre et sur la base du soutien précédemment accordé par la commune pour le fonctionnement de cette structure (moyenne sur 3 ans = 14 662 €), l'Agglomération d'Agen a accordé à l'Association une aide financière de 28 700 €.

En 2023, cette subvention a été diminuée du montant du Bonus Territoire versé directement à l'association par la CAF (cette prestation remplace la prestation CEJ qui était jusqu'alors directement versée aux collectivités), soit de 17 470,00 €. En conséquence, la subvention versée par l'Agglomération d'Agen au titre de l'année 2023 s'est élevée à 11 230,00 € (montant initial de 28 700 € auquel est soustrait la valeur du Bonus Territoire de 17 470 €).

Exceptionnellement en 2023, l'Agglomération d'Agen n'a pas versé de subvention à l'association. En effet, compte-tenu d'un montant exceptionnel de Bonus Territoire qui tenait compte d'un rappel de l'année 2022 versé cette même année à l'association, le Bonus Territoire total versé à l'association s'est élevé à 29 699 € cette année au lieu de 17 470 €. Cette somme étant supérieure au montant de la subvention normalement allouée à l'association (+999 €), aucun versement n'est intervenu au profit de l'association en 2023.

## Situation financière de la structure

Cependant, les difficultés financières de cette structure, déjà existantes lors de sa déclaration d'intérêt communautaire se sont aggravées en 2023.

En 2022, afin d'éviter une cessation d'activité de la structure, la Caisse d'Allocations Familiales a accordé une subvention exceptionnelle à l'association d'un montant de de 11 000 €. Le compte de résultat de l'année a finalement présenté un excédent de 8 360 €.

En 2023, la situation de la micro crèche ne s'est pas améliorée menaçant la pérennité de la structure au-delà de l'année. Un audit a été réalisé par le cabinet Horizon-crèche et financé par le DLA (Dispositif Local d'Accompagnement) pour objectiver les difficultés.

## Résultats de l'Audit

Cet audit, est arrivé aux conclusions suivantes :

- Déficit prévisionnel en 2023 de 26 471 €,
- Montant de la subvention de la collectivité insuffisante (28 700 € soit 2870 € / place alors que le montant moyen par place accordé par une collectivité en France est compris entre 4 500 et 5000 € selon le cabinet d'Audit)
- Montant de loyer versé à la commune trop élevé ne correspondant pas au prix du marché

## Préconisations du cabinet d'audit :

Plusieurs options ont été suggérées. L'option retenue présente le scénario le plus réaliste :

- Loyer versé à la commune de Saint Pierre de Clairac de 9 000 €
- **Subvention de fonctionnement de l'Agglomération d'Agen de 17 000€** correspondant à une augmentation de 5 770 € (portant l'aide globale à la place à 3 447 €)
- Prestation de la CAF (Bonus territoire) de 17 470,20 €
- Compte de résultat bénéficiaire de 345 €

## Conclusion

A la suite de cet audit, et compte tenu de la nécessité d'accroître le soutien de l'Agglomération d'Agen à cette structure associative pour garantir sa pérennité, il est proposé d'augmenter, dès 2023, le montant de la subvention de fonctionnement versée par l'Agglomération d'Agen et de porter cette subvention à **17 000€**.

Il convient en outre de préciser que le montant de la subvention allouée par l'Agglomération d'Agen à l'association « les petites coccinelles » sera soumise, chaque année, au vote de l'instance décisionnaire.

## Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, les articles L.1611-4 et L.5211-10,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifiée par l'article 18 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique,

Vu le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 et le décret du ministère des Solidarités et de la Santé n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux établissements d'accueil des enfants de moins de six ans,

Vu l'article 2.4.2 « Structures Petite Enfance » du Chapitre 2 du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022,

Vu la délibération n° DCA\_002/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, relative à la mise en œuvre de la visio-conférence et du vote électronique lors des instances communautaires,

Vu l'article 1.1 de la délibération n° DCA\_007/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Bureau Communautaire pour prendre toute décision concernant l'attribution, le règlement des subventions ainsi que les participations et signer les conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen d'un montant supérieur à 10 000 € TTC,

Vu la délibération n° DCA\_051/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, définissant les critères d'intérêt communautaire des structures de Petite Enfance du territoire de l'Agglomération,

Vu la convention de partenariat tripartite entre l'Agglomération d'Agen, la Commune de Saint Pierre de Clairac et l'Association « Les Petites Coccinelles » relative à la gestion de la micro crèche « Les Petites Coccinelles », signée le 20 juillet 2022,

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré,  
DECIDE**

**1°/ DE VALIDER** les termes de l'avenant n°2 à la convention de partenariat tripartite entre l'Agglomération d'Agen, la Commune de Saint Pierre de Clairac et l'Association « Les Petites Coccinelles » relative à la gestion de la micro crèche « Les Petites Coccinelles » de Saint Pierre de Clairac

**2°/ D'ATTRIBUER** au titre de l'année 2023, une subvention de fonctionnement de 17 000 € à l'Association « Les Petites Coccinelles »,

3°/ **D'AUTORISER** Monsieur le Président son représentant à signer, ledit avenant n°2, ainsi que tous les actes et documents y afférents.

4°/ **DE DIRE** que les crédits sont prévus au budget de l'exercice de l'année 2023 et seront à prévoir aux budgets suivants,

Le Président  
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte  
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour  
excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans  
un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de  
transmission en Préfecture

Convocation le ...../...../ 2023

Télétransmission le ...../...../ 2023

Publication le ...../...../ 2023

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme  
Le Président,

**Jean DIONIS du SEJOUR**



## CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE

Entre  
**L'AGGLOMERATION D'AGEN,**  
**LA COMMUNE DE SAINT- PIERRE DE CLAIRAC**  
Et  
**L'ASSOCIATION « LES PETITES COCCINELLES »**

Pour la gestion de la micro crèche  
« Les Petites Coccinelles » de Saint-Pierre de Clairac (47270)

**Avenant N°2**

### **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**L'Agglomération d'Agen**, dont le siège se situe 8 rue André Chénier – BP 90045 – 47916 Agen Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean DIONIS du SEJOUR**, agissant en vertu d'une décision de bureau communautaire n° ....., en date du 7 décembre 2023,

D'UNE PART,  
Ci-après dénommée « L'Agglomération d'Agen »

### **ET :**

**La commune de Saint-Pierre de Clairac**, dont le siège se situe Le Bourg, 47270 Saint-Pierre de Clairac, représentée par son Maire, **Monsieur Philippe SOFYS**, agissant en vertu d'une délibération n° ..... du Conseil Municipal, en date du ..... 2023

D'AUTRE PART,  
Ci-après dénommée « Commune de Saint-Pierre de Clairac »

### **ET :**

**La micro crèche associative « Les Petites Coccinelles »**, dont le siège se situe Le Bourg, 47270 Saint-Pierre de Clairac, représentée par sa Présidente, **Madame Caroline BRUNET**,

D'AUTRE PART,  
Ci-après dénommée Association « Les Petites Coccinelles »

## **PRÉAMBULE**

Dans le cadre de la réforme statutaire de l'Agglomération d'Agen applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'EPCI est compétent en matière d'action sociale d'intérêt communautaire.

Par une délibération en date du 20 janvier 2022, l'Assemblée délibérante de l'Agglomération d'Agen a défini les critères d'intérêt communautaire et a établi une liste exhaustive des établissements d'accueil de la petite enfance qui rentrent dans cette catégorie, conformément aux critères retenus, à savoir :

- structures situées en milieu rural et à rayonnement pluri-communal,
- ou structures « inter-entreprises » ou implantées en zones d'activités économiques existantes ou à créer.

La micro crèche associative « Les Petites Coccinelles » implantée sur la commune de Saint-Pierre de Clairac a donc été déclarée d'intérêt communautaire.

A ce titre, l'Agglomération d'Agen se substitue dorénavant à la commune pour soutenir le fonctionnement de l'Association « Les Petites Coccinelles », dans le cadre de la gestion de la micro crèche qu'elle gère sur la commune de Saint-Pierre-de-Clairac.

La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifiée par la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et le décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 imposant la conclusion d'une convention pour l'attribution d'un soutien en numéraire ou en nature supérieur à 23 000 € à un organisme de droit privé, une convention, signée le 20 juillet 2022, vient définir les obligations de l'Association « Les Petites Coccinelles » envers la commune de Saint Pierre de Clairac et l'Agglomération d'Agen en contrepartie de l'attribution par cette dernière d'un soutien au titre du fonctionnement de la micro crèche à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

La commune de Saint Pierre de Clairac est associée dans cette convention tripartite eu égard au service de proximité que représente l'offre d'accueil Petite Enfance sur son territoire ainsi que la mise à disposition par la commune des bâtiments accueillant la micro crèche « Les Petites Coccinelles ».

Pour l'année 2023, une deuxième révision du montant de la subvention de fonctionnement est effectuée car il s'avère que les difficultés financières de cette structure, déjà existantes lors de sa déclaration d'intérêt communautaire, se sont aggravées. Il est donc nécessaire de réaliser un nouvel avenant à la convention initiale.

## IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

### **Article 1 : Objet de l'avenant**

Le présent avenant n°2 à la convention de partenariat tripartite a pour objet de réviser le montant de la subvention de fonctionnement versée par l'Agglomération d'Agen à l'Association « Les Petites Coccinelles » afin d'accroître le soutien de l'Agglomération d'Agen à cette structure, au risque de sa disparition.

En 2022, le montant de la subvention versée à l'association « Les Petites Coccinelles » s'élevait à 28 700 €.

En 2023, le montant de la subvention versée par l'Agglomération d'Agen a été diminué du montant du Bonus Territoire versé directement par la CAF à l'Association « Les Petites Coccinelles ».

L'Association a donc perçu en 2023, 29 699,34 € de la CAF, correspondant à :

- un Bonus Territoire de 17 470,20 € (soit 1 747,02€ /place) pour l'année 2022,
- Un acompte de 70% du Bonus Territoire 2023 soit 12 229,14 €

Par conséquent, en 2023, le Bonus Territoire étant exceptionnellement supérieur au montant de la subvention versée par l'Agglomération d'Agen pour le fonctionnement de la micro crèche « Les Petites Coccinelles » soit 28 700 € en 2022, aucune subvention de la part de l'Agglomération n'a été attribuée à l'Association.

Or la micro crèche « Les Petites Coccinelles » a présenté en 2023 de grandes difficultés financières entraînant la réalisation d'un audit par le cabinet Horizon-crèche et financé par le Dispositif Local d'Accompagnement. Plusieurs options ont été suggérées par le cabinet d'audit.

L'option retenue présente le scénario le plus réaliste :

- Loyer versé à la commune de Saint Pierre de Clairac de 9 000€
- **Subvention de fonctionnement de l'Agglomération d'Agen de 17 000€** correspondant à une augmentation de 5 770€ (soit une Aide globale à la place de 3 447€)
- Prestation de la CAF (Bonus territoire) de 17 470,20€
- Compte de résultat bénéficiaire de 345€

### **Article 2 : Modification de l'article 3 « Concours financiers de l'Agglomération d'Agen »**

Au regard de la modification de la subvention allouée en fin d'année 2023, l'article 3 intitulé « Concours financiers de l'Agglomération d'Agen » de la convention initiale signée le 20 juillet 2022, doit être modifié intégralement comme suit :

« L'Agglomération d'Agen s'engage à verser à l'Association « Les Petites Coccinelles » une subvention annuelle au titre du fonctionnement de la micro crèche « Les Petites Coccinelles » qu'elle gère et qui représente une capacité d'accueil de 10 places pour des enfants de 2 mois 1/2 à 3 ans. »

**Cette subvention 2023 s'élève à 17 000 € ce qui correspond à une aide globale à la place de 3 447€.**

Moyennant remboursement de ces prestations par l'Association, la commune assurera la petite maintenance des locaux et de l'espace extérieur.

Il est convenu en outre que dans le cas où l'Association percevrait directement de la part de la CAF (ou de tout autre organisme) une subvention accordée au titre du Bonus Territoire ou de tout autre régime d'aide du même type, le montant de cette subvention viendrait en diminution de la subvention en numéraire versée par l'Agglomération d'Agen.

**Il convient de préciser que le montant de la subvention allouée par l'Agglomération d'Agen à l'Association « Les Petites Coccinelles » sera soumise, chaque année, au vote de l'instance décisionnaire.**

### **Article 3 : Dispositions diverses**

L'ensemble des autres dispositions de la convention initiale signée le 20 juillet 2022, non modifié par le présent avenant, demeure inchangé.

Fait en 3 exemplaires à AGEN,  
Le

Pour l'Agglomération d'Agen,

**Le Président,  
Jean DIONIS du SEJOUR**

Pour la commune de  
Saint Pierre de Clairac

**Le Maire,  
Philippe SOFYS**

Pour l'Association « Les Petites Coccinelles»

**La Présidente  
Caroline BRUNET**



## DECISION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE SEANCE DU JEUDI 7 DECEMBRE 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE SEPT DECEMBRE A 18H00

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE S'EST REUNI EN SEANCE PUBLIQUE ET EN VISIOCONFERENCE SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN DIONIS DU SEJOUR, DANS LES LOCAUX DE LA MAIRIE D'AGEN A AGEN, EN SALLE DES ILLUSTRES

Membres du Bureau en exercice	Membres du Bureau présents	Membres du Bureau en visioconférence	Membres du Bureau absents, excusés	Suffrages exprimés (dont pouvoirs)	Ne prennent pas part aux votes
45	31	1	13	35	2

+ le Président qui ne vote qu'en circonstance de partage de voix,

+ rappel du quorum : il est atteint avec 23 membres présents,

+ les Membres du Bureau qui assistent à la séance en visioconférence ne prennent pas part aux votes mais émettent un avis.

PRESIDENT DE SEANCE : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR

PRESENTS : M. HENRI TANDONNET, M. FRANCIS GARCIA, M. OLIVIER GRIMA, M. PATRICK BUISSON, M. PASCAL DE SERMET, MME MARIE-FRANCE SALLES, MME LAURENCE LAMY, M. CHRISTIAN DELBREL, M. JEAN-MARC GILLY, M. PIERRE DELOUVRIE, M. PAUL BONNET, M. YOHAN VERDIE, MME DOMINIQUE MILANI, MME NADINE LABOURNERIE, MME MARIE-THERESE COULONGES, M. JOËL PONSOLLE, M. CLAUDE LE BOT, M. JOËL GUATTA, M. SERGE BERTHOUMIEUX, M. JEAN-PIERRE BENAZET, M. BERNARD DURRUTY, MME CECILE GENOVESIO, M. JEAN PROUZET, M. JEAN-CLAUDE MALCAYRAN, M. JEAN-MARIE ROBERT, M. PHILIPPE SOFYS, M. RICHARD DOUMERGUE, M. MAX LABORIE, M. JEAN DREUIL ET M. THIERRY DELPECH.

EN VISIOCONFERENCE : MME PASCALE LUGUET

ABSENTS, EXCUSES + REPRESENTATION PAR UN MEMBRE A VOIX CONSULTATIVE (CHAPITRE 3 « BUREAU » – ARTICLE 3.1 « COMPOSITION » DES STATUTS DE L'AGGLOMERATION D'AGEN APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022) : M. BRUNO DUBOS (REPRESENTE PAR MME NADEGE MAIRAL), MME CLEMENCE BRANDOLIN-ROBERT, M. REMI CONSTANS, M. ERIC BACQUA, M. THIERRY VALETTE, M. JEAN-MARC CAUSSE (REPRESENTE PAR MME ISABELLE FILLLOL), M. PATRICK ROUX, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE, M. JEAN-JACQUES LAMBROT, M. PHILIPPE DEGRYSE, M. PATRICE FOURNIER (REPRESENTE PAR M. JEAN-LOUIS CHAUVAN), M. MATHIEU TOVO ET M. DAVID SANCHEZ

NE PRENNENT PAS PART AUX VOTES : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR (PRESIDE LA SEANCE), MME PASCALE LUGUET (ASSISTE AU BUREAU EN VISIOCONFERENCE)

POUVOIRS : M. BRUNO DUBOS A M. JEAN DINOIS DU SEJOUR, M. JEAN-MARC CAUSSE A M. HENRI TANDONNET, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE A M. CLAUDE LE BOT, M. JEAN-JACQUES LAMBROT A MME MARIE-FRANCE SALLES, M. DAVID SANCHEZ A M. JEAN-MARIE ROBERT

**Le Bureau communautaire délibère à l'unanimité  
(avec avis favorables des Membres du Bureau en visioconférence)**

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*

DECISION DU BUREAU N° 2023 – 125

**OBJET** : ADHESION AU SERVICE « INTERIM TERRITORIAL 47 » PROPOSE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LOT-ET-GARONNE (CDG 47)

## Exposé des motifs

Le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne, au-delà du champ d'intervention de ses missions obligatoires, a développé, au service des collectivités territoriales, des prestations facultatives.

Dans le cadre de ces missions facultatives, le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne propose la mise à disposition de personnels telle que prévue à l'article L452-44 du Code Général de la Fonction Publique, pour effectuer le remplacement d'agents momentanément indisponibles, pour assurer des missions temporaires, pourvoir des emplois vacants qui ne peuvent être immédiatement pourvus ou pour effectuer des missions permanentes à temps complet ou non complet.

Le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne proposait déjà une telle prestation via le Service Public d'Emploi Temporaire (SPET), auquel l'Agglomération avait d'ailleurs adhéré par une convention en date du 7 avril 2010.

C'est ainsi que par courrier en date du 27 septembre 2023, le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne a informé l'Agglomération d'Agen de la dénonciation de cette convention en raison de la refonte du service et a invité l'Agglomération d'Agen à adhérer au nouveau dispositif « Intérim Territorial 47 ».

Ces agents, employés et rémunérés par le Centre de Gestion, seront mis à disposition de l'organisme d'accueil qui remboursera, au Centre de Gestion, les coûts correspondants. Le travail des agents mis à disposition sera organisé par l'organisme d'accueil qui fixe les conditions de travail, dirige et contrôle les tâches fondées. Les agents seront en outre, pour la durée de la mise à disposition, entièrement placés sous l'autorité hiérarchique du représentant de l'Agglomération d'Agen.

En complément du remboursement de la rémunération des agents mis à disposition, pour l'adhésion à ce dispositif, l'Agglomération d'Agen est tenue de participer aux frais de gestion engagés par le CDG.

Pour information, ces frais de gestion sont calculés comme suit :

- Gestion simple du contrat : 10% du coût de l'agent (rémunération + charges)
- Accompagnement intégral : 20% du coût de l'agent (rémunération + charges)
- Mise à disposition d'agents issus des formations administratives du CDG 47 : 20% du coût de l'agent (rémunération + charges)

Il est précisé que pour adhérer à ce service, une convention détaillant les conditions de mise à disposition des agents de remplacement et de renfort doit être conclue entre notre Etablissement et le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne. Cette adhésion, consentie sans limitation de durée, pourra être dénoncée à tout moment et pour tout motif par les parties. Le cas échéant, les engagements des parties prendront fin au 31 décembre suivant la demande de résiliation.

## Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment son article L. 452-44,

Vu la délibération n°DCA\_002/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, relative à la mise en œuvre de la visio-conférence et du vote électronique lors des instances communautaires,

Vu l'article 1.1 de la délibération n°DCA\_007/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Bureau pour prendre toute décision concernant l'attribution et le règlement des subventions, participations, conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen d'un montant supérieur à 10 000 € TTC,

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré,  
**DECIDE**  
suivant les votes susvisés

1°/ **DE PRENDRE ACTE** de la dénonciation de l'actuelle convention d'adhésion au Service Public d'Emploi Temporaire (SPET) par le Centre de Gestion et de la refonte du dispositif en « INTERIM TERRITORIAL 47 »,

2°/ **D'ADHERER** au dispositif « INTERIM TERRITORIAL 47 »,

3°/ **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention-cadre d'adhésion au dispositif « INTERIM TERRITORIAL 47 », ainsi que tous les actes et documents y afférents,

4°/ **DE DIRE** que les crédits seront à prévoir au budget des exercices 2024 et suivants.

Le Président  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Convocation le ...../...../ 2023

Télétransmission le ...../...../ 2023

Publication le ...../...../ 2023

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme  
Le Président,

**Jean DIONIS du SEJOUR**

## Convention-cadre d'adhésion « INTERIM TERRITORIAL 47 »

---

**ENTRE :** La Commune / l'Établissement public .....  
représenté(e) par son(sa) Maire / Président(e) .....  
dûment habilité(e) par délibération en date du .....,  
Ci-après dénommé la COLLECTIVITE D'ACCUEIL,

**ET :** Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne  
représenté par son Président, Monsieur Christian DELBREL,  
dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 05 juillet 2023,  
Ci-après dénommé le CDG 47,

Vu le Code Général de la Fonction Publique notamment son article L452-44

*« Sur demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1, situés dans leur ressort territorial, les centres de gestion peuvent mettre des agents territoriaux à leur disposition pour :*

- 1° Remplacer des agents territoriaux momentanément indisponibles ;
- 2° Effectuer des missions temporaires ;
- 3° Pourvoir un emploi vacant qui ne peut être immédiatement pourvu ;
- 4° Effectuer des missions permanentes à temps complet ou non complet. [...] ».

Vu les demandes de mission de remplacement formulées par la COLLECTIVITE D'ACCUEIL afin d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles, d'assurer des missions temporaires ou en cas de vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu.

Vu la possibilité pour le CDG 47 de mettre également des fonctionnaires à disposition des collectivités et établissements en vue de les affecter à des missions permanentes à temps complet ou non complet.

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le CDG 47 met à disposition de la COLLECTIVITE D'ACCUEIL les agents contractuels ou fonctionnaires employés par le service INTERIM TERRITORIAL 47, correspondant aux demandes de mission formulées *via* la plateforme Net-Remplacement.

Ces agents y exercent les fonctions pour la durée de travail et la période, définis dans la demande de mission et reportés par INTERIM TERRITORIAL 47 dans leurs contrats.

Dans ce cadre, l'ensemble des activités qui seront exercées est détaillé sur la demande. La COLLECTIVITE D'ACCUEIL s'engage à ne pas affecter l'agent sur des activités non mentionnées. Toute modification des activités doit faire l'objet d'une information auprès d'INTERIM TERRITORIAL 47.

## **ARTICLE 2 : REMUNERATION DES AGENTS MIS A DISPOSITION**

La COLLECTIVITE D'ACCUEIL détermine leur rémunération sur la base d'un Indice Brut, Indice Majoré en référence à l'échelon d'un grade correspondant aux fonctions exercées, qu'elle reporte sur ses demandes de mission et qu'INTERIM TERRITORIAL 47 reporte dans les contrats.

Les agents concernés sont directement rémunérés par le CDG 47.

La COLLECTIVITE D'ACCUEIL s'engage à rembourser au CDG 47, au vu des mémoires établis, pour la période considérée :

- la totalité du traitement de base, du supplément familial de traitement, des heures supplémentaires ou complémentaires et éventuellement, les indemnités accessoires (frais de déplacement, RIFSEEP, indemnité de fin de contrat, indemnité de congés payés) : ces éléments sont au préalable définis dans la demande de mission.
  
- la totalité des charges patronales, de l'assurance statutaire, et le cas échéant des cotisations rétroactives liées aux validations de services accomplis demandées par l'intéressé(e).

### **Cas particulier des secrétaires de mairie :**

Le CDG 47 œuvre pour l'attractivité de la fonction publique territoriale et pour la valorisation du métier de secrétaire de mairie. Cela se concrétise par l'animation :

- d'un réseau départemental des secrétaires de mairie,
- de formations aux métiers administratifs territoriaux.

A cet effet, le CDG 47 préconise que le recrutement d'une secrétaire de mairie intervienne sur la base du grade de rédacteur territorial, et que ce recrutement soit assorti du versement de l'ISFE à hauteur de 150€ mensuels (proratisés en fonction du temps de travail).

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI DE L'AGENT MIS A DISPOSITION**

Le travail de l'agent mis à disposition par le CDG 47 est organisé par la COLLECTIVITE D'ACCUEIL, qui fixe les conditions de travail, dirige et contrôle les tâches qui lui sont confiées.

La COLLECTIVITE D'ACCUEIL est responsable de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité notamment concernant le port des équipements de protection individuels (E.P.I.).

Elle vérifie en outre auprès de son assureur, que son contrat d'assurance couvre la réparation des dommages subis ou causés par l'agent dans tous les cas de responsabilité civile et si besoin est, souscrit les adaptations nécessaires.

L'agent mis à disposition est entièrement placé(e) sous l'autorité hiérarchique du représentant légal de la COLLECTIVITE D'ACCUEIL.

L'INTERIM TERRITORIAL 47 sera tenu informé par la COLLECTIVITE D'ACCUEIL des dates de congés annuels, et sera destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, absence de service fait. Cette information devra être faite en priorité avant le 15 de chaque mois en cours, afin de prendre en compte les éléments variables dans la paie de l'agent et la refacturation à la COLLECTIVITE D'ACCUEIL.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre le CDG 47 et la COLLECTIVITE D'ACCUEIL, dans les mêmes conditions que celles prévues dans le décret n° 2008-580 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, et notamment son article 5.

#### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE**

La COLLECTIVITE D'ACCUEIL s'engage à mettre en recouvrement et à inscrire à son budget les crédits nécessaires au règlement des sommes dues au titre de cette convention.

Le versement interviendra mensuellement sur présentation d'un mémoire établi par les services du CDG 47.

La COLLECTIVITE D'ACCUEIL et le CDG 47 s'obligent à une information réciproque et à une concertation permanente dans un esprit de coopération en vue de faciliter l'application des présentes dispositions.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DES PRESTATIONS**

Le montant des prestations figure en annexe de la convention.

#### **ARTICLE 6 : RÉVISION DU TARIF**

La participation prévue à l'article 5 pourra être révisée annuellement par délibération du Conseil d'Administration du CDG 47 sans donner lieu à un quelconque avenant pour modifier la présente convention.

#### **ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Le CDG 47 et la collectivité s'engagent à respecter les lois relatives à la protection des Données à Caractère Personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 (ci-après « Loi Informatique et Libertés ») ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données (ci-après « RGPD »).

Il est convenu ce qui suit :

##### **7.1. Définitions**

Le CDG 47 et la collectivité conviennent que sont applicables à la présente Convention les définitions suivantes ;

**Données à Caractère Personnel** : désigne toute information relative à une personne physique, identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement.

**Traitement** : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données à caractère personnel ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ;

**Responsable du Traitement** : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ;

**Sous-Traitant** : s'entend au sens du RGPD et désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement.

## 7.2. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le CDG 47 est autorisé à traiter pour le compte de la collectivité les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la mission objet de la présente Convention.

La nature des opérations réalisées sur les données est la collecte, l'enregistrement et la mise à jour.

Les traitements mis en œuvre ont pour finalité la mise à disposition de personnels. La collecte de ces données a un caractère réglementaire.

## 7.3. Obligations du CDG 47 envers la collectivité

### a. Obligations générales

Le CDG 47 s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la présente Convention,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente Convention,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente Convention :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
  - Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### b. Notification des violations de données à caractère personnel

Le CDG 47 notifie à la collectivité toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par un courriel à .....@.....

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la collectivité, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

### c. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le CDG 47 aide la collectivité pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le CDG 47 aide la collectivité pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### d. Mesures de sécurité

Le CDG 47 s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le CDG 47 s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par les normes ANSSI.

#### e. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le CDG 47 s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### f. Délégué à la protection des données

Le CDG 47 communique à la collectivité le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

À tout moment la collectivité peut se rapprocher du CDG 47 en saisissant le Délégué à la Protection des Données en charge de la mission RGPD à l'adresse [dpo@cdg47.fr](mailto:dpo@cdg47.fr) ou par courrier à :

Centre de Gestion du Lot-et-Garonne  
Pôle Ressources  
53, rue de Cartou – CS 80050  
47901 AGEN CEDEX 9

#### g. Registre des catégories d'activités de traitement

Le CDG 47 déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la collectivité comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

#### h. Documentation

Le CDG 47 met à la disposition de la collectivité la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **7.4. Obligations de la collectivité vis-à-vis du CDG 47**

#### a. Obligations Générales

La collectivité s'engage à :

- Fournir au CDG 47 les données visées dans la présente Convention,
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le CDG 47.
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du CDG 47.
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du CDG 47.

b. Droit d'information des personnes concernées

La collectivité, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

c. Exercice des droits des personnes

La collectivité doit répondre, dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la présente Convention.

**ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION**

L'adhésion à la convention cadre INTERIM TERRITORIAL 47 est accordée sans limitation de durée.

Elle pourra être en outre dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sur intervention de son organe délibérant, sous réserve que la décision soit notifiée à l'autre partie après un préavis de trois mois.

La décision ne prendra effet qu'au 31 décembre de chaque année.

Toute demande de radiation par la collectivité / l'établissement doit être adressée au Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne par lettre recommandée avec accusé de réception selon les conditions présentées ci-dessus.

**ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES**

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable, conformément aux réglementations qui les régissent, toutes les contestations relatives à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, les litiges relèveront de la compétence exclusive des juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires,

À ....., le .....

Le .....,  
(cachet et signature)

À Agen, le .....

Le Président,

.....  
Christian DELBREL

Annexe à la convention-cadre  
« INTERIM TERRITORIAL 47 »

**Montant de la prestation**

La collectivité participe aux frais de gestion engagés par le CDG 47. Cette participation est calculée sur une base dont les éléments sont énumérés à l'article 2 de la présente convention. Son taux est fixé par délibération du Conseil d'Administration du CDG 47. Le taux en vigueur à la date de la signature de la présente convention est conforme à la grille tarifaire suivante :

	Collectivités affiliées obligatoirement		Collectivités affiliées volontairement		Collectivités non affiliées	Autres Fonctions Publiques
Gestion simple du contrat	7 %		7 %		10 %	10 %
Accompagnement intégral	12 %		12 %		20 %	20 %
Mise à disposition d'agents issus des formations administratives du CDG 47	Collectivités de - de 2 000 habitants et contrat inférieur à 6 mois	Collectivités de - de 2 000 habitants et contrat supérieur à 6 mois	Contrat inférieur à 6 mois	Contrat supérieur à 6 mois	20 %	20 %
	12 %	7 %				
	Collectivités de + de 2 000 habitants et contrat inférieur à 6 mois	Collectivités de + de 2 000 habitants et contrat supérieur à 6 mois	15 %	10 %		
	15 %	10 %				
« SOS secrétaire de mairie »						
Tutorat	35€/heure		/		/	/
Expertise budgétaire ou comptable						





## DECISION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE SEANCE DU JEUDI 7 DECEMBRE 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE SEPT DECEMBRE A 18H00

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE S'EST REUNI EN SEANCE PUBLIQUE ET EN VISIOCONFERENCE SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN DIONIS DU SEJOUR, DANS LES LOCAUX DE LA MAIRIE D'AGEN A AGEN, EN SALLE DES ILLUSTRES

Membres du Bureau en exercice	Membres du Bureau présents	Membres du Bureau en visioconférence	Membres du Bureau absents, excusés	Suffrages exprimés (dont pouvoirs)	Ne prennent pas part aux votes
45	31	1	13	35	2

+ le Président qui ne vote qu'en circonstance de partage de voix,

+ rappel du quorum : il est atteint avec 23 membres présents,

+ les Membres du Bureau qui assistent à la séance en visioconférence ne prennent pas part aux votes mais émettent un avis.

PRESIDENT DE SEANCE : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR

PRESENTS : M. HENRI TANDONNET, M. FRANCIS GARCIA, M. OLIVIER GRIMA, M. PATRICK BUISSON, M. PASCAL DE SERMET, MME MARIE-FRANCE SALLES, MME LAURENCE LAMY, M. CHRISTIAN DELBREL, M. JEAN-MARC GILLY, M. PIERRE DELOUVRIE, M. PAUL BONNET, M. YOHAN VERDIE, MME DOMINIQUE MILANI, MME NADINE LABOURNERIE, MME MARIE-THERESE COULONGES, M. JOËL PONSOLLE, M. CLAUDE LE BOT, M. JOEL GUATTA, M. SERGE BERTHOUMIEUX, M. JEAN-PIERRE BENAZET, M. BERNARD DURRUTY, MME CECILE GENOVESIO, M. JEAN PROUZET, M. JEAN-CLAUDE MALCAYRAN, M. JEAN-MARIE ROBERT, M. PHILIPPE SOFYS, M. RICHARD DOUMERGUE, M. MAX LABORIE, M. JEAN DREUIL ET M. THIERRY DELPECH.

EN VISIOCONFERENCE : MME PASCALE LUGUET

ABSENTS, EXCUSES + REPRESENTATION PAR UN MEMBRE A VOIX CONSULTATIVE (CHAPITRE 3 « BUREAU » – ARTICLE 3.1 « COMPOSITION » DES STATUTS DE L'AGGLOMERATION D'AGEN APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022) : M. BRUNO DUBOS (REPRESENTE PAR MME NADEGE MAIRAL), MME CLEMENCE BRANDOLIN-ROBERT, M. REMI CONSTANS, M. ERIC BACQUA, M. THIERRY VALETTE, M. JEAN-MARC CAUSSE (REPRESENTE PAR MME ISABELLE FILLOL), M. PATRICK ROUX, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE, M. JEAN-JACQUES LAMBROT, M. PHILIPPE DEGRYSE, M. PATRICE FOURNIER (REPRESENTE PAR M. JEAN-LOUIS CHAUVAN), M. MATHIEU TOVO ET M. DAVID SANCHEZ

NE PRENNENT PAS PART AUX VOTES : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR (PRESIDE LA SEANCE), MME PASCALE LUGUET (ASSISTE AU BUREAU EN VISIOCONFERENCE)

POUVOIRS : M. BRUNO DUBOS A M. JEAN DINOIS DU SEJOUR, M. JEAN-MARC CAUSSE A M. HENRI TANDONNET, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE A M. CLAUDE LE BOT, M. JEAN-JACQUES LAMBROT A MME MARIE-FRANCE SALLES, M. DAVID SANCHEZ A M. JEAN-MARIE ROBERT

Le Bureau communautaire délibère à l'unanimité  
(avec avis favorables des Membres du Bureau en visioconférence)

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*

DECISION DU BUREAU N° 2023 – 126

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET LE COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DE L'AGGLOMERATION AGENAISE POUR LES ANNEES 2024, 2025 ET 2026

## Exposé des motifs

Le C.O.S (Comité des Œuvres Sociales des Fonctionnaires Territoriaux) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but de promouvoir, en faveur de ses membres, toute action sociale et notamment :

- Entretien des relations amicales et resserrer les liens de solidarité entre les adhérents,
- Assurer la gestion de centres de vacances,
- Attribuer des subventions à des organismes existants,
- Encourager les sports, le tourisme, les arts, l'accès à la culture générale,
- Aider les adhérents et leur famille à l'occasion d'événements particuliers,
- Organisation d'événements festifs (*soirées théâtrales, soirées dansantes, jeux de société, arbre de Noël, etc...*),
- Réaliser des achats coopératifs

En outre, depuis le 1<sup>er</sup> août 2019, l'Agglomération d'Agen a également confié au COS, la gestion des titres restaurant pour le compte de ses agents.

C'est dans ce contexte, que l'Agglomération d'Agen et le COS ont décidé de conclure une convention de partenariat afin de définir les engagements du COS pour lesquels l'Administration participe financièrement, au regard des actions sociales menées par le comité.

Lesdits engagements sont les suivants :

- a) L'Association, à son initiative et sous sa responsabilité, s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions précité en cohérence avec les orientations de politique publique.

L'Agglomération d'Agen soutient financièrement la réalisation de ces actions par l'attribution d'une subvention. Il est entendu qu'elle n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

- b) L'Association assure, sous sa responsabilité, la gestion des titres-restaurant pour tous les agents permanents (titulaires, contractuels, agents mis à disposition) de l'Agglomération d'Agen travaillant toute une journée, entrecoupée d'une pause consacrée à la prise de repas et ne bénéficiant pas de repas gratuit de la part de l'Agglomération d'Agen ou de la Ville d'Agen.

L'administration contribue financièrement à l'acquisition des titres restaurant au profit des agents ci-dessus mentionnés, au prorata du nombre de journées entières travaillées, dans la limite de 20 titres restaurant par mois, pendant 11 mois, pour chaque bénéficiaire, déduction faite de toute ½ journée ou journée d'absence. Les conditions d'octroi des titres restaurant sont définies par l'Agglomération d'Agen à travers la délibération en date du 20 juin 2019.

- c) L'Agglomération d'Agen participe en outre au financement du loyer du local du COS situé impasse d'Aquitaine à Boé par l'Agglomération d'Agen, dont le coût est partagé entre l'ensemble des membres de l'associations.

### Attribution d'une subvention par l'Agglomération d'Agen

L'Agglomération d'Agen, souhaite participer activement aux actions menées par le COS. Elle s'engage, à ce titre, à soutenir l'Association par le versement d'une dotation annuelle répartie en deux versements.

Cette dotation est calculée à partir des éléments financiers ci-après :

❖ La masse salariale

La masse salariale prise en compte est la suivante (hors masse salariale des agents de l'administration commune cotisant au CNAS recrutés par voie de transfert de compétences ou de fusion d'entités) :

64111	Rémunération des agents stagiaires et titulaire
64131	Rémunération des personnels non titulaires
64138	Autres indemnités des non titulaires (Payé en 64131 en 2018)
64118	Autres indemnités des titulaires (hors SFT et NBI)
6416	Rémunération des emplois d'insertion
6417	Rémunération des apprentis
64112	Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

Les éléments pris en compte dans le calcul sont établis sur les comptes de l'année n-1.

Un état adressé par le COS à l'Agglomération sera renseigné par l'Agglomération d'Agen et transmis au COS en janvier de chaque année.

❖ La participation financière de l'Agglomération

La participation de l'Agglomération d'Agen correspond à 0.90% du montant total déclaré de la masse salariale.

Cette subvention contribue au financement du poste du permanent, des fluides des locaux de l'année écoulée, du fonctionnement des centres de vacances et des investissements.

Le COS s'engage par ailleurs, lors de la contraction d'un nouvel emprunt, à présenter tout nouveau projet à l'Agglomération d'Agen.

Le COS fournira début avril à l'Agglomération d'Agen le bilan et compte de résultats de l'exercice écoulé, les tableaux d'amortissements des emprunts contractés, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée Générale.

L'Agglomération d'Agen étudiera toute demande d'avance remboursable en cas de problème de trésorerie justifié par un fond de roulement négatif.

❖ Versement de la participation

La participation de l'Agglomération d'Agen s'effectue en deux versements :

- 1<sup>er</sup> versement après facture établie par le COS d'un montant correspondant à 25% de la subvention globale
- 2<sup>ème</sup> versement après le vote du budget de l'Agglomération d'Agen après facture établie par le COS correspondant à 75% de la subvention globale.

❖ Cotisations des adhérents

L'Assemblée Générale du COS fixe le montant de la cotisation. Le montant de la cotisation est fixé à ce jour à 8 euros.

Cette dernière est prélevée sur le salaire des agents permanents avec leur accord préalable. Les agents non permanents (remplaçants, accroissement temporaire, saisonniers, emplois aidés...) devront se manifester volontairement auprès du COS pour adhérer, verser la cotisation et bénéficier des prestations plus étendue que le groupement d'achat (locations et autres prestations).

L'Agglomération d'Agen reverse le total des cotisations le mois suivant le prélèvement sur salaire.

L'Agglomération d'Agen fournit chaque année la liste des agents ayant payé la cotisation.

### **Dans le cadre de la gestion des titres restaurants**

#### ❖ Modalités de calcul de la participation de l'Agglomération d'Agen :

La contribution de l'Agglomération d'Agen aux titres restaurant donne lieu à un versement calculé sur la base des attributions des titres restaurant réalisées l'année précédente.

Si la participation versée l'année N est plus importante que le montant des prestations facturés par le prestataire, la participation de l'année N+1 sera diminuée à hauteur de la différence.

Si la participation annuelle n'est pas suffisante, un avenant viendra ajuster cet écart.

La participation de l'Agglomération d'Agen est à hauteur de 50% de la valeur faciale du titre, soit 4€ par titre attribué, à ce jour.

L'Agglomération d'Agen aura un accès de consultation à l'espace sécurisé de l'émetteur des titres afin de suivre le nombre de titres attribués, le nombre de cartes perdues ou volées, le nombre de cartes activées...et toutes informations permettant de suivre la réalisation du marché.

#### ❖ Le versement de la participation de l'Agglomération :

La participation de l'Agglomération d'Agen s'effectue en deux versements :

- 1er versement après la transmission par le COS du bilan N-1 d'attribution des titres restaurant, pour un montant correspondant à 25% de la subvention globale.
- 2ème versement après le vote du budget de l'Agglomération d'Agen correspondant à 75% de la participation globale.

#### ❖ Le versement de la participation des agents :

La participation des agents est à hauteur de 50% du titre faciale, soit 4€ à ce jour.

Cette dernière est prélevée sur le salaire des agents permanents et reversée chaque mois au COS.

### **Dans le cadre du financement du loyer**

Le montant de la subvention versée au titre de la participation au financement du loyer a été calculée sur la base du nombre d'adhérents relevant de chaque entité publique membre de l'association au 1er janvier 2024, soit 71,77% du montant du loyer pour l'Agglomération d'Agen en tant qu'administration commune.

Le montant total du loyer du COS est de 1 587.00 HT soit 1 904.40€ TTC.

Le montant mensuel payé par l'Agglomération d'Agen est de 1366.75 € soit un montant de 16 401.00 € pour l'année 2024. Cette somme sera versée en une seule fois, pour l'année 2024.

Le montant de la participation de l'Agglomération d'Agen est susceptible d'évoluer en fonction de l'évolution du montant du loyer, pour les années 2025 et 2026. Toute modification du montant de la participation de l'Agglomération d'Agen fera l'objet d'un avenant.

Ce partenariat est conclu pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2024, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

### Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 5211-10 et L.1611-4,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L.731-1 et suivants,

Vu le décret n°67-1165 du 22 décembre 1967 relatif aux titres restaurant,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération n° DCA\_058/2019 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 juin 2019, portant notamment sur l'attribution de titres restaurants aux agents de l'Administration commune,

Vu l'article 2.1 de la délibération n°DCA\_007/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Bureau pour prendre toute décision concernant l'attribution et le règlement des subventions, participations, conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen d'un montant supérieur à 10 000 € TTC,

Vu le Pacte d'Administration commune, signé le 18 décembre 2014, entre la Ville d'Agen, le Centre Communal d'Action Sociale et l'Agglomération d'Agen,

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré,  
DECIDE  
suivant les votes susvisés**

**1°/ DE VALIDER** les termes de la convention de partenariat entre l'Agglomération d'Agen et le Comité de Œuvres Sociales des Fonctionnaires Territoriaux de l'Agglomération Agenaise pour les années 2024, 2025 et 2026,

**2°/ DE DIRE** que l'Agglomération d'Agen participera, chaque année, au financement des actions portées par le COS à hauteur de 0,90% du montant total de la masse salariale déclarée sur l'année précédente,

**3°/ DE DIRE** que cette subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- Un acompte, après réception d'une facture établie par le COS d'un montant correspondant à 25% de la subvention globale,
- Le solde, à l'issue du vote du budget de l'Agglomération d'Agen et après réception d'une facture établie par le COS d'un montant correspondant à 75% de la subvention globale.

**4°/ DE DIRE** que l'Agglomération d'Agen reversera, chaque année, le montant de la cotisation annuelle prélevée sur le salaire des agents permanents adhérents,

**5°/ DE DIRE** que l'Agglomération d'Agen remboursera au COS sa participation au financement des titres restaurant selon les modalités suivantes :

- Un acompte après transmission par le COS du bilan N-1 d'attribution des titres restaurant, pour un montant correspondant à 25% de la participation globale.
- Le solde, à l'issue du vote du budget de l'Agglomération d'Agen, correspondant à 75% de la participation globale.

**6°/ DE DIRE** que la participation des agents aux titres restaurant, prélevée sur le salaire des agents permanents, sera reversée mensuellement par l'Agglomération d'Agen au COS.

**7°/ DE DIRE** que l'Agglomération d'Agen participera au financement du loyer du local de l'association à hauteur de 71,77% du coût TTC du loyer, représentant pour l'année 2024, un financement mensuel de 1366.75 €.

**8°/ D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention de partenariat ainsi que tout acte et document y afférent,

**9°/ ET DE DIRE** que les dépenses seront à prévoir aux budgets 2024 et suivants.

Le Président  
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte  
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours  
pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de  
Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités  
de publication et de transmission en Préfecture

Convocation le ...../...../ 2023

Télétransmission le ...../...../ 2023

Publication le ...../...../ 2023

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme  
Le Président,

**Jean DIONIS du SEJOUR**

## CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET LE COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX

### Entre

**L'Agglomération d'Agen**, dont le siège se situe 8 rue André Chénier – BP 90045 47916 AGEN, représentée par **Madame Pascale LUGUET**, Vice-Présidente en charge des Ressources Humaines, dûment habilité par la décision n°... du Bureau communautaire en date du 7 décembre 2023,

Ci-après dénommée « l'Agglomération d'Agen »,

*D'une part,*

### Et

**Le Comité des Œuvres Sociales des Fonctionnaires Territoriaux**, de l'Agglomération agenaise dont le siège se trouve à Boé (47550), 1 impasse d'Aquitaine, Siret n°305 817 256 00046 dûment représenté par son Président, **Monsieur Leopold TALOU**, dûment habilité par le conseil d'administration du 24 avril 2018,

Ci-après dénommée « le COS »,

*D'autre part,*

## PREAMBULE

Le C.O.S (*Comité des Œuvres Sociales des Fonctionnaires Territoriaux*) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but de promouvoir, en faveur de ses membres, toute action sociale et notamment :

- Entretien des relations amicales et resserrer les liens de solidarité entre les adhérents,
- Assurer la gestion de centres de vacances,
- Attribuer des subventions à des organismes existants,
- Encourager les sports, le tourisme, les arts, l'accès à la culture générale,
- Aider les adhérents et leur famille à l'occasion d'événements particuliers,
- Organisation d'événements festifs (*soirées théâtrales, soirées dansantes, jeux de société, arbre de Noël, etc...*),
- Réaliser des achats coopératifs.

En outre, depuis le 1<sup>er</sup> août 2019, l'Agglomération d'Agen a également confié au COS, la gestion des titres restaurant pour le compte de ses agents.

\*\*\*\*\*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, les articles L.5211-10 et L.1611-4,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L.731-1 et suivants,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n°67-1165 du 22 décembre 1967 relatif aux titres restaurant,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération n°DCA\_058/2019 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 juin 2019, relative aux mesures d'action sociale à l'attention des agents de l'administration commune : attribution de titres restaurant, modalités de participation financière pour les médailles d'honneur et participation financière pour les colonies et centres de loisirs sans hébergement,

Vu l'arrêté n° 2022-AG-15 du Président de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, portant délégation de fonction à Madame Pascale LUGUET, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente de l'Agglomération d'Agen, en charge des Ressources humaines

Vu le Pacte d'Administration commune signé le 18 décembre 2014 entre la Ville d'Agen, le Centre Communal d'Action Sociale de la ville d'Agen et l'Agglomération d'Agen  
Vu les statuts de l'association,

## **EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de l'Agglomération d'Agen et du COS, dans le cadre des actions sociales menées par le Comité.

### **ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les engagements de chacune des parties sont les suivants :

- a) L'Association, à son initiative et sous sa responsabilité, s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées dans le préambule.

L'Agglomération d'Agen soutient financièrement la réalisation de ces actions par l'attribution d'une subvention. Il est entendu qu'elle n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

- b) L'Association assure, sous sa responsabilité, la gestion des titres restaurant pour tous les agents permanents (titulaires, contractuels, agents mis à disposition) de l'Agglomération d'Agen travaillant toute une journée, entrecoupée d'une pause consacrée à la prise de repas et ne bénéficiant pas de repas gratuit de la part de l'Agglomération d'Agen ou de la Ville d'Agen.

L'administration contribue financièrement à l'acquisition des titres-restaurant au profit des agents ci-dessus mentionnés, au prorata du nombre de journées entières travaillées, dans la limite de 20 titres restaurant par mois, pendant 11 mois, pour chaque bénéficiaire, déduction faite de toute demi-journée ou journée d'absence.

Les conditions d'octroi des titres restaurant sont définies par l'Agglomération d'Agen à travers la délibération en date du 20 juin 2019.

- c) L'Agglomération d'Agen participe en outre au financement du loyer du nouveau local du COS situé impasse d'Aquitaine à Boé par l'Agglomération d'Agen, dont le coût est partagé entre l'ensemble des membres de l'association.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

- a) **Subvention versée par l'Agglomération d'Agen**

L'Agglomération d'Agen s'engage à soutenir l'Association par le versement d'une dotation annuelle répartie en deux versements.

Cette dotation est calculée à partir des éléments financiers ci-après :

#### 1°/ La masse salariale

La masse salariale prise en compte est la suivante (hors masse salariale des agents de l'administration commune cotisant au CNAS recrutés par voie de transfert de compétences ou

de fusion d'entités) :

64111	Rémunération des agents stagiaires et titulaire
64131	Rémunération des personnels non titulaires
64138	Autres indemnités des non titulaires (Payé en 64131 en 2018)
64118	Autres indemnités des titulaires (hors SFT et NBI)
6416	Rémunération des emplois d'insertion
6417	Rémunération des apprentis
64112	Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

Les éléments pris en compte dans le calcul sont établis sur les comptes de l'année n-1.

Un état adressé par le COS à l'Agglomération sera renseigné par l'Agglomération d'Agen et transmis au COS en janvier de chaque année.

#### 2°/ La participation financière de l'Agglomération

La participation de l'Agglomération d'Agen correspond à 0.90% du montant total déclaré de la masse salariale.

Cette subvention contribue au financement du poste du permanent, des fluides des locaux de l'année écoulée, du fonctionnement des centres de vacances et des investissements.

Le COS s'engage par ailleurs, lors de la contraction d'un nouvel emprunt, à présenter tout nouveau projet à l'Agglomération d'Agen.

Le COS fournira chaque année, début avril, à l'Agglomération d'Agen le bilan et compte de résultats de l'exercice écoulé, les tableaux d'amortissements des emprunts contractés, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée Générale.

L'Agglomération d'Agen étudiera toute demande d'avance remboursable en cas de problème de trésorerie justifié par un fond de roulement négatif.

#### 3°/ Le versement de la participation

La participation de l'Agglomération d'Agen s'effectue en deux versements :

- 1<sup>er</sup> versement après facture établie par le COS d'un montant correspondant à 25% de la subvention globale
- 2<sup>ème</sup> versement après le vote du budget de l'Agglomération d'Agen après facture établie par le COS correspondant à 75% de la subvention globale.

#### 4°/ les cotisations des adhérents

L'Assemblée Générale du COS fixe le montant de la cotisation.

Le montant de la cotisation est fixé à ce jour à 8 euros.

Cette dernière est prélevée sur le salaire des agents permanents avec leur accord préalable. Les agents non permanents (remplaçants, accroissement temporaire, saisonniers, emplois aidés...) devront se manifester volontairement auprès du COS pour adhérer, verser la cotisation et bénéficier des prestations plus étendue que le groupement d'achat (locations et autres prestations).

L'Agglomération d'Agen reverse le total des cotisations le mois suivant le prélèvement sur salaire.

L'Agglomération d'Agen fournit chaque année la liste des agents ayant payé la cotisation.

## **b) Gestion des titres restaurants**

### 1°/ Modalités de calcul de la participation de l'Agglomération d'Agen :

La contribution de l'Agglomération d'Agen aux titres restaurant donne lieu à un versement, calculée sur la base des attributions des titres restaurant réalisées l'année précédente.

Si la participation versée l'année N est plus importante que le montant des prestations facturées par le prestataire, la participation de l'année N+1 sera diminuée à hauteur de la différence.

Si la participation annuelle n'est pas suffisante, un avenant viendra ajuster cet écart.

La participation de l'Agglomération d'Agen est à hauteur de 50% de la valeur faciale du titre, soit 4 € par titre attribué, à ce jour.

L'Agglomération d'Agen aura un accès de consultation à l'espace sécurisé de l'émetteur des titres afin de suivre le nombre de titres attribués, le nombre de cartes perdues ou volées, le nombre de cartes activées... et toutes informations permettant de suivre la réalisation du marché.

### 2°/ Le versement de la participation de l'Agglomération :

La participation de l'Agglomération d'Agen s'effectue en deux versements :

- 1<sup>er</sup> versement après la transmission par le COS du bilan N-1 d'attribution des titres restaurant, pour un montant correspondant à 25% de la subvention globale.
- 2<sup>ème</sup> versement après le vote du budget de l'Agglomération d'Agen correspondant à 75% de la subvention globale.

### 3°/ Le versement de la participation des agents :

La participation des agents est à hauteur de 50% du titre faciale, soit 4 € à ce jour.

Cette dernière est prélevée sur le salaire des agents permanents et reversée chaque mois au COS.

## **c) Financement du loyer**

Le montant de la subvention versée au titre de la participation au financement du loyer a été calculé sur la base du nombre d'adhérents relevant de chaque entité publique membre de

l'association au 1<sup>er</sup> janvier 2024, soit 71,77% du montant du loyer pour l'Agglomération d'Agen en tant qu'administration commune.

Le montant total du loyer du COS est de 1587.00 HT soit 1904.40€ TTC.

Le montant mensuel payé par l'Agglomération d'Agen est de 1366.75 € soit un montant de 16 401.00 € pour l'année 2024. Cette somme sera versée en une seule fois, pour l'année 2024.

Le montant de la participation de l'Agglomération d'Agen est susceptible d'évoluer en fonction de l'évolution du montant du loyer, pour les années 2025 et 2026. Toute modification du montant de la participation de l'Agglomération d'Agen fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS LIEES AUX TITRES-RESTAURANT**

##### Obligations du COS :

Afin de faciliter le suivi financier du marché des titres restaurant, le COS devra ouvrir un compte bancaire spécifique à cette prestation. Le COS doit garantir la conformité de la délivrance des titres avec la législation ainsi que de la délibération en vigueur à l'Agglomération d'Agen.

##### Obligations de l'Agglomération d'Agen :

Tous les mois, l'Agglomération d'Agen doit transmettre au COS le droit individuel aux titres restaurant de tous les agents concernés.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Elle trouvera son terme lors du règlement des dernières sommes dues par l'Agglomération d'Agen à l'association.

#### **ARTICLE 6 : SUIVI ET CONTROLE DE LA CONVENTION**

L'Agglomération d'Agen se réserve le droit de procéder à toute vérification liée à l'exécution de la présente convention, qu'elle jugera utile.

Elle pourra notamment vérifier que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre des prestations.

Le COS s'engage à :

- Faciliter toutes les démarches de vérification de l'Agglomération d'Agen,
- Tenir à sa disposition tout document permettant de retracer de manière fiable l'emploi des fonds publics alloués.

Enfin, comme définit dans l'article 3, le COS adressera à l'Agglomération d'Agen, chaque année, les divers documents, notamment comptables, nécessaires au suivi et au contrôle de la bonne utilisation des deniers publics alloués pour les engagement notifiés ci-dessus.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objet de la présente convention.

#### **ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles, restée infructueuse.

La présente convention pourra également être dénoncée, chaque année, par l'une ou l'autre des parties, sans manquement aux engagements respectifs. Cette dénonciation devra intervenir avant le 30 juin, avec un préavis d'un mois, par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une voie amiable de règlement de leur différend.

En cas d'échec de cette voie, le litige devra être porté devant la juridiction territorialement compétente, soit le Tribunal Administratif de Bordeaux (*situé 9, rue Tastet, 33 000 BORDEAUX*).

A Agen, le

Pour le Comité des Œuvres Sociales  
Des Fonctionnaires Territoriaux

Le Président,

Léopold TALOU

Pour l'Agglomération d'Agen,

La Vice-Présidente en charge  
des Ressources Humaines

Pascale LUGUET



## DECISION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE SEANCE DU JEUDI 7 DECEMBRE 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE SEPT DECEMBRE A 18H00

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE S'EST REUNI EN SEANCE PUBLIQUE ET EN VISIOCONFERENCE SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN DIONIS DU SEJOUR, DANS LES LOCAUX DE LA MAIRIE D'AGEN A AGEN, EN SALLE DES ILLUSTRES

Membres du Bureau en exercice	Membres du Bureau présents	Membres du Bureau en visioconférence	Membres du Bureau absents, excusés	Suffrages exprimés (dont pouvoirs)	Ne prennent pas part aux votes
45	31	1	13	35	2

+ le Président qui ne vote qu'en circonstance de partage de voix,

+ rappel du quorum : il est atteint avec 23 membres présents,

+ les Membres du Bureau qui assistent à la séance en visioconférence ne prennent pas part aux votes mais émettent un avis.

PRESIDENT DE SEANCE : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR

PRESENTS : M. HENRI TANDONNET, M. FRANCIS GARCIA, M. OLIVIER GRIMA, M. PATRICK BUISSON, M. PASCAL DE SERMET, MME MARIE-FRANCE SALLES, MME LAURENCE LAMY, M. CHRISTIAN DELBREL, M. JEAN-MARC GILLY, M. PIERRE DELOUVRIE, M. PAUL BONNET, M. YOHAN VERDIE, MME DOMINIQUE MILANI, MME NADINE LABOURNERIE, MME MARIE-THERESE COULONGES, M. JOËL PONSOLLE, M. CLAUDE LE BOT, M. JOËL GUATTA, M. SERGE BERTHOUMIEUX, M. JEAN-PIERRE BENAZET, M. BERNARD DURRUTY, MME CECILE GENOVESIO, M. JEAN PROUZET, M. JEAN-CLAUDE MALCAYRAN, M. JEAN-MARIE ROBERT, M. PHILIPPE SOFY, M. RICHARD DOUMERGUE, M. MAX LABORIE, M. JEAN DREUIL ET M. THIERRY DELPECH.

EN VISIOCONFERENCE : MME PASCALE LUGUET

ABSENTS, EXCUSES + REPRESENTATION PAR UN MEMBRE A VOIX CONSULTATIVE (CHAPITRE 3 « BUREAU » – ARTICLE 3.1 « COMPOSITION » DES STATUTS DE L'AGGLOMERATION D'AGEN APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022) : M. BRUNO DUBOS (REPRESENTE PAR MME NADEGE MAIRAL), MME CLEMENCE BRANDOLIN-ROBERT, M. REMI CONSTANS, M. ERIC BACQUA, M. THIERRY VALETTE, M. JEAN-MARC CAUSSE (REPRESENTE PAR MME ISABELLE FILLLOL), M. PATRICK ROUX, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE, M. JEAN-JACQUES LAMBROT, M. PHILIPPE DEGRYSE, M. PATRICE FOURNIER (REPRESENTE PAR M. JEAN-LOUIS CHAUVAN), M. MATHIEU TOVO ET M. DAVID SANCHEZ

NE PRENNENT PAS PART AUX VOTES : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR (PRESIDE LA SEANCE), MME PASCALE LUGUET (ASSISTE AU BUREAU EN VISIOCONFERENCE)

POUVOIRS : M. BRUNO DUBOS A M. JEAN DINOIS DU SEJOUR, M. JEAN-MARC CAUSSE A M. HENRI TANDONNET, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE A M. CLAUDE LE BOT, M. JEAN-JACQUES LAMBROT A MME MARIE-FRANCE SALLES, M. DAVID SANCHEZ A M. JEAN-MARIE ROBERT

Le Bureau communautaire délibère à l'unanimité  
(avec avis favorables des Membres du Bureau en visioconférence)

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*

DECISION DU BUREAU N° 2023 – 127

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE, L'AGGLOMERATION D'AGEN ET LE GROUPE ESIEA POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE L'ESIEA SUR LE CAMPUS D'AGEN

## Exposé des motifs :

Le Département de Lot-et-Garonne et l'Agglomération d'Agen accompagnent les établissements d'enseignement supérieur du territoire avec pour ambition de :

- Développer une offre de formation attractive et répondant aux besoins du territoire
- Consolider les activités recherche et développement structurantes pour le territoire
- Renforcer les facteurs de rayonnement du territoire

A ce titre, l'Agglomération d'Agen et le Département de Lot-et-Garonne élaborent des conventions pluriannuelles pour soutenir le développement des établissements d'enseignement supérieur sur le territoire.

Le groupe AEN, qui dispensait les formations en informatique au Campus numérique, a été placé en liquidation judiciaire et a été repris depuis juillet 2023 par le Groupe ESIEA (École Supérieure d'Informatique Électronique Automatique), qui dispose de sites à Paris-Ivry/Seine et à Laval.

L'Agglomération d'Agen et le Conseil Départemental de Lot-et-Garonne souhaitent soutenir le groupe ESIEA dans son installation sur Agen afin de maintenir sur le territoire des formations de qualité dans le domaine du numérique et de permettre aux étudiants engagés dans le cursus AEN de pouvoir l'achever.

Le Groupe ESIEA dispose à ce titre du label Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (EESPIG). Cette qualification implique la signature d'un contrat pluriannuel entre l'Etat et l'établissement fixant les objectifs stratégiques de l'établissement pour répondre aux priorités nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le Groupe ESIEA est habilité, par la Commission des Titres d'Ingénieurs (CTI), à délivrer le diplôme d'ingénieur pour son Programme Grande Ecole, et par France Compétences à délivrer des titres RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) pour ses programmes experts.

Ainsi le Groupe ESIEA laisse entrevoir des possibilités de développement intéressantes pour le site d'Agen. Il souhaite développer sa présence ainsi que l'attractivité de ses programmes bac+5 experts sur le site d'Agen, répondant ainsi aux objectifs locaux d'attractivité du territoire sur des formations de qualité et de développement des activités du numérique. L'école a également pour projet de pouvoir opérer d'autres formations du Groupe ESIEA sur ce campus à horizon 3 ans, notamment dans le domaine de la cybersécurité, afin d'augmenter plus significativement le nombre d'apprenants.

Dans le cadre d'une convention d'objectifs triennale, l'Agglomération d'Agen et le Conseil Départemental verseront respectivement au groupe ESIEA **une aide forfaitaire de 30.000 euros par an durant 3 ans maximum.**

Cette subvention sera versée sur présentation d'un bilan financier et d'un bilan d'activité qualitatif faisant explicitement état de l'avancement des objectifs visés dans la convention.

L'accompagnement des collectivités, sur cette période, est orienté sur les actions suivantes :

- Reprise des étudiants du Groupe AEN
- Développement de l'attractivité et amélioration des formations dispensées
- Meilleure intégration dans l'écosystème local, et en particulier avec le Campus Numérique 47

## Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1611-4, L.2611-4 et L. 5211-10,

Vu le Code de l'Éducation, notamment les articles L.614-2, L.718-5, L.731-1 à L.731-19, L.732-1 à L.732-3,

Vu le Code de la Recherche, notamment l'article L.111-6,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu l'article 2.5. « *Enseignement supérieur et recherche* » du Chapitre 2 du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022,

Vu la délibération n°DCA\_002/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, actant de la mise en œuvre de la visio-conférence et du vote électronique lors des instances communautaires,

Vu l'article 1.1 de la délibération n°DCA\_007/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Bureau pour prendre toute décision concernant l'attribution et le règlement des subventions, participations, conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen pour un montant supérieur à 10 000€,

Vu la délibération n° 2018/84 du Conseil de l'Agglomération d'Agen en date du 29 novembre 2018, relative à la Convention Territoriale d'Exercice Concerté des compétences relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche entre la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Agglomération d'Agen,

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré,  
DECIDE  
suivant les votes susvisés**

**1°/ DE VALIDER** les termes de la convention de partenariat entre l'Agglomération d'Agen, le Département de Lot-et-Garonne et le Groupe ESIEA pour le développement des activités d'ESIEA sur le campus d'Agen,

**2°/ D'ACCORDER**, au titre de l'année 2023, un financement au Groupe ESIEA de **30 000 euros**,

**3°/ DE DIRE** que cette subvention sera versée sur présentation d'un bilan financier et d'un bilan d'activité qualitatif faisant explicitement état de l'avancement des objectifs visés dans la convention,

**4°/ D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention entre l'Agglomération d'Agen, le Département de Lot-et-Garonne et le Groupe ESIEA ainsi que tout acte et document y afférent,

**5°/ ET DE DIRE** que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2023 et seront prévus au budget des exercices 2024 et 2025.

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Convocation le ...../...../ 2023

Télétransmission le ...../...../ 2023

Publication le ...../...../2023

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme  
Le Président,

**Jean DIONIS du SEJOUR**

## **Convention de partenariat entre le Département de Lot-et-Garonne, l'Agglomération d'Agen et le Groupe ESIEA pour le développement des activités de l'ESIEA sur le campus d'Agen**

Entre

**Le Département de Lot-et-Garonne**, dont le siège est situé à Agen (47), 1633 avenue du Général Leclerc, représenté par sa Présidente, Madame Sophie BORDERIE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental n° ... en date du XXXXX, ci-après dénommé « le Conseil départemental »

**L'Agglomération d'Agen**, dont le siège est situé à Agen (47), 8 rue André Chénier, représentée par son Président, Monsieur Jean DIONIS DU SEJOUR, agissant en vertu d'une décision du Bureau Communautaire n° ... en date du XXXX, ci-après dénommé « l'Agglomération d'Agen »,

D'une part,

Et

L'Association « Groupe ESIEA », association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, domiciliée 9 rue Vésale, PARIS 5<sup>ème</sup>, représentée par son Président, Monsieur Michel THEON agissant en vertu d'une décision du Conseil d'Administration de l'Association Groupe ESIEA en date du XXXX, ci-après dénommée « ESIEA »,

D'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1611-4, L.2611-4 et L.5211-10,

Vu le Code de l'Éducation, notamment les articles L.614-2, L.718-5, L.731-1 à L.731-19, L.732-1 à L.732-3,

Vu le Code de la Recherche, notamment l'article L.111-6,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu l'article 2.5. « Enseignement supérieur et recherche » du Chapitre 2 du titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022,

Vu la délibération n° 2018/84 du Conseil de l'Agglomération d'Agen en date du 29 novembre 2018, relative à la Convention Territoriale d'Exercice Concerté des compétences relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche entre la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Agglomération d'Agen,

Il a été convenu ce qui suit

### **Préambule**

Le Département de Lot-et-Garonne et l'Agglomération d'Agen accompagnent les établissements d'enseignement supérieur du territoire avec pour ambition de :

- Développer une offre de formation attractive et répondant aux besoins du territoire
- Consolider les activités recherche et développement structurantes pour le territoire
- Renforcer les facteurs de rayonnement du territoire

A ce titre, l'Agglomération d'Agen et le Département de Lot-et-Garonne élaborent des conventions pluriannuelles pour soutenir le développement des établissements d'enseignement supérieur sur le territoire.

Le Groupe ESIEA propose un ensemble de formations dans les domaines du numérique et dispose à ce titre du label Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (EESPIG), renouvelé par arrêté de la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en date du 8 janvier 2019 pour une période courant jusqu'au 31 décembre 2023. Cette qualification implique la signature d'un contrat pluriannuel entre l'Etat et l'établissement fixant les objectifs stratégiques de l'établissement pour répondre aux priorités nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le Groupe ESIEA est habilité, par la Commission des Titres d'Ingénieurs (CTI), à délivrer le diplôme d'ingénieur pour son Programme Grande Ecole, et par France Compétences à délivrer des titres RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) pour ses programmes experts. L'unité de recherche « Numérique et Société » du Groupe ESIEA est habilitée par le Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES).

Sur la durée de la présente convention, et suite au rachat du Groupe AEN dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire, le Groupe ESIEA souhaite développer sa présence ainsi que l'attractivité de ses programmes bac+5 experts sur le campus numérique 47 d'Agen, répondant ainsi aux objectifs locaux d'attractivité du territoire sur des formations de qualité et de développement des activités du numérique. L'école a également pour projet de pouvoir opérer d'autres formations du Groupe ESIEA sur ce campus à horizon 3 ans, notamment dans le domaine de la cybersécurité, afin d'augmenter plus significativement le nombre d'apprenants.

## **Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités du soutien financier du Département de Lot-et-Garonne et de l'Agglomération d'Agen pour le développement des activités de formation du Groupe ESIEA sur le campus d'Agen.

L'accompagnement, sur cette période, est orienté sur les actions suivantes :

- Reprise des étudiants du Groupe AEN
- Développement de l'attractivité et amélioration des formations dispensées
- Meilleure intégration dans l'écosystème local, et en particulier avec le Campus Numérique 47

## **Article 2. Obligations du bénéficiaire**

L'ESIEA s'engage à :

- Reprendre les apprenants du site d’Agen en cours de cursus en 2022/2023
- Déployer sur le site d’Agen ses formations Bac +5
- Permettre l’accès à ses formations en cours de cursus en cas de détention d’un BTS ou équivalent
- Déployer sur le site d’Agen un bachelor en cybersécurité avant le terme de la convention
- Respecter les obligations légales et réglementaires en matière de droit fiscal et de droit du travail ;
- Rappeler l’aide financière que le Département de Lot-et-Garonne et l’Agglomération d’Agen lui apportent ;
- À faire figurer les logos du Département de Lot-et-Garonne et de l’Agglomération d’Agen sur tous les supports presse (communiqués de presse, dossiers de presse...), les documents écrits, visuels et électroniques (invitations, plaquettes...), les outils promotionnels réalisés à l’occasion d’évènements divers (réunions publiques et/ou thématiques, colloques...) dans le respect de la charte graphique dont elle prendra connaissance auprès des services communication des collectivités chargés du suivi des partenariats ;
- À signaler au Département de Lot-et-Garonne ainsi qu’à l’Agglomération d’Agen toute modification intervenue dans ses missions et ou son fonctionnement.
- A inviter les Présidents de chacun des partenaires ou leurs représentants aux manifestations organisées par l’ESIEA
- A collaborer avec les services de l’Agglomération d’Agen dans le cadre des actions mises en place dans le domaine de la vie étudiante

### **Article 3. Engagements des collectivités**

Le Département de Lot-et-Garonne et l’Agglomération d’Agen s’engagent à verser au groupe ESIEA une subvention de 60.000 € par an.

Cette subvention est répartie à parts égales entre l’Agglomération d’Agen et le Département de Lot-et-Garonne, soit 30 000,00 € chacun.

### **Article 4. Modalités de versement des subventions**

La subvention précitée sera versée après communication, par le groupe ESIEA, de son bilan financier et son bilan d’activités sur le campus d’Agen faisant explicitement état de l’avancement es objectifs précités au plus tard le 30 octobre de chaque année.

Chaque partenaire s’engage à verser au Groupe ESIEA sa quote part de la subvention afin que la totalité de la subvention puisse être encaissée par le Groupe ESIEA avant le 31 décembre de chaque année.

En cas de retard pris par le groupe ESIA dans la communication de son bilan financier et de son bilan d’activités, le versement des sommes avant l’échéance du 31 décembre de l’exercice en cours est susceptible d’être retardé.

### **Article 5. Modalités de contrôle**

Conformément aux dispositions de l’article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le bénéficiaire adressera au Conseil départemental (Direction Générale adjointe des Solidarités Territoriales,

Educatives et Sportives) et à l'Agglomération d'Agen (Service Développement économique et attractivité), dans les 6 mois au plus tard suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée :

- un rapport d'activité rendant compte des actions réalisées au cours de l'année écoulée ;
- un bilan financier de l'exercice écoulé ;
- un document officiel précisant les effectifs des apprenants inscrits sur le campus d'Agen.

Il convient de préciser que le Département de Lot-et-Garonne et l'Agglomération d'Agen se réservent le droit de demander toute explication ou justificatif complémentaire sur l'emploi des fonds publics alloués. Sur simple demande, l'association bénéficiaire devra donc communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion permettant de retracer de manière fiable l'emploi des fonds publics alloués.

#### **Article 6. Clause de transparence des comptes**

Le Groupe ESIEA présentera en toute transparence à ses partenaires financiers, et à l'issue de chaque année civile, son dernier compte de résultat et bilan chiffré.

#### **Article 7. Limites à l'emploi des subventions**

En aucun cas une subvention attribuée par le Conseil départemental de Lot-et-Garonne ou l'Agglomération d'Agen ne peut être reversée à un autre bénéficiaire.

#### **Article 8. Durée de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties pour la durée restant à courir jusqu'au 31 décembre 2025. Dans le cas où les sommes dues au titre de l'exercice 2025 ne seraient pas versées avant le 31 décembre (en raison d'une transmission tardive du bilan par exemple), la présente convention trouvera son terme au jour du règlement des dernières sommes dues.

#### **Article 9. Modification par voie d'avenant**

Pendant sa période d'exécution, la présente convention pourra faire l'objet de modifications formalisées par voie d'avenants signés par les parties.

#### **Article 10. Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties avec un préavis de six mois, par lettre recommandée avec accusé de réception et en indiquant les motifs.

La présente convention sera en outre résiliée de plein droit en cas de manquement par l'une des parties à ses obligations contractuelles, après mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de trois mois.

## **Article 11. Règlement des litiges**

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une voie amiable de règlement de leur différend.

En cas d'échec de cette voie, le litige devra être porté devant la juridiction territorialement compétente, soit le Tribunal Administratif de Bordeaux (situé 9 rue Tastet 33000 Bordeaux).

Fait à Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte., le Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

La Présidente du Conseil Départemental  
du Lot-Et-Garonne,

Madame Sophie BORDERIE

Le Président de l'Agglomération D'Agén,

Monsieur Jean DIONIS DU SEJOUR

Le Président du Conseil d'Administration  
du Groupe ESIEA,

Monsieur Michel THEON



## DECISION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE SEANCE DU JEUDI 7 DECEMBRE 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE SEPT DECEMBRE A 18H00

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE S'EST REUNI EN SEANCE PUBLIQUE ET EN VISIOCONFERENCE SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN DIONIS DU SEJOUR, DANS LES LOCAUX DE LA MAIRIE D'AGEN A AGEN, EN SALLE DES ILLUSTRES

Membres du Bureau en exercice	Membres du Bureau présents	Membres du Bureau en visioconférence	Membres du Bureau absents, excusés	Suffrages exprimés (dont pouvoirs)	Ne prennent pas part aux votes
45	31	1	13	35	2

+ le Président qui ne vote qu'en circonstance de partage de voix,

+ rappel du quorum : il est atteint avec 23 membres présents,

+ les Membres du Bureau qui assistent à la séance en visioconférence ne prennent pas part aux votes mais émettent un avis.

PRESIDENT DE SEANCE : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR

PRESENTS : M. HENRI TANDONNET, M. FRANCIS GARCIA, M. OLIVIER GRIMA, M. PATRICK BUISSON, M. PASCAL DE SERMET, MME MARIE-FRANCE SALLES, MME LAURENCE LAMY, M. CHRISTIAN DELBREL, M. JEAN-MARC GILLY, M. PIERRE DELOUVRIE, M. PAUL BONNET, M. YOHAN VERDIE, MME DOMINIQUE MILANI, MME NADINE LABOURNERIE, MME MARIE-THERESE COULONGES, M. JOËL PONSOLLE, M. CLAUDE LE BOT, M. JOEL GUATTA, M. SERGE BERTHOUMIEUX, M. JEAN-PIERRE BENAZET, M. BERNARD DURRUTY, MME CECILE GENOVESIO, M. JEAN PROUZET, M. JEAN-CLAUDE MALCAYRAN, M. JEAN-MARIE ROBERT, M. PHILIPPE SOFYS, M. RICHARD DOUMERGUE, M. MAX LABORIE, M. JEAN DREUIL ET M. THIERRY DELPECH.

EN VISIOCONFERENCE : MME PASCALE LUGUET

ABSENTS, EXCUSES + REPRESENTATION PAR UN MEMBRE A VOIX CONSULTATIVE (CHAPITRE 3 « BUREAU » – ARTICLE 3.1 « COMPOSITION » DES STATUTS DE L'AGGLOMERATION D'AGEN APPLICABLES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022): M. BRUNO DUBOS (REPRESENTE PAR MME NADEGE MAIRAL), MME CLEMENCE BRANDOLIN-ROBERT, M. REMI CONSTANS, M. ERIC BACQUA, M. THIERRY VALETTE, M. JEAN-MARC CAUSSE (REPRESENTE PAR MME ISABELLE FILLOL), M. PATRICK ROUX, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE, M. JEAN-JACQUES LAMBROT, M. PHILIPPE DEGRYSE, M. PATRICE FOURNIER (REPRESENTE PAR M. JEAN-LOUIS CHAUVAN), M. MATHIEU TOVO ET M. DAVID SANCHEZ

NE PRENNENT PAS PART AUX VOTES : M. JEAN DIONIS DU SEJOUR (PRESIDE LA SEANCE), MME PASCALE LUGUET (ASSISTE AU BUREAU EN VISIOCONFERENCE)

POUVOIRS : M. BRUNO DUBOS A M. JEAN DINOIS DU SEJOUR, M. JEAN-MARC CAUSSE A M. HENRI TANDONNET, M. FRANÇOIS DAILLEDOUZE A M. CLAUDE LE BOT, M. JEAN-JACQUES LAMBROT A MME MARIE-FRANCE SALLES, M. DAVID SANCHEZ A M. JEAN-MARIE ROBERT

Le Bureau communautaire délibère à l'unanimité  
(avec avis favorables des Membres du Bureau en visioconférence)

DECISION DU BUREAU N° 2023 – 128

OBJET : MISE EN ŒUVRE D'UNE NOUVELLE RESPONSABILITE ELARGIE DU PRODUCTEUR POUR LES ELEMENTS D'AMEUBLEMENT, LA PREVENTION ET LA GESTION DES DECHETS D'ELEMENTS D'AMEUBLEMENT (DEA) AVEC L'ECO-ORGANISME ECOMAISON

## Exposé des motifs

Cette délibération vise à autoriser la signature d'une convention avec l'éco-organisme ECOMAISON dans le cadre de la mise en œuvre sur le territoire de l'Agglomération d'Agen de collectes séparées des éléments d'ameublement, la prévention et la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)

Chers Collègues,

En application de l'article L. 541-10-6 du code de l'environnement mettant en œuvre le principe de la responsabilité élargie des producteurs pour les éléments d'ameublement, la prévention et la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) doivent être assurées par les metteurs sur le marché.

Ces derniers doivent s'organiser soit par la mise en place d'un système individuel, soit collectivement au sein d'un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, sur la base d'un cahier des charges venant définir réglementairement les objectifs et modalités de la filière.

Créé en 2011 sous le nom d'Eco-mobilier, par 24 distributeurs et fabricants français de mobilier, ECOMAISON est un éco-organisme dont le rôle est d'organiser la collecte, le tri, la réparation, le réemploi, le recyclage pour assurer la seconde vie de tous les objets et matériaux de la maison.

Pour mener à bien cette mission, ECOMAISON collecte [l'éco-participation](#) : c'est-à-dire la part que chacun paye quand il achète un produit neuf. Les sommes versées sont utilisées pour mettre en place des services et solutions adaptés aux particuliers comme aux professionnels, pour que les produits usagés puissent facilement être collectés, triés, donnés, réparés, réemployés et recyclés.

ECOMAISON a fait acte de candidature à l'agrément par l'Etat

Le nouveau cahier des charges de la filière à responsabilité élargie des producteurs d'éléments d'ameublement adopté par l'arrêté interministériel du 12 octobre 2023, publié le 18 octobre 2023 fixe de nouveaux objectifs :

- De taux de collecte séparée de 45% en 2024 à 51% en 2028 (en proportion des quantités mises sur le marché),
- De taux de valorisation des DEA collectés séparément de 90% en 2024 à 94% en 2028
- De taux de recyclage de 51% en 2024 à 55% en 2028 pour la nouvelle période (2024-2029).

Il fixe les barèmes de soutiens pour la collecte séparée et non séparée.

Il est proposé à l'Agglomération d'Agen de conclure un nouveau contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2024-2029 avec ECOMAISON lorsqu'il sera agréé.

Le contrat a pour objet de définir les modalités opérationnelles et financières de la prise en charge par les éco-organismes précités, de la gestion des DEA collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets (SPGD), ainsi que des soutiens relatifs aux actions en faveur du réemploi des éléments d'ameublement et de la communication.

ECOMAISON s'engage à récupérer les déchets triés et à financer l'Agglomération d'Agen par le versement de soutiens financiers résultant d'un barème national.

## PRODUITS CONCERNES

Les produits seront déposés en déchèterie par l'utilisateur dans des bacs spécifiques fournis par l'éco-organisme ou au sol si les produits sont trop volumineux.

EXEMPLES : Armoires, matelas, argentier...

**MODALITES DE COLLECTE ET SOUTIENS FINANCIERS :**

- Collecte effectuée par l'Eco-organisme gratuitement pour recyclage ou centre de tri (1738 T collectée en 2022)
- Gisement : 17kg/hab/an en déchèterie soit environ 1700 tonnes pour l'Agglomération d'Agen.

**SOUTIENS FINANCIERS :**

- Forfait : 2500 €/an par point de collecte déchèterie (référence 2020)
- Communication : 0.10 € / an /hab à la signature de la convention (référence 2020)
- Part variable : 20 €/T en fonction du tonnage capté (référence 2020)

La convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de cette nouvelle REP.

ECOMAISON s'engage à financer l'Agglomération d'Agen par le versement de soutiens financiers résultant d'un barème national.

L'Agglomération d'Agen pourrait recevoir pour 2024 des soutiens d'un montant avoisinant 70 000 €.

Les soutiens seront versés à la fin de chaque année civile sur présentation de justificatifs.

La convention sera conclue à compter de la signature par les deux parties et prendra fin au 31 décembre 2029. Ces signatures se feront par voie dématérialisée sur la plateforme dédiée.

**Cadre juridique de la décision**

**Vu** le Code Général des Collectivité Territoriales et notamment, les articles L.2224-13 et L.5211-10,

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment, les articles L.541-1 et suivants, R.543-53 à R.543-65 et D.543-207 à D.543-212-3,

**Vu** la Directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets,

**Vu** la loi n°2009-967 du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (dite Grenelle 1),

**Vu** la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (*dite Grenelle 2*),

**Vu** la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire,

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 octobre 2023 portant cahier des charges des éco-organismes des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des éléments d'ameublement désignés à l'article R. 543-240 du code de l'environnement (NOR : TREP2321247A),

**Vu** l'article 1.7 « *Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés* » du Chapitre 1 Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**Vu** la délibération n°DCA\_002/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, actant de la mise en œuvre de la visio-conférence et du vote électronique lors de nos instances communautaires,

**Vu** l'article 3.1 de la délibération n°DCA\_007/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Bureau pour prendre toute décision concernant l'adhésion à des

établissements privés dans le cadre des compétences de l'Agglomération d'Agen et désignation des représentants correspondants.

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré,  
DECIDE  
suivant les votes susvisés**

- 1°/ **DE VALIDER** les principes de la convention entre l'Agglomération d'Agen et l'éco-organisme ECOMAISON afin de mettre en œuvre un plan d'actions relatif à la collecte séparée des articles des éléments d'ameublement,
- 2°/ **DE DIRE** que l'Agglomération d'Agen sera éligible aux versements de soutiens estimés pour 2024 à 70 000 €
- 3°/ **DE DIRE** que la convention prendra effet à compter de sa signature et aura une échéance au 31 décembre 2029.
- 4°/ **DE DIRE** que les soutiens financiers apportés par ECOMAISON seront calculés en application du barème national,
- 5°/ **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention-type nationale avec l'éco-organisme ECOMAISON ainsi que tous actes et documents y afférents,
- 6°/ **DE DIRE** que les recettes seront inscrites au budget des exercices 2024 et suivants.

Le Président

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Convocation le ...../...../ 2023

Télétransmission le ...../...../ 2023

Publication le ...../...../ 2023

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme  
Le Président,

**Jean DIONIS du SEJOUR**

**Version non signable**  
**Projet de contrat sous réserve d'agrément par les Pouvoirs Publics**

**Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets**

**CONDITIONS PARTICULIÈRES**

**ARTICLE 1 | IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITÉ**

Intitulé complet :

Adresse du Siège administratif :

Siren :

Représentée par:

- Nom – Prénom :
- Fonction/Qualité :
- Habilitation :
  - Dûment habilité(e) à l'effet de conclure le présent contrat du fait de ses statuts  
OU
  - Titulaire d'une délégation de pouvoir / de signature à cet effet (à joindre).

**ARTICLE 2 | IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT**

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

**ARTICLE 3 | IDENTIFICATION DES DÉCHETERIES ET DES ZONES DE REEMPLOI OU REUTILISATION**

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

**ARTICLE 4 | ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ**

Les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour la Collectivité

Pour ECOMAISON

Prénom Nom \_\_\_\_\_

Prénom Nom \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

« Lu et approuvé » et signature

« Lu et approuvé » et signature

Pour VALDELIA

Pour VALOBAT

Prénom Nom \_\_\_\_\_

Prénom Nom \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

« Lu et approuvé » et signature

« Lu et approuvé » et signature

## CONDITIONS GENERALES

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L541-10, L541-10-1 (10°), et R543-240 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière de responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ecomaison, société par actions simplifiée au capital de 200 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 538 495 870 RCS Paris, ayant son siège social 50 avenue Daumesnil, 75012 PARIS, représentée par Madame Dominique MIGNON, agissant en qualité de Présidente et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Ecomaison** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ----- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valdélia, société par actions simplifiée au capital de 154.000 euros, dont le siège social est sis ZAC de l'Hers, rue du Lac (31670) Labège, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 537 406 373 R.C.S. Toulouse, représentée par Monsieur Arnaud Humbert-Droz, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valdélia** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ----- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valobat, société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 902 722 172 RCS Nanterre, ayant son siège social à La Tour Opus 12, 77 Esplanade du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX, représentée par Monsieur Hervé de Maistre, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valobat** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ----- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

L'OCA est l'organisme coordonnateur, agréé par arrêté du ----- au titre de la filière à responsabilité élargie des producteurs pour répondre aux exigences fixées par le Cahier des charges annexé à l'arrêté du 12 octobre 2023 précité.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, Ecomaison, Valdélia et Valobat, ont conjointement arrêté les termes du présent contrat relatif à la prise en charge des DEA mentionnés à l'article R543-240 du Code de l'environnement par les collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets, sous l'égide de l'OCA.

La Collectivité a mis en place, dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une Collecte des DEA et des EA usagés, et souhaite contracter avec un éco-organisme agréé afin de bénéficier des financements et des services qu'il propose pour la gestion de ceux-ci.

A la date du signature du présent Contrat, en application des dispositions des articles L541-10 II et R. 541-108 du Code de l'environnement et de l'annexe III de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement, il appartient à un éco-organisme désigné aux Conditions particulières en sa qualité d'éco-organisme agréé (« l'Eco-organisme désigné ») d'assurer auprès de la Collectivité la prise en charge de la Collecte des DEA qui lui incombe.

C'est dans ces conditions que les Parties se sont réunies aux fins des présentes.

Ceci expose, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

## **ARTICLE PRELIMINAIRE : DEFINITIONS**

Font partie intégrante du Contrat, l'ensemble des procédures disponibles dans le Système d'information et les annexes.

Chaque fois qu'ils sont utilisés, les termes suivants, employés avec une majuscule, au singulier ou au pluriel, auront le sens défini ci-après :

- **Acteurs du réemploi ou de la réutilisation** : désigne les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation ayant accès, à une Zone dédiée au réemploi ou à la réutilisation des Eléments d'ameublement, dans les conditions prévues par une convention établie avec un ou plusieurs de ces Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation. Les Acteurs du réemploi ou de la réutilisation sont au moins ou prioritairement des entreprises relevant des articles 1 et 2 de la loi N° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- **Autres collectivités** : désigne les Collectivités membres ou adhérentes de la Collectivité signataire.
- **Benne** : désigne les Conteneurs en bas de quai pour la collecte des EA
- **Bordereau de transport** : désigne la lettre de voiture visée à l'article L 132-9 du code de commerce.
- **Cahier des charges** : désigne l'annexe I à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2023 portant cahier des charges d'agrément des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à Responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement désignés à l'article R.543-240 du Code de l'environnement, en application des articles L.541-10, L.541-10-1 (10°) et R.543-240 et suivants du Code de l'environnement,
- **Collecte non séparée** : la collecte des flux de DEA avec d'autres types de déchets issus de produits ne relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, ou de déchets issus de produits relevant de ces obligations pour lesquels l'éco-organisme n'est pas agréé, et respectant les conditions de l'article D. 543-281.
- **Collecte séparée** : la collecte des flux de DEA qui sont séparés des autres flux de déchets, ou qui sont collectés conjointement avec d'autres flux de déchets issus de produits relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, pour lesquels l'éco-organisme est agréé, et respectant les dispositions de l'article D. 543-281 du code de l'environnement ;
- **Collectivité** : désigne la collectivité ou le groupement de collectivités territoriales titulaire de la compétence collecte et/ou traitement dans le cadre du SPGD sur la totalité du Périmètre du Contrat.
- **Comité de concertation** : désigne le comité de conciliation associant des Représentants de collectivités territoriales chargées du SPGD.
- **Contenant** : désigne les Bennes ou autres équipements de stockage et de transport destinés à la gestion des DEA ou d'EA usagés mis à la disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné.
- **Contrat** : désigne le présent Contrat multipartite, incluant les conditions générales et les conditions particulières, et leurs annexes, et leurs éventuels avenants.
- **DEA** : désigne les déchets d'Eléments d'ameublement.
- **Déchèterie** : désigne une installation publique de gestion des déchets ménagers et assimilés constituée d'un espace aménagé et protégé où les usagers peuvent déposer leurs déchets qui ne peuvent être collectés avec les ordures ménagères en raison de leur volume, de leur poids ou de leur nature (toxique). La Déchèterie publique au sens du Contrat s'inscrit dans le Périmètre défini aux Conditions particulières.
- **Détenteur** : au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, le Détenteur est entendu comme tout producteur des déchets et/ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets. Dans le cadre du Contrat, la détention est définie par le fait, pour une personne physique ou morale, de se trouver en possession de déchets. Concerne uniquement le Détenteur au sens de l'article L541-1-1 C. Env qui apporte lui-même les DEA ou les EA en Déchèterie.

- **Détenteur professionnel** : désigne le professionnel se trouvant en possession de DEA ou d'AE usagés qu'il apporte en Déchèterie. Concerne uniquement le Détenteur professionnel disposant d'une carte pro)
- **Eco-organisme désigné** : désigne l'Eco-organisme désigné par l'OCA pour gérer les DEA de la Collectivité. L'éco-organisme désigné peut changer en cours de Contrat, sans que cela n'ait d'incidence sur la continuité du SPGD. L'Eco-organisme désigné figure aux Conditions particulières du Contrat.
- **Eco-organismes signataires** : désigne les sociétés titulaires d'un Agrément signataires du Contrat.
- **Éléments d'ameublement ou EA** : désigne les éléments d'ameublement couverts par les dispositions des articles L. 541-10, L. 541-10-1 (10°) et R. 543-240 suivants du C. Env.
- **Enlèvement** : désigne l'opération lors de laquelle un Opérateur de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec un Eco-organisme désigné, procède, à la suite d'une demande de la Déchèterie, à la collecte gratuite des DEA et les achemine vers un centre de tri ou de traitement.
- **Enlèvement et traitement par l'Eco-organisme désigné** : désigne la prise en charge par l'Eco-organisme désigné de l'ensemble des opérations de gestion des DEA, à compter de leur Enlèvement par un Opérateur de gestion des déchets missionné par l'Eco-organisme désigné. Dans cette hypothèse, l'Eco-organisme désigné apporte un soutien opérationnel à la Collectivité.
- **Interface administrative unique** : désigne l'interface mise à disposition de la Collectivité. Elle a notamment pour objet de centraliser les données administratives de la Collectivité, de proposer le Contrat aux Collectivités et de les mettre en relation avec le Système d'information de l'Eco-organisme désigné. En 2024 au minimum, le portail TERRITEO assurera le rôle d'Interface administrative unique pour les données administratives générales, ce qui concerne le portail TERRITEO.
- **Liquider/liquidation** : désigne la détermination par l'Eco-organisme désigné du montant des soutiens financiers porté sur la facture pro forma des soutiens téléchargeables dans le Système d'information.
- **OCA** : désigne l'éco-organisme coordonnateur agréé de la filière de REP EA.
- **Opérateur de gestion des déchets** : désigne le prestataire de l'Eco-organisme désigné, chargé de l'Enlèvement des DEA ou d'autres opérations de gestion des déchets.
- **Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation** : désigne la personne morale réalisant des opérations de réemploi et de réutilisation au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, et favorisant la prévention des déchets.
- **Périmètre** : désigne le territoire de la Collectivité couvert par le Contrat, tels que définis aux articles 2, 3 et 4 des Conditions particulières.
- **Prélèvement** : désigne l'action de prélever tous les EA qui peuvent faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation.
- **Règlement de collecte** : règlement de collecte adopté par la Déchèterie
- **Règlementation** : désigne toute disposition juridique normative en vigueur s'imposant aux Parties dans le cadre du Contrat.
- **REP EA** : désigne la filière de responsabilité élargie du producteur des éléments d'ameublement.
- **Représentants** : désigne les représentants des collectivités territoriales, à savoir notamment l'AMF, Régions de France, le CNR, AMORCE et Intercommunalités de France.
- **SPGD** : désigne le service public de gestion des déchets.

- **Système d'information** : désigne le portail internet mis à disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné. Il permet notamment d'assurer la gestion financière et opérationnelle du Contrat.

- **TERRITEO** : désigne le portail administratif commun aux éco-organismes permettant la centralisation des informations administratives relatives aux collectivités.

- **Zone de réemploi ou réutilisation** : désigne la zone au stockage temporaire d'EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, fermée, sécurisée.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

## **ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

Le Contrat a pour objet de régir les relations entre les Eco-organismes signataires et la Collectivité qui assure la reprise des DEA et des EA usagés dans le cadre du service public de gestion des déchets, dans le cadre des articles R541-102, R541-104 et R541-105 du code de l'environnement et de l'arrêté. Il intervient dans le cadre des obligations qui pèsent sur les metteurs en marché des EA à l'égard de la Collectivité.

Les Parties reconnaissent expressément que le Contrat constitue l'unique document contractuel pour la gestion des DEA et de EA pour toute la période 2024-2029 à l'égard de la Collectivité.

Le Contrat est constitué des documents suivants, par ordre d'importance :

- Les présentes Conditions générales
- Les Conditions particulières
- Les annexes suivantes :

Annexe 1 - Périmètre du Contrat

Annexe 2 - Schéma de collecte

Annexe 3 - Conditions techniques et niveaux de services

Annexe 3A - Conditions d'enlèvements et mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants

Annexe 3B - Barème de soutiens

Annexe 4 - Communication

Annexe 5 - Caractérisations, Bilans matières et justificatifs

Annexe 6 - RGPD

Les documents du Contrat sont disponibles dans le système d'information de l'Eco-organisme désigné. La Collectivité déclare expressément avoir pris connaissance de l'ensemble de ces documents préalablement à la conclusion du Contrat.

En complément du Contrat, l'ensemble des procédures est disponible dans les Systèmes d'information de l'Eco-organisme désigné.

## **Article 2 : CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT**

Le Contrat s'applique sur l'ensemble du territoire de compétence de la Collectivité en charge du SPGD. Tous les DEA collectés et/ou traités par la Collectivité seront pris en charge financièrement ou opérationnellement, par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné est identifié aux Conditions particulières.

Le territoire de la Collectivité est déterminé par référence aux données reportées par la Collectivité sur TERRITEO au moment de la contractualisation, figurant aux Conditions particulières. En cas de modification du Périmètre, l'Eco-organisme désigné en est informé dans les conditions prévues à l'article 12 des Conditions générales.

Le Contrat est applicable sur le territoire métropolitain et sur le territoire des départements-régions d'outre-mer (DROM) et des collectivités d'outre-mer (COM) sur lesquels la réglementation relative à la filière de REP EA s'applique.

## **Article 3 : DATE DE PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT**

Le Contrat entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de signature par la Collectivité et prend fin au plus tard le 31 décembre 2029.

Par exception pour 2024, lorsque la Collectivité signe le Contrat en 2023, le Contrat entre en vigueur au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Si la Collectivité était en Contrat lors du précédent agrément, le Contrat entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Par exception, en cas de renouvellement de l'agrément d'au moins un des Eco-organismes signataires du Contrat après le 31 décembre 2029, le Contrat continuera de produire ses effets jusqu'à la signature du nouveau contrat prévu par le renouvellement des agréments et au plus tard jusqu'à 31 mars 2030.

Il peut prendre fin de manière anticipée dans les conditions précisées à l'article 13 des Conditions générales.

Aucune stipulation du Contrat ne peut s'interpréter comme obligeant l'Eco-organisme désigné à demander le renouvellement de son agrément, ni comme pouvant tenir l'Eco-organisme désigné responsable des conséquences directes ou indirectes d'un refus de renouvellement de son agrément.

## **Article 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **4.1 : ENGAGEMENTS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ VIS-À-VIS DE LA COLLECTIVITÉ**

#### **4.1.1 : Collecte Séparée dans les Déchèteries**

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en place la Collecte Séparée dans les Déchèteries selon les modalités décrites en annexe 2 des Conditions Générales.

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en œuvre les soutiens relatifs aux Benches prévus au Cahier des charges concernant les EA usagés et les DEA faisant l'objet d'une Collecte séparée sur les Déchèteries entrant dans le Périmètre du Contrat, conformément aux Annexes 1 et 2 des Conditions générales. Les informations concernant les Déchèteries sont transmises par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné via TERRITEO.

Selon les dispositions du Contrat, l'Eco-organisme désigné s'engage à :

- équiper les Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée en mettant gratuitement à disposition de la Collectivité volontaire les Conteneurs de collecte et de pré-collecte destinés au dépôt des DEA faisant l'objet de la Collecte séparée,
- organiser l'Enlèvement et le traitement des DEA collectés séparément,
- liquider et verser les soutiens financiers conformément aux annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) des Conditions générales,
- accompagner et soutenir financièrement les opérations de communication de la Collectivité conformément aux annexes 3 (3, 3A et 3B) et 4.
- fournir à la Collectivité les données statistiques de collecte et de valorisation compatible avec le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public.

Pour les Déchèteries qui, à la date de signature du présent contrat, ne sont pas équipées de deux Conteneurs, un plan d'évolution vers le schéma cible est défini en commun.

L'Eco-organisme désigné propose à la Collectivité un accompagnement technique pour la mise en place de la Collecte séparée lorsque celle-ci n'a jamais été mise en œuvre précédemment.

#### **4.1.2 : Collectes non séparées en Déchèterie et la Collecte des encombrants en porte à porte**

##### **Principes**

L'Eco-organisme désigné s'engage à soutenir financièrement, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B), les DEA collectés et valorisés par les Collectivités, provenant des Collectes non séparées.

Les DEA soutenus financièrement sont exclusivement issus de dispositifs de Collectes non séparées suivants :

- Dispositifs de collecte d'encombrants en porte à porte du Périmètre valorisant des DEA, visés à l'article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales (collecte régulière en porte à porte ou sur appel) sous réserve que cette Collecte d'encombrants en porte à porte concoure à la réutilisation ou au recyclage de ces Déchets.
- Collecte en mélange des EA inertes et ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

Collecte en mélange des EA hors inertes et hors ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

#### **Evaluation des quantités de DEA collectés non séparément**

Pour les DEA collectés non séparément, il est déterminé une estimation conventionnelle des quantités de DEA contenus dans une Collecte non séparée de déchets, désignée comme le « tonnage équivalent DEA ». Le « tonnage équivalent DEA » est calculé comme le produit des quantités de déchets collectés non séparément et contenant des DEA par un taux de présence moyen conventionnel de DEA, fonction des modalités de collecte non séparée (notamment déchèterie accueillant uniquement des ménages, déchèterie accueillant des ménages et des professionnels, collecte en porte-à-porte). Les taux de présence moyen conventionnel de DEA sont déterminés suivant un protocole établi en concertation avec les Représentants et présenté dans l'annexe 5 aux Conditions générales, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisation, précisions des résultats et délais de réalisation. Le protocole n'est pas individualisé pour la Collectivité.

Chaque taux de présence moyen conventionnel de DEA est actualisé au plus une fois par an, à partir des résultats d'une campagne complète de caractérisations de déchets collectés non séparément et contenant des DEA diligentée par l'OCA conformément aux dispositions de l'annexe 5 aux Conditions générales.

Les taux de présence moyens conventionnels de DEA applicables pour le calcul des soutiens financiers dus au titre de la collecte de l'année N sont les taux déterminés selon les dispositions susvisées, issus de la campagne de caractérisation de l'année N-1. Ils sont validés par l'OCA.

Après chaque campagne, les résultats détaillés et les taux de présence moyens conventionnels en résultant sont transmis par mail par l'Eco-organisme désigné à la Collectivité. Ces taux s'appliquent sur la période de collecte débutant l'année suivante, avec un délai de prévenance minimal d'un mois avant le début de l'année concernée.

Lorsque la Collectivité participe à une campagne de caractérisations en Collecte non séparée diligentée par l'Eco-organisme désigné ou par l'OCA, la Collectivité facilite, à l'Eco-organisme désigné ou à toute personne mandatée par l'Eco-organisme désigné, l'accès à ses sites et à ceux de ses prestataires.

#### **4.2.2 : Collecte par les services de Propreté Urbaine de la Collectivité**

L'Eco-organisme désigné s'engage à prendre en charge opérationnellement le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en donnant accès à ses centres de tri pour un dépôt des EA.

Si les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine le justifient, l'Eco-organisme désigné s'engage également à prendre en charge opérationnellement l'Enlèvement et le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en mettant à disposition deux Contenants pour les « EA bois » et les « EA multi-matériaux » sur un site de type Centre Technique Municipal, désigné par la Collectivité, sous réserve de la conformité réglementaire de ce site. Le tri devra être effectué par les services de la Collectivité conformément aux consignes transmises par l'Eco-organisme désigné. Des expérimentations seront menées en 2024 afin de proposer les modalités de mise en œuvre de cette collecte.

Si le règlement de collecte de la Déchèterie l'autorise et que les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine ne dégradent pas la performance de collecte, ceux-ci pourront être déposés dans les Contenants. Afin d'assurer la traçabilité de ce flux, la Collectivité devra prévenir préalablement l'Eco-organisme désigné et lui transmettre les éléments justificatifs.

## **4.2 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ VIS-À-VIS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ**

### **4.2.1 : Dispositions générales**

Le Cahier des charges fixe des prescriptions respectées par l'Eco-organisme désigné dans le cadre de son agrément au titre de l'article R 543-240 et suivants du Code de l'environnement, à charge pour l'Eco-organisme désigné de mettre en œuvre ces prescriptions via le présent contrat-type pour la filière<sup>1</sup>.

En application des dispositions de l'Arrêté prévoyant des conditions de contractualisation uniques entre les Eco-organismes signataires et les collectivités territoriales, la Collectivité s'engage d'une part à contribuer aux objectifs réglementaires de recyclage et de valorisation des DEA dans le cadre de ses relations contractuelles, et d'autre part à mettre en œuvre ses obligations contractuelles le tout conformément aux dispositions qui suivent, de manière à permettre à l'Eco-organisme désigné de respecter ses obligations au titre de son agrément.

### **4.2.2 : Collecte séparée dans les Déchèteries**

#### **Mise en place de la Collecte séparée**

La Collectivité s'engage à étudier les moyens à mettre en place pour la Collecte séparée au titre du Contrat, et à préparer la liste des Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée de deux Contenants.

#### **Gestion de la Collecte séparée**

Dès lors que la Collecte séparée est mise en place, la Collectivité s'engage à collecter les DEA et à utiliser les Contenants mis à sa disposition par l'Eco-organisme désigné selon les consignes de collecte, et à remettre les DEA ainsi collectés exclusivement à l'Eco-organisme désigné ou à son Opérateur de gestion des déchets.

En tant que dépositaire des Contenants, la Collectivité en a la garde et doit les restituer dans l'état dans lequel ils lui ont été confiés, sauf usure normale, et en faire un usage normal, conforme à leur destination. Elle met en place la signalétique et la communication nécessaire, conformément aux recommandations de l'Eco-organisme désigné, afin de sensibiliser les usagers à la prévention, au réemploi et de l'informer du devenir des meubles jetés dans le Contenant dédié. Elle s'assure que les agents aient une connaissance exacte des consignes de tri. Pour ce faire elle peut notamment utiliser des supports mis à disposition par l'Eco-organisme désigné.

La Collectivité s'engage à conserver les DEA dans leur état au moment de leur collecte. La Collectivité interdit tout prélèvement de DEA sur les Déchèteries, sauf Prélèvements en vue d'un réemploi ou d'une réutilisation, effectués conformément à l'article 8 des Conditions générales. La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des Enlèvements et s'engage à respecter les conditions de mise à disposition et d'Enlèvement, conformément à l'Annexe 2 aux Conditions générales.

Le Contrat ne peut en aucune manière s'interpréter comme conférant à l'Eco-organisme désigné le titre d'exploitant ou de chef d'établissement des Déchèteries, ni d'employeur du personnel employé sur les Déchèteries, ni de donneur d'ordre des prestataires de la Collectivité, de telle manière que la Collectivité conserve seule les obligations relatives à la conformité à la Réglementation des déchèteries et à la sécurité des personnes (agents, usagers, prestataires notamment).

La Collectivité décide et met en œuvre les moyens adaptés afin de prévenir les vols, dans la limite des contraintes économiques et techniques. En cas d'incidents graves et répétés, la Collectivité informe l'Eco-organisme désigné et entame les procédures nécessaires.

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné s'informent réciproquement des dysfonctionnements, des incidents et des sanctions administratives ou pénales dont ils ont connaissance, impactant la collecte, la mise à disposition des Contenants et l'Enlèvement des DEA collectés séparément (fermeture de la Déchèterie lors de l'Enlèvement, retard de l'Opérateur de gestion des déchets, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des Contenants par exemple). Le cas échéant, les Parties examinent ensemble les mesures nécessaires pour remédier à ces incidents, à l'initiative de la Partie la plus diligente.

---

<sup>1</sup> "Les activités du titulaire sont menées dans un souci de cohérence générale de la filière des déchets susvisés. Elles impliquent pleinement le détenteur, et sont conduites dans le cadre d'une démarche partenariale qui associe l'ensemble des acteurs de la filière REP des DEA [...]".

Dans le cadre du déploiement de points de collecte complémentaires de proximité par L'Eco-organisme désigné, visé au 1.4 de l'annexe 1 aux Conditions générales, la Collectivité s'engage à participer à la démarche de développement et de communication sur la mise en œuvre de ces points de Collecte et à accompagner l'Eco-organisme désigné dans leur mise en place, selon ses moyens.

La Collectivité autorise l'Eco-organisme désigné à prendre des images (photographies et films) des points de collecte permanents et temporaires de Collecte séparée, et autorise l'Eco-organisme désigné, ou toute personne mandatée par l'Eco-organisme désigné, à accéder à ces points de collecte aux fins de prendre ces images, dans le respect des règles de sécurité. L'Eco-organisme désigné s'engage à informer la Collectivité préalablement. L'Eco-organisme désigné s'engage à respecter le droit à l'image de toute personne présente sur le point de Collecte.

Ces images peuvent notamment être enregistrées dans une base de données propriété de l'Eco-organisme désigné et peuvent être exploitées par l'Eco-organisme désigné ou toute personne mandatée à cette fin, uniquement dans le cadre de ses activités soumises à agrément et après information de la Collectivité, sans paiement autre que les soutiens financiers versés par l'Eco-organisme désigné à la Collectivité.

#### **4.2.3 : Collecte non séparée**

##### **Organisation de la collecte et du traitement**

La Collectivité organise la Collecte non séparée des DEA, puis leur traitement. La Collectivité s'engage à recycler et valoriser les flux comprenant les DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée afin que cette Collecte non séparée concoure soit au moins aux objectifs de réutilisation ou de recyclage des DEA.

Le soutien à la Collecte non séparée est du par l'Eco-organisme conformément aux dispositions annexe 3A des conditions générales

##### **Traçabilité des DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée**

La Collectivité s'engage à assurer la traçabilité du recyclage et de la valorisation des DEA collectés non séparément et des déchets qui sont issus de ce recyclage et de cette valorisation, depuis leur collecte jusqu'à leur exutoire final, que les DEA soient gérés en régie ou par des tiers. Elle identifie, pour chaque modalité de collecte, les installations de traitement final et transmet à l'Eco-organisme désigné, dès la signature du Contrat, la liste des prestataires de collecte et de traitement, ainsi que la description des modalités opérationnelles de collecte et de traitement. La Collectivité actualise périodiquement ces informations via le Système d'information, au plus tard lors des déclarations semestrielles dans les conditions de l'article 6.1.2 en cas de changement d'exutoires et a minima une fois par an.

##### **Collecte des DEA des détenteurs professionnels**

Dans le respect du règlement intérieur de la Déchèterie, la Collectivité, dès lors qu'elle donne accès à ses déchèteries aux détenteurs professionnels DEA, s'engage à accepter les dépôts de DEA par les professionnels sans frais pour ces détenteurs dès lors qu'ils présentent leur carte d'accès nominative en cours de validité, délivrée par l'Eco-organisme désigné et qu'ils respectent et les conditions techniques d'accès définies par la Collectivité. Si l'apport d'un professionnel perturbe le fonctionnement de la Déchèterie, la Collectivité informe le l'Eco-organisme désigné.

#### **4.2.4 : Non-respect des engagements de la Collectivité**

Lorsque la Collectivité ne respecte pas l'une des obligations définies au Contrat, l'Eco-organisme désigné peut mettre en demeure la Collectivité de respecter ses obligations, même à bref délai. La mise en demeure explicite les dispositions du Contrat qui n'ont pas été respectées, et mentionne le délai dans lequel la Collectivité pourra faire valoir ses observations par écrit. A l'issue de ce délai et sans accord entre les parties, à défaut de satisfaire à ses obligations, et sans préjudice du droit l'Eco-organisme désigné à réparation de son préjudice, la Collectivité s'expose à l'arrêt des versements des soutiens, en fonction de la gravité de ses manquements. A la levée de la mise en demeure, le versement de soutiens est rétabli par l'Eco-organisme désigné pour l'intégralité des tonnages conformes enlevés par l'éco-organisme désigné

#### **4.2.5 : Actualisation des informations administratives de la Collectivité**

Sans préjudice des dispositions de l'article 14, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais et exclusivement via TERRITEO, à informer l'Eco-organisme désigné de toute modification administrative nécessaire à l'exécution du Contrat, notamment de son périmètre.

La Collectivité s'oblige à identifier les contacts opérationnels permanents de l'Eco-organisme désigné par leurs fonctions au sein de la Collectivité, et à les mettre à jour dans les meilleurs délais pour la bonne exécution du Contrat.

## **Article 5 : COMMUNICATION**

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans les opérations de communication de proximité relatives aux Eléments d'ameublement. Les actions éligibles aux soutiens figurent dans l'annexe n°4 aux Conditions générales.

Les supports et outils de communication à destination des citoyens et des personnels des Déchèteries (kits de formation) sont mis à disposition gratuitement via le site internet de l'Eco-organisme désigné ou du Système d'information.

L'Eco-organisme désigné favorise l'échange de bonnes pratiques de communication et le retour d'expériences entre collectivités. Dans cet objectif, la Collectivité peut être associée, si elle le souhaite, à des réunions de travail et de restitution, proposées par l'Eco-organisme désigné.

## **Article 6 : DÉCLARATIONS ET LIQUIDATION DES SOUTIENS FINANCIERS ET RAPPORTS ANNUELS**

### **6.1 : SOUTIENS FINANCIERS**

#### **6.1.1 : Cas général**

L'Eco-organisme désigné s'engage à Liquider et verser semestriellement les soutiens financiers relatifs à la Collecte séparée, à la Collecte non séparée et au traitement des déchets issus de la Collecte non séparée et à la Communication, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) et aux dispositions du présent article.

#### **6.1.2 : Déclaration Collecte non séparée et données de collecte séparée**

La Collectivité doit procéder à une déclaration, selon le « *mode d'emploi déclaration* », disponible dans le Système d'information, qui précise le contenu et le format de la déclaration et les justificatifs à joindre à la déclaration. La Collectivité dispose pour ce faire d'une période de déclaration de 60 jours au terme de chaque semestre civil.

Les déclarations et ses justificatifs doivent permettre d'assurer la traçabilité des DEA depuis leur collecte et par mode de collecte (le cas échéant, avec l'indication de la Déchèterie) jusqu'au traitement final, en indiquant les modalités de traitement.

Elles doivent être établies à fréquence semestrielle, précisant les quantités totales de déchets contenant des DEA et leurs exutoires finaux, par mode de collecte (pour chaque Déchèterie en Collecte non séparée et pour la collecte en porte-à-porte) ainsi que les quantités par mode de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation ou élimination), avec les justificatifs de cette déclaration. La déclaration comprend notamment :

- l'identification précise du/des sites de traitement intermédiaires et finaux et l'identité du/de leurs exploitants, pour chaque prestataire de la Collectivité,
- le détail des tonnages collectés par site et par mois,
- le bilan matière détaillé du traitement réalisé pour le compte de la Collectivité, suivant les modalités de calcul de l'Annexe 5 et que le ou les sites désignés par cette dernière,
- les arrêtés d'exploitation des sites de traitement final par combustion (chaudières), en cas d'évolution de ces derniers,
- la performance énergétique –(PE) des UVE utilisées par la Collectivité.

Les justificatifs à joindre à la déclaration sont précisés dans l'Annexe 5 aux Conditions générales.

Au terme de chaque semestre civil, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A.1.2 de l'annexe 3B).

A compter de la soumission de la déclaration par la Collectivité, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours, soit pour Liquider les autres soutiens après contrôle et validation de la déclaration, soit pour procéder à des demandes

d'informations ou de justificatifs complémentaires, soit encore pour informer la Collectivité des motifs pour lesquels les autres soutiens ne peuvent être liquidés. Les autres soutiens ne peuvent pas être liquidés, et donc payés, tant que la déclaration (en cela compris ses justificatifs) n'est pas complète et conforme aux exigences de déclaration.

Les soutiens financiers qui peuvent être Liquidés et versés par l'Eco-organisme désigné le sont par période semestrielle échue.

### **6.1.2 : Paiement des soutiens**

La Collectivité peut émettre un titre de recette dès la Liquidation d'un soutien par l'Eco-organisme désigné. Les soutiens Liquidés sont versés par l'Eco-organisme désigné dans un délai de 30 jours à réception du titre de recettes émis par la Collectivité conformément à l'état communiqué par l'Eco-organisme désigné.

Lorsque subsiste un désaccord notamment sur la déclaration de la Collectivité ou sur les justificatifs fournis, ou en l'absence des justificatifs correspondants, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés, et les Parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges de l'article 21.

Le paiement des soutiens par l'Eco-organisme désigné est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont l'Eco-organisme désigné pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la Collectivité sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

### **6.2 : RAPPORT D'ACTIVITES**

Pour la Collecte séparée, l'Eco-organisme désigné met à disposition de la Collectivité au travers du Système d'information les données relatives aux Enlèvements réalisés et aux tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné dresse semestriellement un état récapitulatif des tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné et met à disposition chaque année un rapport d'activités, via e Système d'information, des tonnages soutenus, des soutiens versés, des résultats atteints dans un format et un délai compatible avec la réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de Gestion des Déchets ménagers et assimilés.

### **6.3 : DEMATERIALISATION**

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via le Système d'information.

La Collectivité a accès en permanence au décompte des tonnages collectés opérationnellement dans le Système d'information.

### **Article 7 : RECOURS À DES TIERS**

Chaque Partie peut, de plein droit, missionner tout tiers de droit privé pour réaliser toute ou partie des tâches nécessaires à l'exécution du Contrat.

Chaque Partie demeure responsable vis-à-vis de l'autre Partie de toute inexécution ou exécution fautive du Contrat, du fait et des fautes des tiers qu'il a missionnés et de ses préposés, sauf cas de force majeure.

La Collectivité s'engage à ce que l'Eco-organisme désigné puisse procéder, le cas échéant, aux contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales auprès des tiers missionnés par la Collectivité et par les Autres Collectivités pour la Collecte et le cas échéant les Enlèvements et le traitement des DEA.

## **Article 8 : RECOURS AUX ACTEURS DU RÉEMPLOI ET DE LA RÉUTILISATION**

Le Cahier des charges prévoit de favoriser l'accès au gisement de DEA aux Acteurs du réemploi ou de la réutilisation dans le cas où la demande d'EA usagés excède l'offre.

Dans cet objectif, si la Collectivité a un partenariat avec un Acteur du réemploi et de la réutilisation, elle s'engage à travailler à la mise en place des dispositions nécessaires afin de préserver l'intégrité et de permettre le prélèvement, avant mise en benne dans les Déchèteries, des EA usagés en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par cet Acteur du réemploi et de la réutilisation ou la Collectivité elle-même.

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné la liste des Déchèteries sur lesquelles elle organise un tel prélèvement, ainsi que la liste des Acteurs du réemploi et de la réutilisation concernés par ce prélèvement.

Les dons des particuliers, faits directement aux Acteurs du réemploi et de la réutilisation hors des Déchèteries, ainsi que les marchés de collecte en porte à porte ou sur appel entre la Collectivité et les Acteurs du réemploi et de la réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cet article.

## **Article 9 : RESPONSABILITÉS, TRANSFERT DES RISQUES ET DE LA PROPRIÉTÉ DES DÉCHETS**

### **9.1 : Collecte séparée**

En tant que détentrice des DEA au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement jusqu'à leur Enlèvement, la Collectivité assure la garde des DEA jusqu'à leur Enlèvement par l'Eco-organisme désigné, le transfert de la propriété ayant lieu à l'issue du chargement du Contenant dédié aux DEA sur le véhicule effectuant l'Enlèvement des DEA sur le point de collecte.

La Collectivité s'engage à céder gratuitement la propriété des DEA collectés séparément à l'Eco-organisme désigné ou tout Opérateur de gestion des déchets qu'il se substitue, la cession des DEA par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné ayant lieu avec le transfert du risque.

Toutefois, il n'y a jamais transfert de la garde et cession pour des DEA qui seraient contaminés au sens de la réglementation en vigueur de telle sorte que les caractéristiques de danger des DEA soient modifiées par cette contamination, ou qui seraient radioactifs, ou pour des déchets autres que des DEA et en mélange avec les DEA. Toute non-conformité visant la cession de DEA contaminés ou radioactifs fera l'objet de l'émission d'un dysfonctionnement le cas échéant au travers du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et d'une procédure d'isolement au plus tard lors de la première rupture de charge sur le site de l'Opérateur de gestion des déchets intervenant pour l'Eco-organisme désigné. Dans le cas ci-dessus, la Collectivité prend en charge le contenu du Contenant s'il est contaminé ou radioactif.

Les Opérateurs de gestion des déchets conservent seuls la possession des Conteneurs mis à disposition de la Collectivité pour la Collecte séparée. La Collectivité en assure seule la garde sur le point de collecte jusqu'à leur chargement lors de l'Enlèvement, et est responsable de ce fait de tout dommage du fait des Conteneurs ou aux contenants, sauf à prouver que le dommage a pour cause une défaillance du Contenant ou de l'Opérateur de gestion des déchets ou en cas de force majeure. Cette disposition ne s'applique pas à l'usure normale du Contenant.

La Collectivité s'engage pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à :

- Utiliser les Conteneurs mis à sa disposition conformément aux consignes d'utilisation figurant dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, et informer ce dernier des éventuelles difficultés rencontrées dans leur utilisation ;
- Prendre soin desdits Conteneurs, ceux-ci étant la propriété de l'Opérateur de gestion des Déchets, et à garantir leur intégrité.

### **9.2 : Collecte non séparée**

La Collectivité est seule gardienne propriétaire et détentrice des DEA collectés non séparément, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale par ses soins ou toute entité qu'elle se sera substitué.

### **9.3 : Disposition commune à la collecte séparée et à la collecte non séparée**

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, la désactivation d'une Déchèterie, conformément au point 1.2.2 de l'Annexe 1 aux Conditions générales, ne peut donner lieu à aucune réparation du préjudice pendant la période de désactivation, financièrement ou en nature, par l'une des Parties en faveur de l'autre Partie.

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, lorsque les Parties conviennent d'un commun accord de maintenir active une Déchèterie ne respectant pas les obligations de ladite annexe 1 dans le dispositif de collecte : la Collectivité demeure seule responsable des conséquences d'un éventuel manquement à la Réglementation vis-à-vis de l'administration.

### **Article 10 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES D'INFORMATION DU PUBLIC**

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R. 543-248 du Code de l'environnement. Ils informent également sur les filières mises en place pour développer le réemploi des EA usagés, ainsi que la réutilisation, le recyclage et la valorisation des DEA.

### **Article 11 : CONTRÔLES**

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre tout dispositif de contrôle propre à assurer la validité des données qui servent au calcul des soutiens, à prendre toutes dispositions correctives et à aviser l'Eco-organisme désigné de tout fait ayant une incidence sur l'exécution du Contrat.

L'Eco-organisme désigné peut mandater des tiers pour effectuer les contrôles sur pièces ou/et sur place (visites et entretiens), sur ses sites ou le cas échéant ceux des prestataires de collecte et de traitement de la Collectivité, ou repreneurs opérant pour le compte de celle-ci, ainsi qu'auprès des Opérateurs de gestion des déchets en charge des Enlèvements et du traitement des DEA de la Collectivité, et de ceux des Autres Collectivités. Les contrôles doivent permettre de vérifier la véracité des déclarations et des justificatifs fournis par la Collectivité ou par des prestataires ou repreneurs opérant pour le compte de la Collectivité et des Autres Collectivités, y compris par rapprochement avec les justificatifs de repreneurs. A cette fin, la Collectivité s'engage à aménager dans ses contrats avec ses prestataires et repreneurs un droit de contrôle de l'Eco-organisme désigné conforme aux exigences de contrôle du Contrat, et à faire aménager un droit identique dans les contrats susvisés des Autres Collectivités.

La Collectivité, si elle fait partie d'une campagne d'audit, est informée par l'Eco-organisme désigné, le mois qui précède le contrôle.

Le tiers diligenté par l'Eco-organisme désigné procède à ces contrôles selon les méthodes habituelles d'audit.

A l'occasion de ces contrôles, la Collectivité s'engage à fournir tout document justificatif original (bordereaux de suivi, contrats, factures...) lié à l'ensemble des opérations concernées par le Contrat, à l'Eco-organisme désigné ou au tiers mandaté par l'Eco-organisme désigné à cet effet. L'Eco-organisme désigné informera la Collectivité et/ou les Autres Collectivités et/ou les prestataires visés au présent article de ses demandes, au moins 48 heures à l'avance, de façon à ne pas gêner l'exploitation. Lorsque les documents justificatifs existent uniquement sur un support dématérialisé, le tiers mandaté peut procéder aux vérifications nécessaires permettant de s'assurer de la véracité des documents dématérialisés.

Suite à ces contrôles, l'Eco-organisme désigné s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la Collectivité de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La Collectivité peut demander à être entendue par l'Eco-organisme désigné, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la Collectivité accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. Le bilan des tonnages déclarés par la Collectivité et soumis pour validation à l'Eco-organisme désigné en vue du calcul du soutien, tient compte du résultat de cet audit. En cas de trop-perçus de soutiens par la Collectivité, la régularisation pourra intervenir lors de la déclaration semestrielle suivante, sauf si le Contrat prend fin à l'expiration du semestre en cours ou si les trop-perçus excèdent le montant prévisionnel des soutiens pour le semestre suivant, la régularisation deviendra immédiatement exigible.

A défaut de transmission du plan d'actions correctif ou de mise en œuvre des actions correctives prévues par ce plan, l'Eco-organisme peut suspendre le versement des soutiens sur les Flux concernés jusqu'à ce que ledit plan soit remis et exécuté, y compris les Enlèvements, ou résilier le Contrat dans les conditions prévues à l'article 15 des Conditions générales. Préalablement à la résiliation, l'Eco-organisme désigné saisit le Comité de concertation.

## **Article 12 : MODIFICATION DU CONTRAT**

### **12.1 : Modification des conditions générales et de leurs annexes**

Les Conditions générales et leurs annexes peuvent être modifiées.

Ces modifications font l'objet d'une concertation entre les Eco-organismes signataires et les représentants des collectivités dans le cadre du Comité de concertation.

Les Eco-organismes signataires notifient par tout moyen à la Collectivité toute modification des conditions générales ou de leurs annexes, avec la date de la prise d'effet de cette modification, au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet sous réserve des dispositions qui suivent.

En cas de refus de cette modification, la Collectivité résilie son Contrat avec l'Eco-organisme désigné, dans le mois précédant la prise d'effet, de façon à ce que le Contrat prenne fin la veille de la prise d'effet de la modification. A défaut de résiliation dans le délai prévu au présent article, la modification des conditions générales ou de leurs annexes prend effet, sans nécessité d'un avenant, et sans que l'absence d'une nouvelle délibération de la Collectivité soit opposable à l'Eco-organisme désigné.

Par exception aux alinéas précédents, les annexes liées aux modalités d'exécution du Contrat et qui ne modifient pas son économie générale, telles que les procédures de demandes de Contenants, d'Enlèvement, de déclaration ou d'utilisation du Système d'information, peuvent être modifiées par l'Eco-organisme désigné avec un préavis de 15 jours et après concertation et avis des Représentants.

### **12.2 : Modification des conditions particulières du Contrat**

La Collectivité communique via TERRITEO toute modification de son Périmètre (fonctionnelles et territoriales) au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet. La Collectivité tient à disposition les justificatifs de l'évolution du Périmètre. L'Eco-organisme désigné prend connaissance et met à jour le Système d'information à partir de ces données. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibrage.

En dérogation au délai d'un (1) mois mentionné ci-avant, il est entendu que l'ajout comme la suppression d'un Déchèterie, prendra effet à une date fixée par l'Eco-organisme désigné concerné par ladite modification, notamment en fonction des contraintes liées à la disponibilité ou la libération des Contenants.

A compétences constantes, les modifications des dispositifs de collecte (Déchèteries ou collecte d'encombrants en porte à porte) ou des modes de collecte ne sont pas considérées comme des modifications du Contrat, et relèvent des dispositions contractuelles relatives à l'exécution de la collecte.

Les informations figurant aux Conditions particulières ou en annexe 1 à celles-ci, spécifiques à la Collectivité, peuvent être modifiées unilatéralement par la Collectivité sur le portail TERRITEO, et le cas échéant sur les Système d'information de l'Eco-organisme désigné, chaque fois que l'information est signalée comme modifiable dans ceux-ci, dans le respect du délai d'un (1) mois prévu ci-avant. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibrage.

### **12.3 : Autres modifications du Contrat**

Toute autre modification, y compris des compléments au Contrat, par exemple pour des expérimentations, nécessite la conclusion par les Parties d'un échange préalable et écrit spécifique.

## **Article 13 – CONTRACTUALISATION**

### **13.1 : Conditions administratives relatives à la contractualisation**

#### **13.1.1 Fourniture des données administratives par le portail TERRITEO**

La Collectivité renseigne ses données administratives générales sur le portail TERRITEO, conformément à l'article 13.2 ci-après.

Elle y fait sa demande de mise en relation contractuelle avec les éco-organismes agréés pour la filière de REP EA, le portail TERRITEO ayant le rôle de Guichet unique qui centralise l'ensemble des demandes des Collectivités.

#### **13.1.2 Procédure d'élaboration du Contrat avec l'OCA**

Lorsque la Collectivité effectue une demande de mise en relation contractuelle pour la filière de REP EA sur le portail TERRITEO, elle accepte expressément que les données administratives relatives à cette demande soient transférées à l'Eco-organisme désigné.

Dans ce système d'information de l'Eco-organisme désigné, la Collectivité suit le procédé administratif de signature qui est mis en place par l'Eco-organisme désigné.

Elle assure la conformité des données administratives déclarées sur le portail TERRITEO, renseigne ses données administratives particulières prévues au Contrat, et fournit les justificatifs nécessaires à la préparation du Contrat.

#### **13.1.3 Procédure de signature du Contrat**

La Collectivité signe le Contrat avec tous les Eco-organismes agréés sur la filière de REP EA.

Un guide produit par les Eco-organismes agréés présente les différentes étapes de la procédure de contractualisation qui doivent être suivies par la Collectivité à partir de la saisine effectuée dans le cadre du Guichet unique, jusqu'à la mise en service opérationnelle du Contrat.

Il est expressément précisé que le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, est un moyen de communication d'informations et de documents. La demande de Contrat puis sa conclusion emporte l'obligation pour la Collectivité de respecter les conditions d'utilisation du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et du portail TERRITEO ([www.territeo.com](http://www.territeo.com)), consultables sur ces systèmes d'information, ainsi que les notices et modes d'emploi disponibles en ligne sur les sites internet concernés.

Pour tout nouveau Contrat, à réception du dossier de demande complété par la Collectivité et après vérification des rubriques du Système d'information de l'Eco-organisme désigné dûment remplies, avec l'ensemble des justificatifs, l'Eco-organisme désigné vérifie que la demande est complète dans les meilleurs délais, ou informe la Collectivité que son dossier est incomplet, toute erreur étant assimilée à un dossier incomplet.

#### **13.1.4 Modalités de signature du Contrat**

La conclusion du Contrat est formalisée par une signature électronique ou, à titre exceptionnel, par la signature originale d'une version imprimée du Contrat qui fera l'objet d'une numérisation.

De convention expresse valant convention sur la preuve et conformément aux dispositions des articles 1174, 1366 et 1367 du Code civil, les Parties conviennent qu'en cas de signature électronique du Contrat par le biais d'une interface spécifique, chacune s'accorde pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du Contrat par le service d'une interface. Les Parties se dispensent donc de la signature d'un quelconque exemplaire original.

### **13.2 : Informations administratives de la Collectivité**

Les informations administratives suivantes sont renseignées par la Collectivité sur le portail TERRITEO.

- Données générales de la Collectivité : Statut, nom légal, numéro SIREN, milieu ADEME, Président, adresse du siège, ...
- Périmètre contractuel de la Collectivité identifié aux conditions particulières du Contrat : identification des communes et le cas échéant des EPCI de Collecte dans le périmètre du contrat
- Liste des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat : dénomination, numéro SINOE, adresse, horaires, existence d'une Zone de réemploi ou réutilisation, existence d'un accès aux détenteurs professionnels.
- Les Contacts de la collectivité pour la mise en œuvre du Contrat, et a minima le signataire du Contrat, le référent administratif et le référent technique du compte de la Collectivité.

La Collectivité complète les informations nécessaires sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné en vue de signer son Contrat, pour chacune des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat, notamment :

- les choix de gestion des DEA compris dans le Périmètre du Contrat, parmi la liste des choix possibles précisés à l'annexe 2 aux Conditions générales,
- les modalités d'organisation et de gestion de la Zone de réemploi ou réutilisation acceptant les EA usagés dans les conditions prévues au Contrat, ainsi que la désignation des Acteurs du réemploi et de la réutilisation en contrat avec la Collectivité (dénomination, SIRET, adresse)
- l'acceptation ou non des Détenteurs professionnels,

La Collectivité s'engage à effectuer, lorsqu'elles surviennent, toutes les mises à jour nécessaires, concernant notamment l'évolution du Périmètre, sur TERRITEO, sur le portail de contractualisation de l'OCA, et sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné pour toute autre information y figurant, dans le respect des dispositions décrites aux Conditions générales en matière de modification du Contrat.

#### **Article 14 : FIN DU CONTRAT**

Le Contrat prend fin à l'arrivée de son terme ou du fait de sa fin anticipée dans les conditions qui suivent.

##### **14.1 : Principe général**

Le Contrat continue de produire ses effets dès lors que la Collectivité et un éco-organisme au moins demeurent Parties au Contrat.

Dans cette hypothèse, le Contrat cesse de produire ses effets dès lors qu'il est résilié totalement par la Collectivité.

##### **14.2 : Suspension, retrait ou non renouvellement d'un agrément**

**14.2.1.** Dans le cas où un Eco-organisme signataire du Contrat se voit suspendre son Agrément, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire, durant toute la durée de ladite suspension.

Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Eco-organismes signataires, Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été suspendu est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

**14.2.2.** Dans le cas où l'Agrément d'un Eco-organisme signataire du Contrat est retiré ou n'est pas renouvelé, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire. Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été retiré ou n'a pas été renouvelé est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

**14.2.3.** Le Contrat est résilié de plein droit si l'Agrément de tous les Eco-organismes signataires du Contrat est retiré ou non renouvelé.

### **14.3 : Force majeure**

Le Contrat pourra être suspendu ou résilié de plein droit par la Collectivité en cas de survenance d'un événement de force majeure (i) dont la durée excéderait trois (3) mois à compter de sa notification par celle-ci aux autres Parties, et (ii) empêchant de façon temporaire ou définitive l'exécution du Contrat. Chaque Eco-organisme signataire pourra suspendre ou se retirer du Contrat dans les mêmes conditions.

### **14.4 : Résiliation du contrat par la Collectivité**

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le Contrat, avec un préavis minimum de trois (3) mois, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. La résiliation prend effet au 31 décembre de l'année en cours et est prononcée sans indemnité de quelque nature que ce soit.

### **14.5 : Manquement grave des Parties**

**14.5.1.** De convention expresse, les manquements graves ne peuvent porter que sur les engagements dont l'inexécution rend impossible ou dangereuse pour les Parties ou les tiers l'exécution du Contrat. De tels manquements peuvent justifier la résiliation du Contrat totale ou partielle, après mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de quinze (15) jours.

**14.5.2.** En cas de manquement grave par l'Eco-organisme désigné ou par la Collectivité, à l'une quelconque de leurs obligations aux termes du Contrat, le Comité de concertation sera saisi de manière à organiser une réunion de conciliation dans les conditions de l'article 21 des Conditions générales.

En cas d'urgence, la Collectivité informe l'OCA des manquements de l'Eco-organisme désigné en matière d'enlèvement afin de traiter le manquement et désigner un autre Eco-organisme Désigné.

**14.5.3.** A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, dans l'hypothèse où le manquement constaté est imputé à un Eco-organisme désigné, la Collectivité a la faculté d'imposer le retrait dudit Eco-organisme désigné qui a manqué à ses obligations, sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La Collectivité pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice.

Il est convenu que la Collectivité ne peut solliciter le retrait ou la réparation de son préjudice auprès du ou des Eco-organismes signataires qui n'ont pas commis de manquement. Les Parties conviennent que les Eco-organismes signataires ne sont responsables qu'au titre des obligations qui leur incombent respectivement.

**14.5.4.** A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, que le manquement constaté soit imputé à un Eco-organisme désigné ou à la Collectivité, l'Eco-organisme désigné aura la faculté de se retirer.

**14.5.5** Si le retrait est confirmé, le retrait est acté sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et accompagné d'un courriel.

Dans cette hypothèse, l'OCA désigne dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant le délai précité, les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

Toute Partie lésée pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice. Le règlement des litiges s'opère dans les conditions prévues à l'article 21 des Conditions générales.

## **Article 15 : EQUILIBRAGE DE LA FILIERE ET ENGAGEMENT DE L'ECO-ORGANISME DESIGNE**

**15.1.** – La Collectivité est informée que la Règlementation prévoit que des mesures d'équilibrage peuvent être entreprises, entraînant des modifications au Contrat, telles qu'une nouvelle répartition géographique. Dans la mesure du possible, dans le cas où les déséquilibres demeurent faibles, l'OCA privilégiera un équilibrage financier afin de limiter les changements d'éco-organisme en cours d'année.

La Collectivité est également informée qu'une règle d'équilibrage peut conduire à ce qu'un autre Eco-organisme signataire du Contrat devienne un Eco-organisme désigné.

Les Eco-organismes signataires s'engagent à ce que la prise en charge des DEA se fasse suivant le même schéma, financier ou opérationnel, qu'auparavant et à ce que le changement d'Eco-organisme désigné soit sans incidence sur la continuité du SPGD.

La proposition de répartition des zones géographiques du territoire national est élaborée par l'OCA en concertation avec un comité de concertation associant des représentants de collectivités territoriales chargés du service public de gestion des déchets. La substitution d'un Eco-organisme désigné par un autre Eco-organisme signataire du Contrat est formalisée sous la forme d'un avenant au Contrat.

**15.2** La Collectivité est informée par tout moyen qu'un équilibrage est entrepris au moins un (1) mois à l'avance, avec la date de prise d'effet en début du semestre suivant des modifications au Contrat. Les nouvelles modalités techniques et opérationnelles dans la prise en charge des DEA collectés sur son territoire sont portées à sa connaissance dans le même délai. La Collectivité est notamment informée dans les meilleurs délais des changements de Contenants à intervenir, des changements d'Opérateurs de gestion des déchets ou d'un changement de Système d'information.

La Collectivité donne expressément son accord, par la présente, à tout changement d'un Eco-organisme désigné à la demande de l'OCA.

La substitution d'Eco-organismes désigné, dans les conditions qui précèdent, ne peut intervenir que dans le cadre d'une mesure d'équilibrage. En particulier, aucune substitution ne saurait intervenir en cas de défaillance d'un autre éco-organisme. En toute hypothèse, le nouvel Eco-organisme désigné ne saurait être tenu responsable des éventuels manquements commis par son prédécesseur. Chaque éco-organisme fera ses meilleurs efforts afin que la transition permette d'assurer le respect du principe de continuité du SPGD.

**15.3** Le Comité de concertation est également informé des règles d'équilibrage mises en place.

## **ARTICLE 16 : RGPD**

Les dispositions en matière de SPGD sont jointes en annexe 6 des Conditions Générales.

## **ARTICLE 17 : ACCES AU SITE INTERNET ET AU SYSTEME D'INFORMATION**

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre le Système d'information à la disposition de la Collectivité, et de toute personne disposant de ses codes d'accès, dans les conditions ci-après.

Les codes d'accès qui sont choisis par la Collectivité lors de la création de son compte pour lui permettre de s'identifier et de se connecter lui sont personnels et confidentiels. En conséquence, la Collectivité est entièrement responsable de l'utilisation des codes d'accès. Toute connexion au Système d'information et toute transmission, effectuées au moyen des codes d'accès de la Collectivité seront par conséquent réputées avoir été effectuées par la Collectivité, et avec son autorisation.

La Collectivité s'engage à communiquer à L'Eco-organisme désigné des informations complètes et exactes notamment celles figurant aux Conditions particulières. Ainsi, la Collectivité s'engage à signaler et à renseigner sous sa responsabilité sans délai dans le Système d'information, tout changement concernant les caractéristiques de son entité, qu'elles constituent des comparutions ou des informations administratives. Cette mise à jour est réalisée par les personnes

dûment habilitées engageant la Collectivité. La Collectivité reconnaît être responsable de la mise à jour, dans son compte sur le Système d'information, des informations relatives à ses contacts, telles que les coordonnées et adresses électroniques et notamment de l'adresse électronique du destinataire de la facturation émise par L'Eco-organisme désigné. La Collectivité s'engage à effectuer les éventuelles mises à jour nécessaires lorsqu'elles surviennent.

L'Eco-organisme désigné s'engage à faire ses meilleurs efforts pour sécuriser l'accès, la consultation et l'utilisation du Système d'information et du site Internet conformément aux règles d'usages de l'Internet, notamment concernant la protection contre les virus. L'Eco-organisme désigné fera ses meilleurs efforts pour que le Système d'information soit accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure ou de survenance d'un événement hors du contrôle de L'Eco-organisme désigné et sous réserve des éventuelles pannes affectant le site Internet et des opérations de maintenance nécessaires à son bon fonctionnement. Les interventions de maintenance pourront être effectuées sans que la Collectivité en soit préalablement avertie.

La Collectivité déclare accepter les caractéristiques et les limites de l'Internet, et en particulier reconnaître que :

- il lui appartient de prendre toutes mesures nécessaires pour s'assurer que les caractéristiques techniques de son équipement lui permettent la consultation du Système d'information et du site Internet et le téléchargement des données ;
- elle a connaissance de la nature de l'Internet, en particulier de ses performances techniques et des temps de réponse nécessaires pour consulter, interroger ou transférer des informations ;
- il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de ses propres données et/ou logiciels contre la contamination par tout virus circulant éventuellement à travers le Système d'information et le Site Internet ;
- son utilisation du Système d'information et du Site Internet se fait sous sa seule responsabilité ; le Système d'information et le Site Internet lui sont accessibles "en l'état" et en fonction de leur disponibilité ;
- elle est seule responsable de ses téléchargements et des éventuels dommages subis par son ordinateur et/ou de toute perte de données consécutifs à ses téléchargements ou, de façon plus générale, à la consultation du Système d'information et du Site Internet ;
- la communication de ses codes d'accès ou d'une manière générale de toute information jugée confidentielle est faite sous sa propre responsabilité.

#### **ARTICLE 18 : DISPOSITIONS GENERALES**

Les Parties s'obligent à respecter la Réglementation en vigueur, notamment relative au droit de l'Environnement, au droit du travail, à la protection de la santé et à la sécurité.

La Collectivité, pour le personnel en régie et, le cas échéant, le prestataire de service exploitant la Déchèterie, assure la direction et la formation du personnel des Déchèteries. La Collectivité met à disposition du personnel de la Déchèterie les consignes et supports communiqués par l'Eco-organisme désigné.

Aucun fait de tolérance de l'Eco-organisme désigné, même répété, ne saurait constituer une renonciation de celui-ci à l'une des stipulations ci-dessus définies.

En cas de nullité de l'une quelconque des dispositions des présentes, les Parties chercheront de bonne foi des dispositions équivalentes valables. En tout état de cause, les autres stipulations demeureront en vigueur.

#### **ARTICLE 19 : FORCE MAJEURE**

La responsabilité des Parties ne pourra être recherchée si l'exécution du Contrat est suspendue, retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, au sens qui lui est donné à l'article 1218 du Code civil et par les juridictions françaises de l'ordre judiciaire, du fait de l'autre Partie ou d'un tiers.

La Partie qui entend faire état d'un tel cas de force majeure, doit sans délai et par tout moyen en informer les autres Parties en confirmant cette information par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze (15) jours. La notification de l'information précise les faits invoqués, les conséquences de l'évènement en cause et la durée

prévisibles de ses conséquences. La Partie qui invoque la survenance d'un cas de force majeure prendra toutes les mesures qui s'imposent pour en limiter les impacts.

Si, par suite d'un cas de force majeure, l'une des Parties était conduite à suspendre l'exécution du Contrat, cette interruption ne pourrait être supérieure à trois (3) mois, sous peine d'autoriser l'autre Partie à résilier le Contrat en application des dispositions de l'article 10.3 ci-avant.

#### **ARTICLE 20 : INTÉGRALITÉ**

Le Contrat exprime l'intégralité de la volonté des Parties.

Tous contrats ou accords antérieurs portant sur les mêmes objets sont révoqués et remplacés en toutes leurs stipulations par le Contrat.

#### **ARTICLE 21 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET NOTIFICATIONS**

Les Parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la conclusion, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, et examiner de bonne foi les conséquences de tout changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat. La Partie la plus diligente pourra notamment demander l'intervention d'un tiers conciliateur pour tenter un règlement amiable du litige. En cas de différend, la conciliation sera portée devant le Comité de concertation avec les Représentants.

Les litiges qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable sont déférés devant le tribunal compétent du lieu du siège social de l'Eco-organisme désigné.

Toute notification prévue par le Contrat est effectuée par courrier recommandée avec accusé de réception.

# ANNEXE 1 AUX CONDITIONS PARTICULIERES : PERIMETRE DU CONTRAT

## IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT

Pour les groupements de collectivités territoriales, identification des membres de la Collectivité signataire du Contrat :

N°INSEE ou SIREN	Intitulé complet de la collectivité membre de la Collectivité signataire du Contrat :

## IDENTIFICATION DES DÉCHÈTERIES ET DES ZONES DE RÉEMPLOI OU REUTILISATION

L'adresse des Déchèteries et Zones dédiées au réemploi ou à la réutilisation des EA est celle communiquée au public pour déposer ses EA.

Déchèteries :

Nom de la Déchèterie :	N° INSEE ou SIREN de la collectivité de rattachement :	Adresse de la Déchèterie – code postal - ville :

Zones de réemploi ou réutilisation :

Liste des Déchèteries ayant une Zone réemploi ou réutilisation

ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ : .....

## ANNEXE 1 AUX CONDITIONS GENERALES : PERIMETRE DU CONTRAT

### 1.1 Les collectivités territoriales du Périmètre

Le Contrat s'applique aux DEA collectés sur le territoire sur lequel la Collectivité exerce sa compétence en matière de gestion des déchets, ainsi que, lorsque la Collectivité est une structure de coopération intercommunale, sur les territoires des Autres Collectivités, ci-après le Périmètre du Contrat.

La Collectivité doit renseigner impérativement les informations relatives à son Périmètre dans le portail TERRITEO.

La Collectivité est titulaire du « compte » et crée les « sous-comptes » associés aux Autres Collectivités disposant elles-mêmes d'une compétence en matière de gestion des déchets pour la gestion opérationnelle. L'Eco-organisme désigné mettra à disposition une fiche dans le Système d'information sur l'utilisation opérationnelle.

### 1.2 Les Déchèteries du Périmètre

**1.2.1** Nonobstant les Autres Collectivités entrant dans le Périmètre du Contrat, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu à mise en place de Contenants par L'Eco-organisme désigné, d'Enlèvements, de soutiens financiers pour la Collecte séparée, ou de soutiens financiers pour la Collecte non séparée de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Déchèteries respectant tant au moment de la conclusion du Contrat que tout au long de son exécution les exigences de la Règlementation en vigueur, et notamment des prescriptions applicables, générales ou spécifiques, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2.

**1.2.2** Chacune des Parties peut décider, seule, de suspendre la Déchèterie du dispositif de collecte (Déchèterie dite "désactivée"), dans un délai fonction de la gravité des manquements, jusqu'à ce que la Collectivité démontre avoir mis fin aux manquements reprochés, sauf délais spécifiques plus longs laissés par la DRIEE ou DREAL pour réaliser la mise en conformité du site.

Lorsque le ou les manquements à l'exigence susvisée n'entraîne pas de mise en demeure visant la suspension de la collecte par l'Inspection des Installations Classées, les Parties peuvent convenir d'un commun accord de maintenir la Déchèterie ne respectant pas les obligations susvisées dans le dispositif de collecte, moyennant :

- le respect des mesures provisoires prescrites à l'exploitant de la Déchèterie, le cas échéant, par l'Inspection des Installations Classées,
- la mise en œuvre des mesures compensatoires et d'un plan d'actions à court terme pour mettre fin aux manquements constatés, convenus entre les Parties.

Chaque Partie conserve à sa charge les coûts des mesures provisoires, compensatoires et les mesures du plan d'actions qui lui reviennent, pour la Collectivité du fait de sa qualité d'exploitant ou de propriétaire de la Déchèterie, pour l'Eco-organisme désigné les mesures ayant trait, le cas échéant, à la fourniture de Contenants ou aux Enlèvements de DEA dans le cadre de la Collecte séparée.

**1.2.3** Les informations à communiquer par la Collectivité pour chacune des Déchèteries du dispositif de collecte sont notamment :

- la dénomination et l'adresse de la Déchèterie,
- les modalités de prélèvement pour réutilisation, lorsque celui-ci est permis par la Collectivité,
- l'acceptation ou non des professionnels, pour permettre l'accès aux détenteurs de Carte PRO, conformément au Contrat, et utiliser les taux de présence moyens conventionnels de DEA adéquats, conformément à l'article 4.1.2 des Conditions générales du Contrat,
- les modalités d'Enlèvement : contact, jours et horaires d'accès à la Déchèterie pour les Enlèvements.
- les modalités d'accès pour les usagers : jours et horaires d'ouverture.

### 1.3 Les Collectes non séparées en porte à porte du Périmètre

Nonobstant les collectivités du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu aux soutiens financiers de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Collectes non séparées régulières d'encombrants en porte à porte sur tournée ou sur appel.

#### **1.4 Autres points de collecte**

Des collectes complémentaires auprès d'autres apporteurs peuvent être mises en place en accord entre la Collectivité et l'Eco-organisme désigné.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

## ANNEXE 2 : SCHEMAS DE COLLECTE

### 2.1 Principes généraux

**Durant la période couverte par le Contrat, le schéma de collecte cible passera d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux (benne bois, collecte séparée des métaux par exemple).**

Pour faciliter les opérations de tri et améliorer les performances de recyclage des EA, l'Eco-organisme désigné propose une évolution cible dans l'organisation de la prise en charge des EA, par rapport au contrat 2018-2023. Cette évolution est proposée en cohérence avec les modalités de collecte proposées pour d'autres filières REP telles que la filière des Produits et Matériaux de Construction pour le Bâtiment, mais aussi de la filières des articles de bricolage et de jardin (hors produits du peintre et articles thermiques) et jouets.

A la signature du Contrat, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné établissent conjointement un plan d'évolution du schéma actuel vers le schéma cible ou vers un schéma adapté à la situation et aux possibilités de chaque Déchèterie. Ce plan d'évolution est élaboré par Déchèterie ou par groupe de déchèteries.

Le schéma de collecte cible de collecte par matériaux a pour objectifs :

- de revenir à une consigne de tri par matériau, plus lisible par les usagers,
- de maintenir les dispositifs de traitement efficaces pré-existants, gérés par la Collectivité,
- de mettre en place une Collecte séparée pour les EA composés de matériaux soumis à des objectifs croissant de recyclage et de valorisation pendant la durée de l'agrément.

Il est proposé de mixer la prise en charge de certains EA en Collecte non séparée (collecte et traitement par la Collectivité) et d'autres en Collectes séparées, conformément aux dispositions du cahier des charges.

### 2.2. L'organisation cible pour les 4 filières PMCB-DEA-JOUETS-ABJ

L'organisation cible vise à trier par matériau majoritaire les déchets sous REP PMCB, DEA, ABJ et JOUETS, soit dans des contenants gérés par la Collectivités et soutenus financièrement au prorata des déchets sous REP contenus dans ces bennes, soit dans des contenants gérés opérationnellement par un Eco-organisme désigné, qui dispose le cas échéant d'un mandat d'un autre Eco-organisme pour collecter des déchets soumis à REP dans cette benne.

Les matériaux majoritaires concernés sont : les Métaux, le Bois, les Plastiques (si les déchèteries sont équipées de contenant pour ces flux).

Ainsi, on aurait les flux suivants, avec les modalités de prise en charge suivantes :

FLUX	MODALITES DE PRISE EN CHARGE	PRODUITS SOUS REP ACCEPTES	PRODUITS HORS REP ACCEPTES
Inertes	Financier	PMCB - ABJ	Terres et déblais (au choix de la Collectivité)
Métaux	Financier	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui
Bois	Financier Ou	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui (palettes, souches...)
	Opérationnel	MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Non
Plastiques	Financier ou	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui (bidons, cagettes...)
	Opérationnel	MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Non
Mobilier/Literie/ABJ/Jouets	Opérationnel	DEA – ABJ – JOUETS non pris en charge dans les autres flux	Non
Menuiseries vitrées	Opérationnel	PMCB	Non
Plâtre	Opérationnel	PMCB	Non

Petits Jouets / Articles de Bricolage Jardin	Opérationnel (en caisse palettes)	ABJ - JOUETS	Non
Couettes, Oreillers, tapis, rideaux	Pré-collecte avant mise en benne Mobilier/Literie/ABJ/Jouets	DEA	Non

### Impact pour le schéma de collecte actuel des DEA sur la période d'agrément 2024-2029

Concrètement, il est proposé que les DEA ne soient plus collectés en mélange quel que soit leur matériau, mais qu'ils soient triés selon leur matériau majoritaire, et soient collectés/gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle), dans des contenants mono- et/ou multi-matériaux qui devront être triés ultérieurement, gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle). Par ailleurs, dans certains cas spécifiques (en préfiguration du nouveau schéma de collecte cible, une partie des DEA pourra être collectée et traitée par la Collectivité dans des contenants mono-matériaux gérés par la Collectivité (collecte non séparée – soutenue financièrement).

Pour certains DEA (PRAC et DT), une pré-collecte en sacs sera nécessaire avant mise dans le contenant DEA.

## 2.3 Modalités de collecte des DEA

### 2.3.1 Schéma cible avec Collecte séparée

Les modalités proposées sont les suivantes :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** seront pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité** dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité. Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une Déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les autres EA seront pris en charge via une **Collecte séparée** dans **deux Contenants distincts au minimum**.  
Les deux Contenants obligatoires sont :
  - Un Contenant pour les « EA bois » (bois massif, panneau de particules et autres dérivés de bois)
  - Un Contenant pour les autres « EA multi-matériaux ».

Un Contenant pour les « EA plastiques » et/ou les « EA literie » pourront être mis en place, après étude de faisabilité avec la Collectivité, et sous réserve de la validation technico-économique de l'Eco-organisme désigné.

- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de fibres textiles synthétiques ou naturelles, seront pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Le schéma de collecte cible pourra être mis en place dès l'entrée en vigueur du Contrat, après mise à jour de la signalétique et formation des agents d'accueil en Déchèterie. Les soutiens concernés par ce schéma cible avec Collecte séparée sont ceux définis au 3B2 de l'annexe 3B.

Dans le cas où le schéma cible n'est pas réalisable pour des raisons techniques, telle que **l'absence et l'impossibilité de mettre en place une benne pour le flux Bois**, la Collectivité qui a déjà une benne pour la Collecte séparée des DEA pourra **maintenir ce schéma de collecte en une seule benne**.

Pour les cas où **la Déchèterie dispose d'un flux bois, le schéma cible est considéré comme réalisable**, dès lors que la contractualisation de la Collectivité aura été effective sur la filière PMCB et que la Déchèterie aura été activée pour une prise opérationnelle du flux Bois. Durant cette période transitoire, deux schémas de collecte sont proposés en triant à la source les « EA bois » et en maintenant leur prise en charge par l'Eco-organisme désigné.

Ces schémas de collecte seront proposés de manière ciblée selon le potentiel d'optimisations et les délais prévisionnels de la période transitoire.

### 2.3.2 Schémas de collecte

Pour assurer une transition entre le schéma de collecte en place à la fin de la période d'agrément précédente et le schéma cible pour chaque Déchèterie, les Collectivités pourront demander, dans le cadre de ce Contrat, la mise en place d'un schéma transitoire, pour une durée maximale **jusqu'à la date d'activation du contrat PMCB pour la Déchèterie concernée**, après étude technico-économique menée avec l'éco-organisme désigné.

Deux schémas transitoires sont proposés :

#### 2.3.2.1 Schéma transitoires alternatif n°1 :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité  
Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les EA composés majoritairement de bois sont pris en charge via une **Collecte non séparée**, dans le(s) **Contenant(s) Bois de la Collectivité (dans le cadre d'une préfiguration du schéma cible)**  
L'éco-organisme désigné soutient financièrement cette collecte, selon les modalités prévues au contrat, dans l'Annexe 3.
- Les EA multi-matériaux (hors EA bois) sont pris en charge via une **Collecte séparée opérée par l'éco-organisme désigné**, dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.  
Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textile synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°1 sont le soutien forfaitaire définis au 3B2 de l'annexe 3B, les soutiens des variables définis au 3B2 et 3B3.

Dans le cas de la mise en place du schéma transitoire alternatif n°1, la Collectivité s'engage à mettre en place la signalétique et à transmettre les consignes à ses agents d'accueil en Déchèterie, afin de faire appliquer les consignes de tri pour le Contenant géré en Collecte séparée. La présence d'EA bois dans le Contenant « multi-matériaux » sera considérée comme une erreur de tri, et pourra donner lieu au signalement de dysfonctionnements visés à l'article 3.1.2.2 de l'annexe 3 de la Convention. En cas de manquement réitéré, il sera fait application des dispositions de l'article 1.2.1 de l'annexe 1 du Contrat.

#### 2.3.2.2 Schéma de collecte à la fin du précédent agrément modifié :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité  
Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux sont collectés dans le Contenant « multi-matériaux ».
- Les EA hors métaux (bois, matelas, rembourrés, plastiques...) sont pris en charge via une **Collecte séparée opérée par l'éco-organisme désigné**, dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.
- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textiles synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°2 sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B2 de l'annexe 3B.

### 2.3.3 Schéma sans collecte séparée (collecte et traitement par la Collectivité)

La Collectivité a également la possibilité de ne pas mettre en place de Collecte Séparée et de choisir d'être en intégralité en Collecte Non Séparée des EA.

Les soutiens concernés par ce schéma sans Collecte séparée sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B3 de l'annexe 3B.

### 2.3.4 Cohérence du schéma avec les autres filières REP pour lesquelles l'Eco-organisme désigné est agréé

Dans le cadre d'expérimentations menées avec des déchets de même nature relevant d'autres filières REP, comme prévu dans le cahier des charges, l'Eco-organisme désigné met en place des Contenants mono-matériaux accueillant à la fois des DEA et des déchets relevant d'autres filières REP, et prend en charge opérationnellement les déchets déposés au sein de ce Contenant, sous réserve qu'ils relèvent bien des filières concernées par l'expérimentation et les consignes de tri qui ont été transmises. Dans le cadre de l'expérimentation, l'Eco-organisme désigné peut donner mandat à l'Eco-organisme agréé sur la filière REP PMCB pour prendre en charge de manière opérationnelle le flux EA bois.

Les dispositions en matière de Caractérisation décrites dans l'annexe 5 des Conditions générales s'appliquent, ainsi que l'ensemble des dispositions des conditions générales en matière d'audits et de contrôle.

### 2.3.5 Processus de décision pour le passage d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux

- **Étape 1** : La Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent au moment de la signature du Contrat pour chaque Déchèterie, celles qui peuvent mettre en place le schéma de collecte cible, celles qui mettent en place le schéma alternatif 1 au regard des contraintes opérationnelles de la Déchèterie, celles qui demeurent dans le schéma de collecte de fin d'agrément modifié au regard de l'impossibilité d'opter pour le schéma cible ou le schéma transitoire alternatif 1 et celles qui demeurent en Collecte non séparée au regard des contraintes techniques et de l'impossibilité d'opter pour l'un des autres schéma. La Collectivité et l'Eco-organisme désigné peuvent faire évoluer les Déchèteries de Collecte non séparée vers de la Collecte séparée au fur et à mesure de la mise en place des nouvelles filières sous réserve du respect des délais de mise en œuvre du schéma cible. Le plan d'évolution pourra être révisé entre les Parties à la demande de l'une ou l'autre des Parties.
- **Étape 2** : Pour les Collectivités qui souhaitent passer certaines Déchèteries en deux flux pour la filière EA sans signer les autres filières ou qui ont demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent les modalités de mise en place du schéma cible pour chaque Déchèterie concernée ;
- **Étape 3** : Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour le schéma alternatif n°1 le plan d'évolution du schéma précédent modifié vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;
- **Étape 4** : Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour rester sur le schéma précédent modifié le plan d'évolution de ce schéma actuel vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;

Dans le cas où la Déchèterie ne respecterait pas le plan d'évolution décidé d'un commun accord, l'Eco-organisme désigné, après échange avec la Collectivité, pourra basculer la Déchèterie en schéma alternatif 1, sauf retard dans le plan d'évolution non imputable à la Collectivité.

## ANNEXE 3 AUX CONDITIONS GENERALES : CONDITIONS TECHNIQUES ET NIVEAUX DE SERVICE RENDUS

### 3.1 Conditions de la Collecte séparée en Déchèterie

#### 3.1.1 Déchèteries équipées pour la Collecte séparée

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné définissent conjointement, parmi les Déchèteries, la liste des Déchèteries pouvant être équipées d'au moins deux Contenants dédiés à la Collecte séparée, dans le cadre du plan de déploiement de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat.

#### 3.1.2 Engagements de la Collectivité

3.1.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte séparée :

Dispositif d'entreposage de ces déchets :

- i) Présence d'une signalétique visible, spécifique et dédiée pour la Collecte séparée et rappel des consignes de Collecte séparée à la source dans un support de formation pour les agents de Déchèteries
- ii) Si la Déchèterie est équipée d'un quai, positionnement des Contenant au quai sauf accord explicite et justifié des Parties pour un autre positionnement
- iii) Si la Déchèterie est dotée par L'Eco-organisme désigné d'un Contenant spécifique pour les Articles de literie, ce Contenant est positionné en haut de quai

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

- iv) Présence d'un dispositif antichute adapté
- v) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
- vi) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

Ouverture et fermeture des Contenants :

- vii) Les Contenants dédiés fournies par l'Eco-organisme désigné lorsqu'ils sont équipés d'un dispositif de couverture doivent être ouverts et fermés chaque jour par les agents de la Déchèterie de façon à préserver les EA des intempéries.

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.1.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement au travers du Système d'information conformément aux critères d'Enlèvement suivant :

- i) Les Contenants doivent être remplis de façon à réduire les impacts environnementaux, conformément au cahier des charges.
- ii) Le contenu du Contenant ne doit pas faire l'objet d'opération de compaction (notamment les opérations de type packmatage ou rollpackage) sans l'accord préalable de l'éco-organisme désigné. Toutefois, l'Eco-organisme désigné autorise un régalage du Contenant (action d'égaliser le contenu du Contenant).
- iii) Le contenu du Contenant ne doit comporter que des DEA conformément aux consignes de tri disponibles sur le Système d'information.

Dans le cas des collectes conjointes prévues à l'article 3.9 du Cahier des charges, les DEA seront collectés avec les déchets couverts par la ou les autres filières REP pour lesquelles l'EO est titulaire d'un agrément, conformément aux collectes de tri des différentes filières concernées.

- iv) La Collectivité ou son représentant atteste de l'Enlèvement du Contenant par l'Opérateur de gestion des déchets, en indiquant sur le Bordereau de transport, qu'elle signe, la date et l'heure effective de l'Enlèvement, les défauts de matériel s'ils sont constatés en plus des dysfonctionnements signalés dans le Système d'information.

Le respect des critères indiqués au ii) et iii) est attesté par l'absence de dysfonctionnement émis par l'Opérateur de gestion des déchets sur le Système d'information lors de la livraison du Contenant sur son site et validé par l'Eco-organisme désigné. Le remplissage du Contenant indiqué au i) est mesuré par la pesée réalisée par l'Opérateur de gestion des déchets à la livraison sur le site de tri, de préparation ou de traitement, et saisie dans le Système d'information. Le respect du critère iv) est attesté par l'Eco-organisme désigné lors des opérations de contrôle des opérations réalisées par les Opérateurs de gestion des déchets.

Le non-respect des critères d'Enlèvement ii) et iii) constaté à la livraison du Contenant sur le site par l'Opérateur de gestion des déchets, entraîne l'absence de versement du soutien variable tel que prévu au A.1.2 du 3B.2 de l'annexe 3B aux Conditions générales.

En cas de non-respect du critère iv), les éventuels dysfonctionnements relatifs aux Enlèvements, émis conformément au 3.4 de la présente annexe ne pourront pas être validés par l'Eco-organisme désigné.

3.1.2.3 En l'absence de quai, lorsqu'une alvéole est dédiée à la Collecte séparée par la Collectivité, celle-ci s'engage à réaliser, à ses frais, le chargement du Contenant mis à disposition par l'Eco-organisme désigné avant l'Enlèvement des DEA. La Collectivité s'engage également à préserver l'intégrité du gisement lors de ces opérations de chargement.

3.1.2.4 Sur demande de l'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux articles de literie et articles de décoration textile soumis à la filière de REP des EA. La Collectivité s'engage à positionner le Contenant en haut de quai et à respecter les consignes d'utilisation préconisées par l'Eco-organisme désigné. Le Contenant mis à disposition sert au pré-stockage des articles de literie et articles de décoration textile précités avant leur collecte via le Contenant DEA ou via une collecte spécifique.

### **3.1.3 Engagements de l'Eco-organisme désigné**

3.1.3.1 Suivant le plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat, l'Eco-organisme désigné s'engage à équiper de Contenants de 30 m<sup>3</sup> minimum pouvant être munis d'un dispositif de couverture, installé en zone dédiée aux Contenants, chaque Déchèterie retenue pour être équipée pour la Collecte séparée. A la demande de l'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries en Collecte séparée peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile en haut-de-quai. L'Eco-organisme désigné transmettra les préconisations d'utilisation en même temps que l'installation du Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile.

En préalable à l'équipement de la Déchèterie, puis à la fréquence décidée conjointement par les Parties, une visite de la Déchèterie peut être organisée par la Collectivité avec l'Eco-organisme désigné (ou le tiers diligenté par elle) afin de pouvoir définir l'emplacement des Contenants, les règles d'accessibilité, les interlocuteurs, et réaliser toutes les diligences relatives à la prévention des risques de co-activité avec l'Opérateur de gestion des déchets pour procéder aux dotations en Contenants et aux Enlèvements.

3.1.3.2 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser les Enlèvements dans les conditions définies dans l'annexe 3.A aux Conditions générales.

3.1.3.3 L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre à disposition de la Collectivité à fréquence mensuelle les données relatives à ses Enlèvements et notamment concernant les tonnages par Contenant à l'Enlèvement.

3.1.3.4 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser un suivi des seuils de remplissage des Contenants à l'Enlèvement et des conditions d'Enlèvement de l'ensemble des collectivités au minimum deux fois par an dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

### **3.1.4 Engagements communs**

En cas de récurrence d'Enlèvements ne répondant pas aux critères figurant à l'article 3.1.2.2 ci-avant, les Parties peuvent réaliser un diagnostic, conjointement avec l'Opérateur de gestion des déchets. A l'issue du diagnostic, les Parties élaborent un plan d'actions en vue d'améliorer le remplissage des Contenants.

## **3.2- Conditions de collecte et de traitement des DEA collectés non séparément**

### **3.2.1 Déchèteries en Collecte non séparée**

Les Déchèteries ne pouvant pas être équipées de Conteneurs dédiés à la Collecte séparée en deux flux distincts des DEA par l'Eco-organisme désigné ou dans l'attente de l'équipement d'un Conteneur dédié à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné dans le cadre du Plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat du Contrat, ainsi que les déchets encombrants collectés en porte à porte visés à l'article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales et le flux métal font partie du dispositif de Collecte non séparée.

### **3.2.2 Engagements de la Collectivité**

**3.2.2.1** La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte non séparée :

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

- i) Présence d'un dispositif antichute adapté
- ii) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
- iii) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

**3.2.2.2** La Collectivité s'engage à réaliser des opérations de recyclage ou de valorisation sur le flux métaux, tout venant et/ou sur le flux Bois de chaque Déchèterie réalisant la Collecte non séparée afin de contribuer aux objectifs de la filière. L'existence d'opération de recyclage ou de valorisation est appréciée sur la base des déclarations semestrielles soumises par la Collectivité sur le Système d'information et validées par l'Eco-organisme désigné et peut faire l'objet des contrôles indiqués à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

## **3.3 Informations et suivi opérationnel**

Lorsque la Collectivité rencontre un dysfonctionnement lors d'une opération relative à la Collecte séparée (opération de dotation ou opération de ramassage), elle procède au signalement dans le Système d'information en indiquant le motif du dysfonctionnement et joint le cas échéant des pièces justificatives. Tous les dysfonctionnements relatifs aux délais de ramassage sont traités par l'Eco-organisme désigné dans un délai de dix (10) jours ouvrés maximum. Après analyse contradictoire, l'Eco-organisme désigné valide ou abandonne le dysfonctionnement. Lors de l'analyse contradictoire, les Bordereaux de transport renseignés avec les dates et horaires effectifs sont communiqués par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné à sa demande.

La Collectivité et l'Opérateur de gestion des déchets, si ce dernier est concerné, reçoivent par courriel une copie du dysfonctionnement émis ainsi que la suite qui y est donnée par l'Eco-organisme désigné (validation ou rejet).

Pour les opérations de ramassage, lorsque la Collectivité émet un dysfonctionnement mettant en cause l'Opérateur de gestion des déchets en charge de l'Enlèvement, que le motif du dysfonctionnement est de nature à impacter la capacité de la Collectivité à atteindre les seuils de remplissage du Conteneur et que la réalité et le dysfonctionnement est validé par l'Eco-organisme désigné, l'obligation du i) du 3.1.2.2 ci-avant n'est pas applicable.

## **3.4. : Zones de réemploi ou réutilisation**

### **Dispositions générales**

En application du 3.5.3 du Cahier des charges, lorsque la Collectivité dispose sur la Déchèterie d'une zone dédiée à la collecte des EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, au sens de l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement, et lorsque cette zone garantit la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA ainsi collectés et stockés, notamment en cas d'intempéries, un soutien financier est proposé en accompagnement de la Collectivité pour couvrir la mobilisation d'une partie des Zones de réemploi ou réutilisation en Déchèterie et les coûts de gestion y afférents.

Le barème de soutien à la mise en œuvre d'une Zone de réemploi ou réutilisation, ainsi que les modalités de versement des soutiens financiers figurent en annexe 3B des Conditions générales. L'ensemble des soutiens financiers à la Zone de réemploi ou réutilisation des EA est versé annuellement après acquittement par la Collectivité de sa déclaration annuelle

validée par l'Eco-organisme désigné, et suivant la procédure et les délais précisés à l'article 5.2. des Conditions générales, ainsi qu'à l'annexe 3 aux Conditions générales.

Les EA usagés susceptibles d'être réemployés ou les DEA réutilisés qui sont déposés dans cette zone sont mis à la disposition des Opérateurs du réemploi et de la réutilisation qui en font la demande, et au moins des entreprises relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

La Zone de réemploi ou réutilisation doit être accessible aux Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation.

Les dispositions du présent article s'adressent exclusivement aux Déchèteries équipées d'une Zone de réemploi ou réutilisation sur laquelle les DEA et des EA usagés sont acceptés.

### **Déclaration de la Zone de réemploi ou réutilisation**

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné, à la signature du Contrat, puis chaque année à l'occasion d'une mise à jour en fin d'année civile, la liste des Déchèteries disposant d'une zone de réemploi ou réutilisation au sein de leur installation ou sur un site contigu à celle-ci, sur laquelle les EA usagés doivent être déposés et stockés de manière temporaire en vue de leur réemploi ou réutilisation, et si possible le détail des EA concernés.

La Collectivité précise dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné ou le cas échéant dans le portail de déclaration de l'OCA, les caractéristiques de la Zone de réemploi ou réutilisation pour chaque Déchèterie équipée d'une telle Zone de réemploi ou réutilisation, afin de bénéficier des soutiens correspondants. Dans le cas où la Zone de réemploi ou réutilisation est installée sur un site contigu, la Collectivité précise notamment les horaires d'ouverture, le nom et les coordonnées du gestionnaire.

Les dépôts de DEA réalisés par les Détenteurs conformément aux dispositions du Règlement de collecte de la Déchèterie, directement auprès d'un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, hors d'une Zone de Réemploi ou réutilisation des Déchèteries ou sur appel entre la Collectivité et un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cette disposition.

Sous réserve de la production par la Collectivité sur demande des/de l'Eco-organisme(s) désigné(s) des justificatifs permettant d'étayer le respect des conditions qui précèdent, les modalités de versement des soutiens figurent en annexe 3B aux Conditions générales.

### **Prélèvement des EA/DEA sur la Zone de réemploi ou réutilisation**

Tout contrat conclu avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la mise à disposition des EA usagés sur la Zone de réemploi ou réutilisation, oblige la Collectivité à s'engager à prendre les mesures nécessaires afin de préserver l'intégrité des EA concernés, et de permettre le prélèvement, des EA en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par ledit Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation.

La Collectivité s'engage également à mettre les EA concernés à disposition des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation qui en font la demande, sans frais et dans des conditions transparentes, équitables, non discriminatoires et respectueuses du principe de proximité, en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

### **Modalités de contractualisation avec les Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation**

Dès lors qu'une Zone de réemploi ou réutilisation est mise en œuvre pour la collecte des EA en Déchèterie, et que la Collectivité est en contrat, ou souhaite signer un contrat, avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la gestion des EA déposés sur ladite Zone de réemploi ou réutilisation, la Collectivité doit préalablement s'assurer que l'Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation en question dispose d'un contrat avec au moins un éco-organisme agréé de la filière REP EA pour bénéficier du soutien défini à l'annexe 3B aux Conditions générales. L'Eco-organisme désigné s'engage à tenir informé la Collectivité de la liste des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation titulaires d'un contrat conclu avec un Eco-organisme.

Conformément à l'article 5.6 du Cahier des charges, la Collectivité s'engage à contracter avec chacun des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation précités, auquel elle donne accès à la Zone de réemploi ou réutilisation situées au sein de ses installations ou sur un site contigu à celles-ci.

Dans le cas où la demande excède l'offre, les critères de choix par la Collectivité des Opérateurs de Réemploi et de la Réutilisation ayant accès à la Zone de réemploi ou réutilisation, sont déterminés suivant les conditions minimales suivantes :

- Critères de choix entre les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire (entendus comme les acteurs relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire), classés par ordre d'importance décroissante :
  - Appartenance de l'acteur au secteur de l'économie sociale et solidaire
  - Proximité
  - organisation, moyens, compétences
  - Méthodologie proposée pour atteindre les performances fixées de réemploi et réutilisation
  - Méthodologie proposée permettant d'assurer la traçabilité des flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation.
- Performances attendues concernant les opérations de réemploi et de préparation en vue de la réutilisation des EA usagés avec un taux minimum de 60% de réemploi ou réutilisation. Cet objectif est défini comme étant la quantité (en masse) de EA usagés qui ont fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation durant l'année considérée rapportée au gisement défini comme la quantité (en masse) de DEA prélevée.
- Engagement de déclaration et de traçabilité des Flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation et qui ont effectivement fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation et production aux Eco-organisme désignés des justificatifs correspondants.

## ANNEXE 3A – CONDITIONS D'ENLEVEMENT

Les dispositions qui suivent définissent les conditions d'Enlèvement des Contenants de Collecte séparée et les mesures mises en place par l'Eco-organisme désigné en faveur de l'amélioration du remplissage des Contenants à l'Enlèvement.

### 3A.1 Modalités de révision de l'annexe

Les « conditions d'Enlèvement » fixées dans la présente annexe peuvent être ajustées chaque année après information du Comité de concertation avec les Représentants.

Après information du Comité de concertation avec les Représentants la présente annexe peut être le cas échéant modifiée dans les conditions définies par l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

Les conditions d'Enlèvement fixées dans la première version de la présente annexe sont compatibles avec les clauses des contrats en cours entre l'Eco-organisme désigné et les Opérateurs de gestion des déchets. Le Comité de concertation avec les Représentants sera informé par l'Eco-organisme désigné de l'élaboration des clauses relatives aux Enlèvements en Déchèteries avant chaque renouvellement par appel d'offres des contrats opérateurs de gestion des déchets. L'Eco-organisme désigné, lors du changement de la dotation initiale du Contenant, s'engage à mettre à la disposition de la Collectivité un contenant présentant les meilleures conditions de remplissage.

Les « mesures d'accompagnement au remplissage des bennes » fixées dans la présente annexe, notamment le tonnage minimal conditionnant la dotation d'une seconde benne sur une Déchèterie peuvent être ajustées chaque année dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

### 3A.2 Fixation des conditions d'Enlèvement

La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement conformément aux modalités décrites dans le Système d'information de l'Eco-organismes désigné, sous réserve d'observer les dispositions prévues par ailleurs au Contrat.

Les conditions et modalités d'Enlèvement des Contenants par les Opérateurs de gestion des déchets les ayant mis à disposition, doivent respecter les standards de reprise et de tri des DEA, et répondre aux engagements minimums ci-dessous :

Demande d'enlèvement passée sur le SI des Eos	Plage	Enlèvement au plus tard
Journée		
Du lundi au vendredi*	avant midi	Au plus tard le soir de J+1
Du lundi au jeudi*	après-midi	Au plus tard le soir de J+2
le vendredi*	après-midi	Au plus tard le mardi soir (J+4)
le samedi*		Au plus tard le mardi soir (J+3)
le dimanche		Au plus tard le mardi soir (J+2)

\*sauf jours fériés

Par ailleurs, la Collectivité doit préciser dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné auprès duquel l'Enlèvement est demandé :

- les horaires et modalités d'accès des Déchèteries pour la réalisation des Enlèvements, précisées dans le protocole de sécurité (plan de prévention) de la Déchèterie,
- les plages horaires préférentielles d'Enlèvement (matin ou après-midi), sous réserve de respecter les conditions précitées, qui seront prises en compte dans mesure du possible par les Opérateurs de gestion des déchets.

Dans tous les cas, l'Enlèvement réalisé selon ces délais maximum devra s'accompagner du Bordereau de transport correspondant dûment complété et signé par l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité. Ce document fait partie des éléments justificatifs de la bonne réalisation des Enlèvements demandés et pourra être communiqué par l'Opérateur de gestion des déchets à l'Eco-organisme désigné, au même titre que les tickets de pesées. Une copie du bordereau de transport est laissée à la Déchèterie par l'Opérateur de gestion des déchets.

Les dispositions opérationnelles et logistiques seront décrites dans un mode opératoire dans le Système d'information.

Une révision du rythme de collecte, après validation des Parties, est mise en œuvre dans les meilleurs délais possibles, et en tout état de cause dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours à compter de sa validation par les Parties.

En ce qui concerne les interdictions préfectorales ou les ouvertures de certain point de collecte le dimanche, la Collectivité, l'Opérateur de gestion des déchets et l'Eco-organisme désigné feront leur meilleur effort pour trouver une solution spécifique.

Les Enlèvements ont lieu pendant les heures d'ouverture de la Déchèterie. Sous réserve d'accord de Parties, les Enlèvements peuvent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

### **3A.3 Mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants et d'évitement des débordements**

#### **3A.3.1 Doublement d'un Contenant**

Sur demande de la Collectivité et après un examen préalable sur le besoin, la faisabilité technique et la disponibilité foncière pour l'entreposage, l'Eco-organisme désigné peut doter les Déchèteries, d'un doublement de Contenant pour l'une des fractions de DEA (bois ou hors bois). Le fonctionnement sur deux Contenants pour la même fraction permet d'optimiser les remplissages et supprimer les risques de débordement. Les mouvements des Contenants à l'intérieur du périmètre de la Déchèterie sont de la responsabilité de la Collectivité ou de son délégataire, dans le respect des conditions normales de gestion de ce contenant.

. Dans le cas où au bout de 6 mois, le second contenant demeure sous utilisé, le second Contenant pourra être retiré après diagnostic effectué par l'Eco-organisme désigné et en accord la Collectivité.

#### **3.A.3.2 Mise en place de planning d'Enlèvement**

Sur demande de la Collectivité, il est possible de prévoir des Enlèvements programmés et réguliers sous la forme d'un « planning »

Cette organisation doit faire l'objet d'un accord entre l'Eco-organisme désigné, l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité sous la forme d'un planning spécifique à chaque Déchèterie concernée (jour et créneau horaire d'Enlèvement). Le planning est alors formalisé dans le Système d'information afin d'être visible par toutes les parties et de permettre la création automatique des opérations de ramassage.

Le planning peut être différent en fonction de la saison et devra être revu régulièrement au moins une fois par an pour l'adapter aux évolutions des apports sur la Déchèterie.

En plus des demandes planifiées à l'avance, des demandes complémentaires peuvent être réalisées si besoin par la Collectivité.

## ANNEXE 3B AUX CONDITIONS GENERALES : BAREME DE SOUTIENS

### 3B.1 Dispositions générales

Lorsque les barèmes de la présente annexe fixent, conformément à l'annexe A du cahier des charges, des montants en valeur annuelle<sup>2</sup>, ces montants sont appliqués *prorata temporis*, en fonction de la date d'entrée en vigueur ou la date à laquelle le contrat prend fin, ou en fonction de la date à laquelle une déchèterie est activée ou désactivée du dispositif de collecte de l'Eco-organisme désigné.

Pour l'application des montants des barèmes, il convient de se rapporter aux dispositions du Contrat et des annexes « Périmètre » et « Conditions techniques et niveaux de service ».

### 3B.2 Soutiens financiers pour la Collecte Séparée par l'Eco-organisme désigné

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 3 et 3A des Conditions générales du Contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A.1.1.	Forfait déchèterie (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part fixe des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 3	3 050 € par an par Contenant de 30m <sup>3</sup> réceptionnant des flux de DEA	Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié. Le montant est proratisé en cas de Contenant multi-rep
A.1.2.	Part variable (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part variable des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné des DEA proportionnels aux quantités de DEA dans le Contenant	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et enlèvement conforme aux critères d'enlèvement définis à l'Annexe 3A	24,4 €/t	Prise en compte des données relatives à la collecte saisie par les Opérateurs Calcul du montant du soutien chaque semestre
A.1.3.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,01 € par an /par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4

<sup>2</sup> Cf. annexe A du Cahier des charges, articles A.1.1, A.2.1.1, A.1.3, A.2.3

Enlèvement non conforme signalé par un dysfonctionnement par l'Opérateur et validé par l'Eco-organisme désigné  
Montant de la part variable visée au A.1.2

0 €/t

### 3.2.1 CALCUL DU SOUTIEN

Pour chaque semestre civil, le soutien lié au soutien A.1.2 versé par Déchèterie est :

— La somme des soutiens par application du montant unitaire associé (€/tonne) au tonnage constaté pour chaque enlèvement, conformément aux dispositions du tableau ci-avant

#### 3.2.1.1 OUTRE MER

Les soutiens à l'Enlèvement par l'Eco-organisme désigné (part forfaitaire, part variable, et soutien financier à l'information et à la communication locale) sont multipliés par 2,4.

### 3B.3 Soutiens financiers pour la Collecte non séparée

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 1, 2 et 3 des Conditions générales du Contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A.2.1.1	Part forfaitaire	Soutien à la Collecte non séparée	Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	1525€ / déchèteries fixes ouvertes au public ayant l'ensemble des flux en Collecte non séparée	Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié.
A.2.2.1.	Part variable relative au recyclage (Déchèterie)	Soutien au recyclage des EA collectés en Collecte non séparée par la Collectivité en Déchèterie	Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	79 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre
A.2.2.1.	Part variable relative au recyclage (porte-à-porte)	Soutien au recyclage des EA Collectés en Collecte non séparée par Collectivité en porte à porte	Collecte non séparée en Porte à Porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	140 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille s)	Saisie des données dans Le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre

A.2.2.2.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (porte-à-porte)	Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée en porte à porte	Collecte non séparée en porte à porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	98 € par tonne de EA valorisée (1)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
A.2.2.2.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (Déchèterie)	Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée pour une Déchèterie	Collecte non séparée en Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	43 € par tonne de EA valorisée (1)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
A.2.3.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,01 € par an par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4.

(1) La valorisation R1 des EA comprend les tonnes envoyées vers des unités d'incinération (IPCE 2791) réalisant des opérations de valorisation conformes à l'arrêté du 03/08/2010, la valorisation combustible du Bois en chaudière industrielle et la valorisation sous forme de combustible solide de récupération.

Les quantités de EA collectés non séparément sont calculées en application de l'article 3.2.2 2 de l'annexe 3 aux Conditions générales du Contrat.

- Conditions d'éligibilité

Si les conditions sont remplies, l'ensemble des soutiens sera versé sous réserve de la déclaration semestrielle par la Collectivité des tonnages collectés et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat. En particulier, la Collectivité devra assurer la justification que les tonnages réceptionnés et collectés ont bien fait l'objet d'un traitement selon le mode de valorisation déclaré. Tout DEA collecté mais dont l'exutoire de valorisation ne pourra justifier le traitement ne pourra bénéficier de soutiens, ni à la reprise, ni au transport, ni au traitement.

Les soutiens forfaitaires et variables sont dus par l'Eco-organisme désigné sous réserve que la performance des différents modes de valorisation des DEA ainsi collectés en Collecte non séparé est au moins équivalente aux objectifs ci-dessous:

Année concernée (à compter de)	2024	2026	2028
Taux de valorisation	90 %	92%	94%

Année concernée (à compter de)	2024	2026	2028
Taux de recyclage	51%	53%	55%

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la Déchèterie combine des contenants en Collecte séparé et en Collecte Non séparé.

### 3B.4 Autres soutiens financiers

#### 3B.4.1 Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation

Libellé du soutien	Type de soutien	Conditions d'éligibilité	Montant	Progressivité	Justificatifs / mode calcul
Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation	Soutien aux surfaces dédiées à la dépose de EA potentiellement destinés au réemploi ou à la réutilisation en Déchèterie	Ensemble des Déchèteries conformes aux prescriptions du Contrat.  Espace réemploi ou réutilisation installé en Déchèterie, sur un site contigu ou de proximité)	200 € /an et par Déchèterie	Soutien versé après la date de prise d'effet du Contrat, à la date d'activation fixée conformément au Contrat pour les Déchèteries concernées,	Soutien annuel versé en proportion du nombre de points de reprise activés disposant d'un espace réemploi et réutilisation.

- Conditions d'éligibilité

Le soutien est accordé sous réserve, d'une part, que l'espace réemploi et réutilisation de la Déchèterie est bien référencé Système d'information de l'Eco-organisme désigné et, d'autre part, qu'il répond aux exigences minimales fixées par le Contrat et détaillées en annexe 1.

Le soutien est versé annuellement en une fois en début d'année N pour l'année N-1 par l'Eco-organisme désigné à cette fin.

- Modalité de calcul / versement

Le montant des soutiens annuels est calculé en fonction du nombre de points de reprise disposant d'un espace réemploi répondant aux conditions d'éligibilité et des montants forfaitaires du barème ci-dessus.

L'ensemble des soutiens à la mise en œuvre d'une zone dédiée au réemploi et à la réutilisation de EA est versé annuellement après renseignement par la Collectivité de sa déclaration annuelle de demande de soutiens et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat.

La demande de soutiens est faite par la Collectivité sur le Système d'information et doit être accompagnée pour chaque Déchèterie concernée :

Pour une première demande de soutiens au réemploi et à la réutilisation ou concernant un point de reprise nouvelle doté :

- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;
- d'une présentation de la méthode mise en œuvre par la Collectivité pour déterminer la ré-employabilité ou le caractère réutilisable des EA éligibles mis à disposition sur la zone ;

Pour toute demande de renouvellement des soutiens au réemploi et à la réutilisation faisant suite à une première demande déjà réalisée et validée au titre du Contrat :

- de la déclaration par la Collectivité que les espaces réemploi et réutilisation des Déchèteries préalablement enregistrés dans la déclaration de l'année précédente sont toujours actifs. Cette attestation sera réalisée en ligne sur le portail de la Collectivité.
- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée pour toute nouvelle Déchèterie équipée d'un espace réemploi et réutilisation justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;

### 3B.5 Révision des soutiens

#### 3B.5.1 Modalités de calcul et de révision des soutiens

Les soutiens financiers pour la Déchèterie, tels que détaillés au paragraphe I, feront l'objet de révisions pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques de la Collecte et du traitement des Déchets issus de EA sur la durée du Contrat, en considération de l'évolution des indices de référence détaillés au III.2 de la présente annexe, et selon les modalités de calcul détaillées au III.3 ci-dessous au sein du même document. Les révisions de soutiens seront calculées chaque année en prenant en compte les valeurs d'indices de référence publiées à la date de la révision, par rapport à l'indice d'origine de l'année 2024. Elles seront calculées dès la publication des valeurs de l'ensemble des indices correspondants, pour une année N, et appliqués à l'ensemble des soutiens de l'année N après une information préalable à la Collectivité.

#### 3B.5.2 Indice de révision

##### 3B.5.2.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires à chaque Déchèterie

Les soutiens forfaitaires aux Points de reprise en Déchèterie correspondant à la part fixe des coûts liés à la gestion des Déchets EA en Déchèterie publique seront révisés en tenant compte de l'indice de référence de la construction suivant :

**INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986**

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

##### 3B.5.2.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA en Déchèteries

Les soutiens variables à la réception des déchets EA correspondant à la part variable des coûts liés à l'accueil, la réception des Déchets EA et à la prise en compte des charges courantes en Déchèterie seront révisés en tenant compte des indices de référence de la construction et de la main d'œuvre suivants :

**INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986**

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

**INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges – base 100 en décembre 2008 : identification 0015655187**

Indice d'origine : INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges de janvier 2024

##### 3B.5.2.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de Déchets EA en déchèteries

Les soutiens variables au transport et au recyclage de EA correspondant à la part variable des coûts liés au transport, à la préparation en vue de recyclage seront révisés en tenant compte des indices de référence métiers suivants :

- **Métaux EA : Variation mensuelle E40 des ferrailles broyées (platinage, vieilles tôles) – l'Usine Nouvelle par région.**

Il est défini un indice de suivi national comme suit :

**Variation annuelle E40 de l'année N =  $\sum(r)$  (variations de cotation mensuelles de l'indice E40 par région (r) entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et le 1<sup>er</sup> janvier 2024 x tonnages de métaux de EA par région (r) pour l'année N) /  $\sum(\text{tonnages de métaux de EA des régions (r) pour l'année N})$ ,**

avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

- **Bois EA ; Variation mensuelle des coûts de traitement du bois déchets (B) - Recyclage et récupération.**

Il est défini d'un indice de suivi national comme suit :

**Variation annuelle de l'indice de coût de traitement bois déchets (B) de l'année N =  $\sum(r)$  (variations de cotation mensuelles du coût de traitement bois déchets (B) par région (r) entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1 x tonnages de bois de EA par région (r) pour l'année N) /  $\sum$ (tonnages de bois de EA des régions (r) pour l'année N),**

avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

- Compte tenu de l'absence d'indice de référence sur les matériaux inertes, il n'est pas proposé d'indice de révision des soutiens au recyclage pour ce Flux.

### 3B.5.3 Formules de calcul

#### 3B.5.3.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires aux points de reprise

Les soutiens forfaitaires aux points de reprise seront recalculés chaque année selon la formule suivante :

**Forfait année N = (60% + 40% x (1+Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024))) x Forfait année 2024**

Les soutiens forfaitaires révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N

#### 3B.5.3.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA

Les soutiens variables à la réception des Déchets EA seront recalculés chaque année selon la formule suivante :

**Soutien réception année N = (80% x (1 + Index ICHT-E (janvier année N/janvier année 2024)) + 20% x (1 + Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024))) x Soutien réception année 2024**

Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

#### 3B.5.3.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de EA

- Pour les déchets de métaux de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets métalliques pourront faire l'objet d'une prise en charge exceptionnelle en cas de forte dégradation des cours de reprise des métaux. Les conditions d'éligibilité, les modalités de calcul, la période de versement du soutien et les conditions de suspension du soutien sont définis au paragraphe 3.2.2.2 de l'annexe 3 aux Conditions générales.

Le déclenchement du soutien exceptionnel est proposé dès lors que :

**$\sum(N)$  (Variation annuelle E40 de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) +100 < 0.**

- Pour les déchets de bois de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets de bois seront recalculés chaque année selon la formule suivante :

**Soutien recyclage bois année N =  $\sum(N)$  (Variation annuelle coût de traitement bois déchets (B) de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) x Soutien recyclage bois année 2024.**

Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

### 3B.5.4 Suivi des formules de révision

Dans le cadre de l'application de ces formules de révision il sera proposé un point de suivi annuel de leur mise en œuvre dans le cadre du comité de concertation des Collectivités locales.

## ANNEXE 4 AUX CONDITIONS GENERALES - COMMUNICATION

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans la sensibilisation et la communication de proximité destinée à présenter le réemploi, la Collecte séparée et le recyclage des DEA en développant des outils et supports de communication clés en main portant notamment sur :

- la mise en place de la signalétique appropriée en Déchèterie,
- l'application des consignes de tri conformément aux standards de la filière de REP DEA,
- l'information et la communication vers les Détenteurs de DEA.
- La formation des personnels des Déchèteries.

L'Eco-organisme désigné propose également à la Collectivité des éléments de contenu clés en main, qui permettent d'unifier la communication à l'attention des Détenteurs, sur l'ensemble du territoire national,

Parmi ces outils de communication, L'Eco-organisme désigné propose :

- i) des infographies pédagogiques permettant de présenter le fonctionnement de la Collecte séparée, du tri, du réemploi, de la réutilisation, du recyclage ou encore de la valorisation des DEA,
- ii) des reportages vidéos, sous forme de films courts présentant les techniques de tri, les méthodes ou de préparation à la réutilisation, le recyclage...
- iii) des campagnes de communication web ou des animations, pour sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux relatifs au recyclage des DEA.

Ces outils de communication sont conçus et réalisés par L'Eco-organisme désigné et mis à disposition de la Collectivité sous format numérique.

D'autres outils de communication, tels que des supports écrits ou une banque d'images et de pictogrammes seront mis à disposition sur le Système d'information.

Les outils, méthodes et actions destinées à la formation de la Collectivité sont notamment :

- des actions d'accompagnement pour les agents d'accueil en Déchèterie et les techniciens
- des outils de signalétique : panneaux, affiches avec les consignes de tri adaptées
- des outils de formation : consignes de tri, vidéos de formation, affiches mémo pour les locaux...
- des sessions de formation : webinaires et parcours de formation adaptés.

## ANNEXE 5 AUX CONDITIONS GENERALES : CARACTERISATIONS, BILANS MATIERE ET JUSTIFICATIFS

### 5.1 Caractérisations

Le protocole de caractérisations et de calcul des taux de présence moyens conventionnels présenté ci-après a été établi en concertation avec les Représentants et validé par les pouvoirs publics, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisations, précisions des résultats et délais au cours de la période d'agrément 2013-2017.

Le cas échéant, ce protocole peut faire l'objet de modification sur demande des Représentants, sur demande de l'Eco-organisme désigné ou des ministères signataires de l'agrément. Toute modification du présent protocole est soumise à l'avis des Représentants, est transmise aux ministères signataires de l'agrément et donne lieu à une modification de la présente annexe en application de l'article 12 des Conditions générales du contrat.

Le plan d'échantillonnage a été actualisé de manière à refléter les configurations de collecte et de type d'habitat des collectes non séparées sur la période 2018-2023. Il est accessible sur le Système d'information.

### 5.2 Bilans matière

En collecte non séparée des DEA, lorsque le flux comprenant les DEA est orienté vers un processus de tri le bilan matière appliqué au DEA est calculé et justifié suivant l'une des méthodologies suivantes.

#### 5.2.1. Utilisation des résultats issus d'une campagne de tri dédiée

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié en réalisant à une fréquence au moins semestrielle une campagne de tri dédiée (appelée batch) sur un échantillon représentatif avec mesure du bilan matière.

Afin de pouvoir utiliser les résultats d'une campagne dédiée de tri réalisée par un Opérateur de gestion des déchets sur un flux de la Collectivité contenant des DEA en collecte non séparée (flux tout-venant de Déchèterie, flux bois de Déchèterie ; collecte d'encombrant en porte à porte) cette dernière doit respecter les points suivants :

- réalisation au cours du semestre objet de déclaration ;
- réalisation dans les conditions de traitement/préparation habituelles de l'opérateur ;
- Pesée des flux sortants issus de cette campagne (métaux, bois, plastique, non recyclables, déchets valorisables ne contenant pas de mobilier)
- Calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- Rédaction et conservation d'enregistrements (compte rendu, photos et tickets de pesées).

Le compte-rendu de la campagne dédiée est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

#### 5.2.2 Utilisation des données d'une ligne de traitement dédiée :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié lorsque la ligne de tri est dédiée à un flux.

Afin de pouvoir utiliser les performances d'une ligne de traitement ou de préparation dédiée au flux (flux tout-venant de Déchèterie ou flux bois de Déchèterie ou collecte d'encombrant en porte à porte) le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données spécifique à la ligne de traitement/préparation (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestre objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- conservation des enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le processus, détail des fractions prises en compte au numérateur et au dénominateur) est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

### 5.2.3 Utilisation des données du site dans son ensemble :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié sur la base du bilan matière de l'ensemble du centre de tri. Afin de pouvoir utiliser les performances de l'ensemble du centre de tri, le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données du site (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestre objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- conservation d'enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) pourra être demandé par L'Eco-organisme désigné lors des contrôles.

### 5.2.4 Règle d'utilisation du bilan matière déclaré pour le calcul de soutiens

Pour chaque flux faisant l'objet d'une étape de tri, La Collectivité déclare dans le Système d'information L'Eco-organisme désigné la méthode de calcul et de justification du bilan matière utilisée ainsi que le process de tri (chaîne de tri, machine de tri automatique, tri à la pelle).

### 5.3 Justificatifs à produire pour les déclarations et les contrôles

Dans le cas de la collecte non séparée des DEA en Déchèterie et en porte-à-porte, la Collectivité déclare, pour chaque point de collecte, les flux collectés contenant du DEA, le tonnage mensuel collecté, les sites et modes de traitement de ces flux ainsi que les exutoires finaux.

La Collectivité doit également fournir des attestations de collecte et de traitement pour les tonnages non collectés par L'Eco-organisme désigné, établies par ses Opérateurs de gestion des déchets, et conformes à la déclaration.

L'ensemble de ces éléments fait l'objet de vérification systématique par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration, ou lors de l'application de l'article 11 des Conditions générales du Contrat.

Les éléments à justifier auprès de L'Eco-organisme désigné devront permettre de :

- tracer de façon certaine les tonnages des flux collectés ;
- vérifier les bilans matière des centres de tri et/ou de préparation sous contrat avec la collectivité ;
- attester les modalités de traitement des flux.

L'Eco-organisme désigné met à la disposition de la Collectivité des modèles d'attestation, disponibles sur le Système d'information.

Les justificatifs permettant d'attester les tonnages des flux collectés sont de manière non exhaustive :

Pour les vérifications réalisées par L'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- le détail des tonnages collectés sur la période concernée par flux, site et mois,
- le nom et les coordonnées du/des prestataire(s) en contrat avec la collectivité concernant la collecte,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées
- les factures des prestataires des collectes
- les plannings des collectes (notamment dans le cadre des collectes en porte à porte)
- le schéma opérationnel de la gestion de la collecte sur le territoire

Les justificatifs permettant d'attester des bilans matière des centres de tri ou de préparation sous contrat avec la collectivité

Pour les vérifications réalisées par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les noms et les coordonnées des prestataires en contrat avec la Collectivité concernant la préparation et le traitement des flux,
- les adresses des sites de traitement et de préparation,
- les bilans matières détaillés des sites de traitement (part du recyclage, de la valorisation énergétique, de valorisation combustible, de l'élimination...),

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées (entrées et sorties)
- les registres des entrées et sorties
- la méthodologie appliquée et le détail des calculs des bilans matière en application de l'article 5.2 de la présente annexe
- les autorisations administratives des sites de traitement et de préparation

Les justificatifs permettant d'attester les modalités de traitement des flux

Pour les vérifications réalisées par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les coordonnées des sites des exutoires finaux,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les autorisations administratives des sites de traitement et des exutoires.

\* \* \*

## ANNEXE 6 - RGPD

### DISPOSITIONS GENERALES

En application du Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD ») (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, il est expressément entendu entre les Parties que les données à caractère personnel, tel que définies par la législation en vigueur, qui sont recueillies de manière licite, loyale, transparente, adéquate, pertinente et limitée par chacune des Parties, en qualité de responsable du traitement, à l'occasion de la signature du Contrat et de son exécution, sont nécessaires à la mise en place et à l'exécution de celui-ci.

Chacune des Parties qu'elle ait la qualité de responsable du traitement et /ou de sous-traitant dans le cadre du Contrat, fait son affaire des formalités préalables lui incombant au titre de la législation relative à la protection des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel recueillies telles que les noms, prénoms, adresses, téléphones et mail des représentants de chacune des Parties et des interlocuteurs des Parties, le cas échéant leurs identifiants, mots de passe, et dates de connexion à le Système d'information, communiquées en application du Contrat, pourront faire l'objet de traitements informatisés et être utilisées par les services et personnes qui ont à les connaître, pour les finalités suivantes : gestion du Contrat, recouvrement, évaluation et gestion du risque, suivi du respect des obligations environnementales.

Les données à caractère personnel recueillies seront conservées par les Parties pendant le temps nécessaire à l'exécution du Contrat et postérieurement en cas de différend dans le respect des obligations de conservation et de documentation résultant notamment du Code de Commerce, du Code des Impôts ainsi que de la législation bancaire et anti-blanchiment en vigueur.

Le traitement n'est pas susceptible d'impliquer des transferts hors de l'Espace Economique Européen (EEE). Il peut en être autrement sous réserve de l'accord expresse des Parties organisant les conditions du transfert dans le respect et conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles.

Ces données à caractère personnel seront couvertes par le secret professionnel. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, les Parties pourront être tenues de communiquer des données à caractère personnel à des autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. En outre, chaque Partie autorise expressément les autres Parties à partager les données à caractère personnel la concernant et leurs mises à jour éventuelles, avec toute entité de son Groupe, à des fins administratives internes.

Chaque Partie peut, à tout moment, accéder aux données à caractère personnel la concernant ou concernant ses préposés, les faire rectifier, supprimer, s'opposer à ou limiter leur traitement, s'opposer à leur communication à des tiers ou à leur utilisation par les autres Parties à des fins commerciales ou obtenir la liste des entités du groupe des autres Parties susceptibles d'être bénéficiaires desdites données à caractère personnel, en écrivant à l'adresse de domiciliation de l'autre Partie, ou bien à l'adresse suivante pour l'Eco-organisme désigné : rgpd@[raison sociale de l'Eco-organisme désigné].fr. Chaque Partie et/ou ses préposés ont en outre la faculté de saisir la CNIL de toute demande concernant les données à caractère personnel la concernant ou celles de ses préposés.

### DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ

L'Eco-organisme désigné est autorisé à traiter les données à caractère personnel (ci-après « les données ») nécessaires à la réalisation des obligations qui lui incombent dans les conditions suivantes :

- traiter ou consulter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du Contrat.

Nature du (des) traitement(s)	Finalité du (des) traitement(s)	Type de Données Personnelles traitées	Catégorie de personnes concernées
-------------------------------	---------------------------------	---------------------------------------	-----------------------------------

Contrat conclu	Echanges entre les Parties en application du Contrat	Noms, prénoms, qualités et coordonnées des signataires et personnes à contacter, concernant la Collectivité	Représentant légal et/ou personnels dûment habilités par la Collectivité
Système d'information de l'Eco-organisme désigné	Accès à le Système d'information en vue de permettre à la Collectivité de procéder à la conclusion du Contrat, et aux demandes d'Enlèvement, mais également d'accéder à la documentation mise à disposition par l'Eco-organisme désigné et à toutes informations le concernant en vue le cas échéant de sa mise à jour par ses soins	Noms, prénoms, données personnelles de connexion (dates et heures), adresse mail, adresse IP, identifiant et mot de passe	Personnels dûment habilités par la Collectivité

- Garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du Contrat, en mettant en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées. Les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté concerneront, à titre d'exemple lorsqu'elles sont possibles :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation hors des finalités retenues notamment détournée, malveillante ou frauduleuse des Données à Caractère Personnel et des fichiers objet du traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et à l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique et technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement.
- Traiter les données conformément aux instructions ci-dessus.
- Veiller ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du Contrat s'engagent à respecter et respectent la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services/prestations informatiques, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Ne pas, sans autorisation de la Collectivité, insérer dans les traitements des données à caractère personnel étrangères à celles confiées par la Collectivité, ni réaliser de copie ou de stockage des données confiées par la Collectivité, ni louer ou vendre les données confiées par la Collectivité.
- Faire appel le cas échéant à tout sous-traitant au sens du RGPD pour mener les activités de traitement qui lui incombent. Dans ce cas, il en informe préalablement la Collectivité de manière à recueillir son accord préalable. Il en est de même concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

- Notifier les éventuelles violations de données à caractère personnel dans un délai maximal de 72 heures après en avoir pris connaissance. La notification contient au moins :
  - la description de la nature de la violation de Données à Caractère Personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés.
  - le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact chez l'Eco-organisme désigné auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des conséquences probables de la violation de Données à Caractère Personnel,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des mesures prises ou que l'Eco-organisme désigné propose de prendre pour remédier à la violation de Données à Caractère Personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, l'Eco-organisme désigné s'engage à notifier à la Collectivité toute information complémentaire relative à la violation de manière échelonnée, sans autre retard indu, et à collaborer avec la Collectivité en vue de la résolution de la violation.

#### **Sort des données**

Au terme des obligations prévues au Contrat, chaque Partie procède à la destruction de toutes les copies des données à caractère personnel existantes dans ses systèmes d'information, dont la conservation ne serait pas nécessaire pour les finalités exprimées par le présent Contrat, doit justifier par écrit de leur destruction.

La Collectivité convient toutefois que les informations et données le concernant sont nécessaires à la gestion de son compte, à l'exécution du Contrat et aux obligations de l'Eco-organisme désigné à l'égard des pouvoirs publics et qu'elles pourront ainsi être conservées par l'Eco-organisme désigné pendant cinq (5) ans après le terme du Contrat.

#### **Transferts des Données à Caractère Personnel vers un Pays Tiers**

Dans tous les cas, aucune Partie ne peut transférer des données confiées par l'autre Partie vers un Pays Tiers ou une Organisation Internationale sans l'accord préalable et écrit de cette dernière.